

Où va la France?

NUMÉRO SPÉCIAL

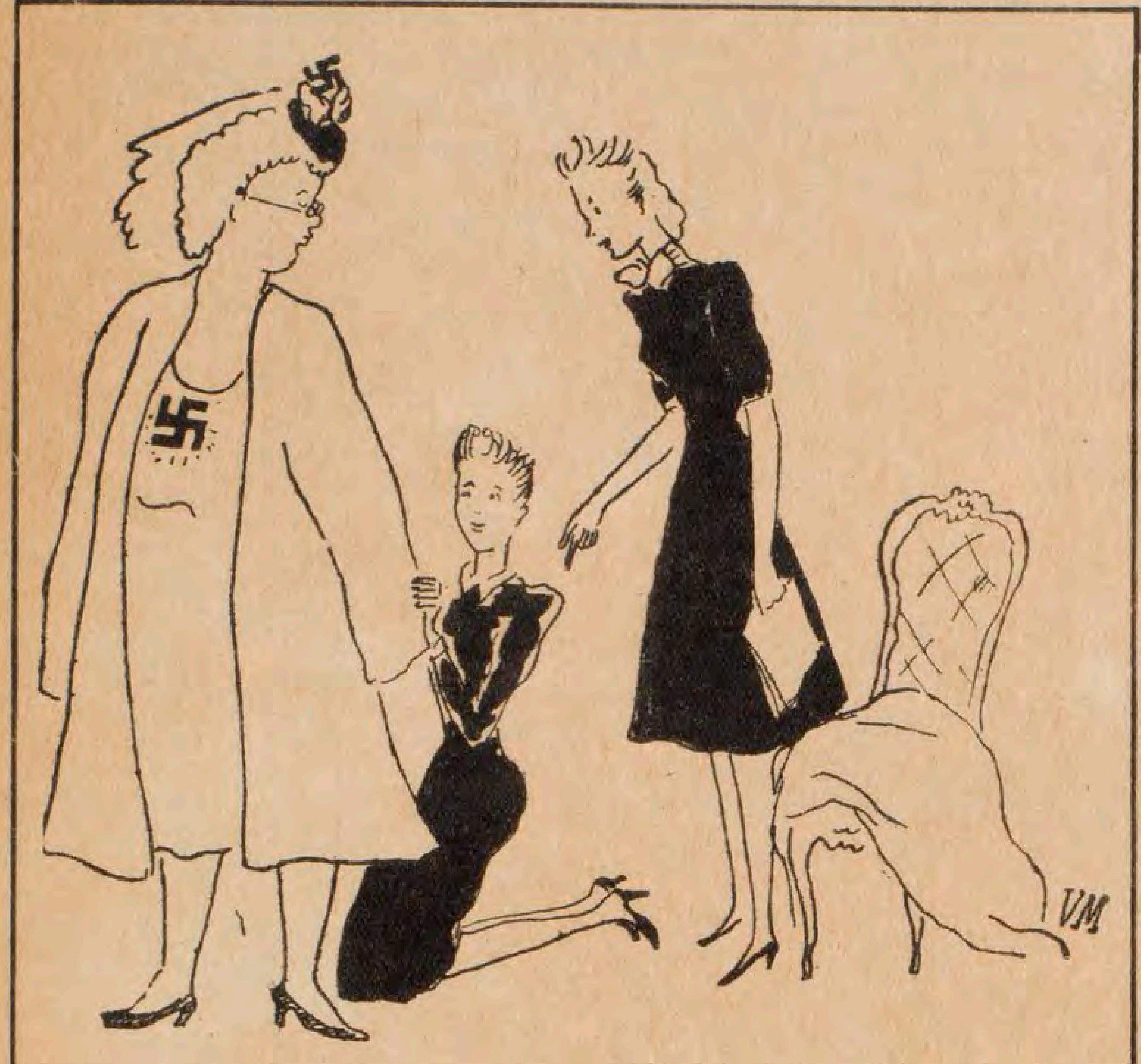
A. Fédoroff

JUIN 1940 – JUIN 1941

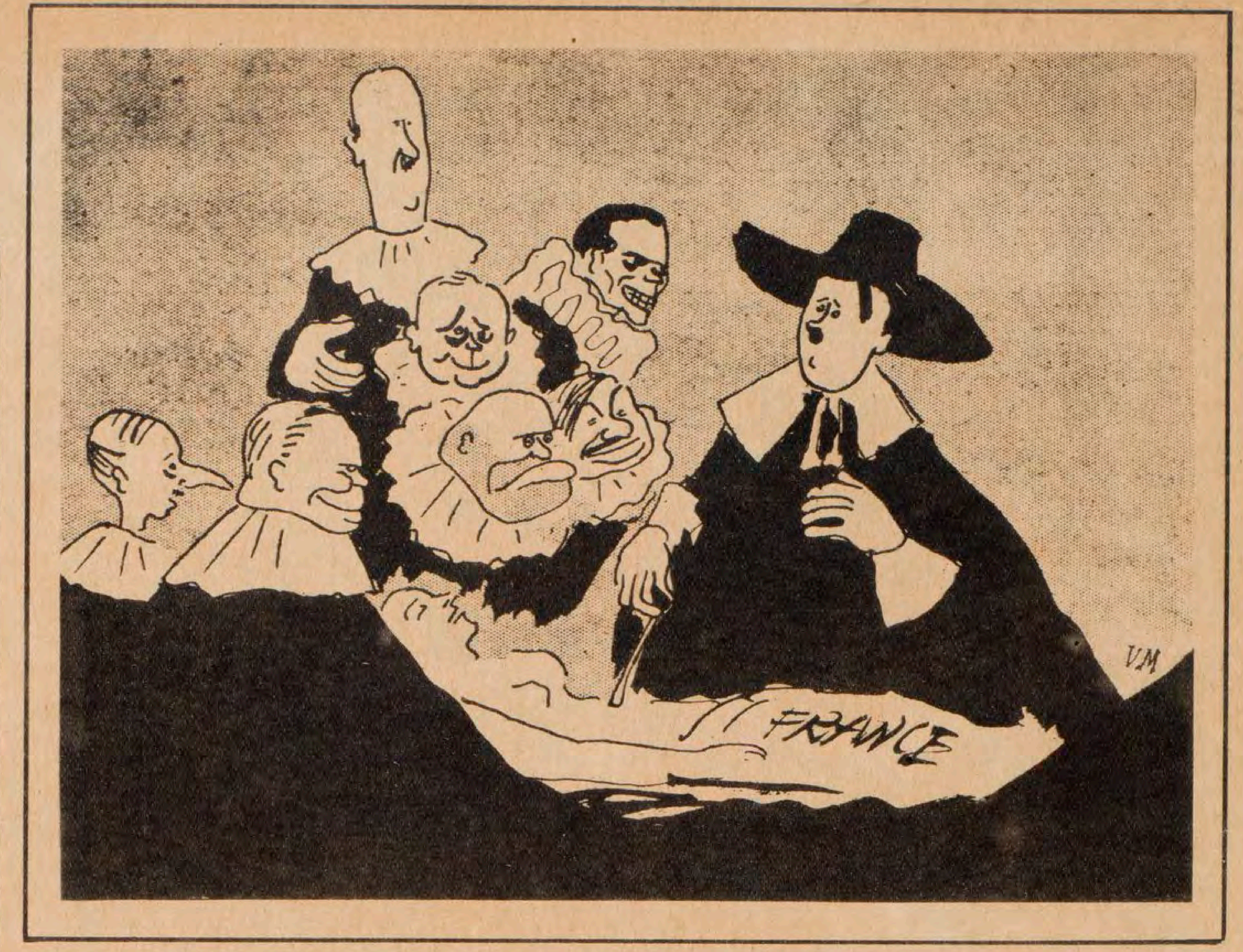
UN AN APRES L'ARMISTICE

28 PAGES
P.T. 2
(25 MILS EN PALESTINE)

LA FRANCE
VUE PAR LA CARICATURE



FAÇON DE PARLER...
— ...Et bien entendu, Madame voudrait qu'on raccourcisse la Manche...
(France)



LES CHEFS-D'ŒUVRE ET L'ORDRE NOUVEAU
« La leçon d'anatomie » de Rembrandt.
(France)



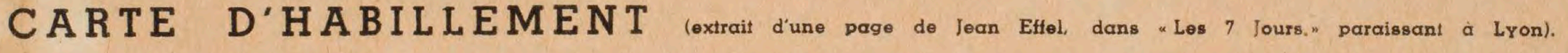
MARIONNETTE...
La « Comédie Française ».
(The Wilmington News)



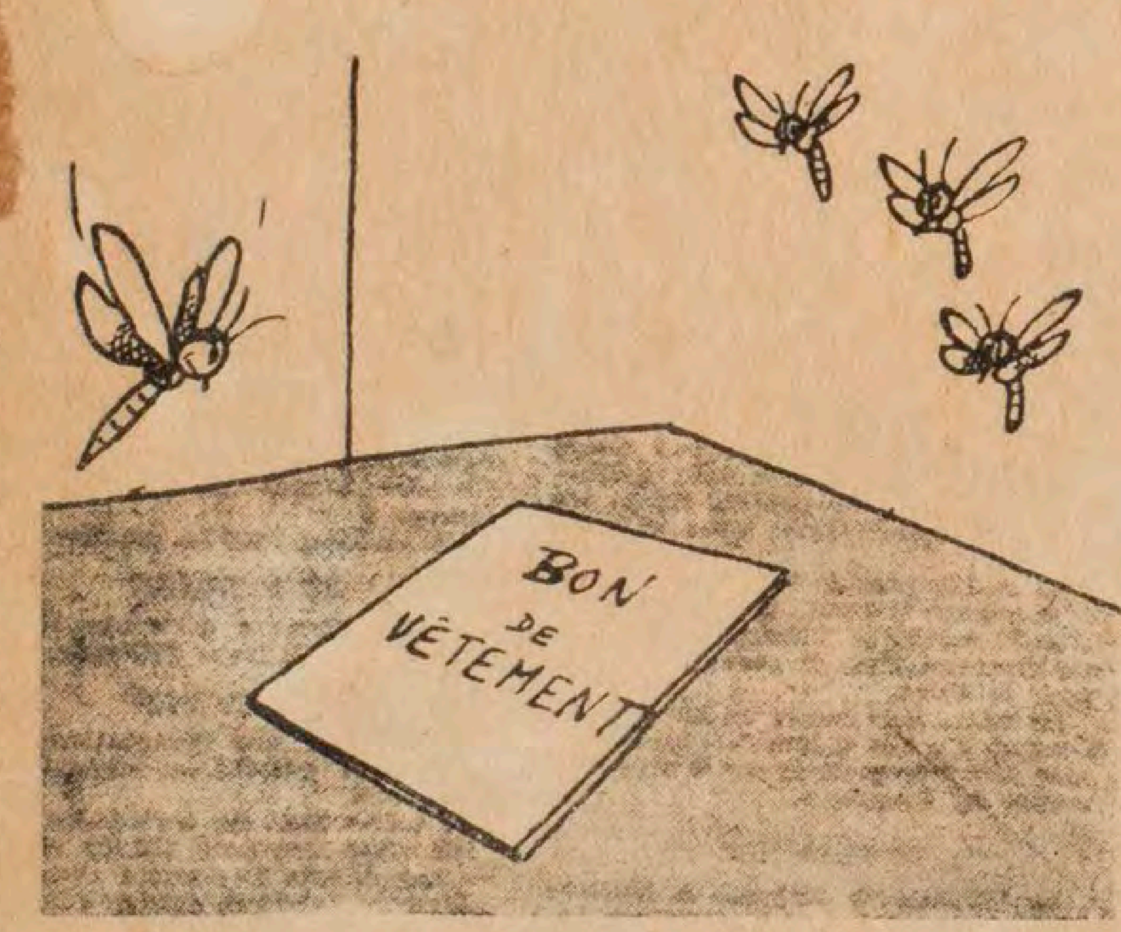
ELBE OU SAINTE-HELENE ?
La République sur le chemin de l'exil...
(The Rochester Times — Union)



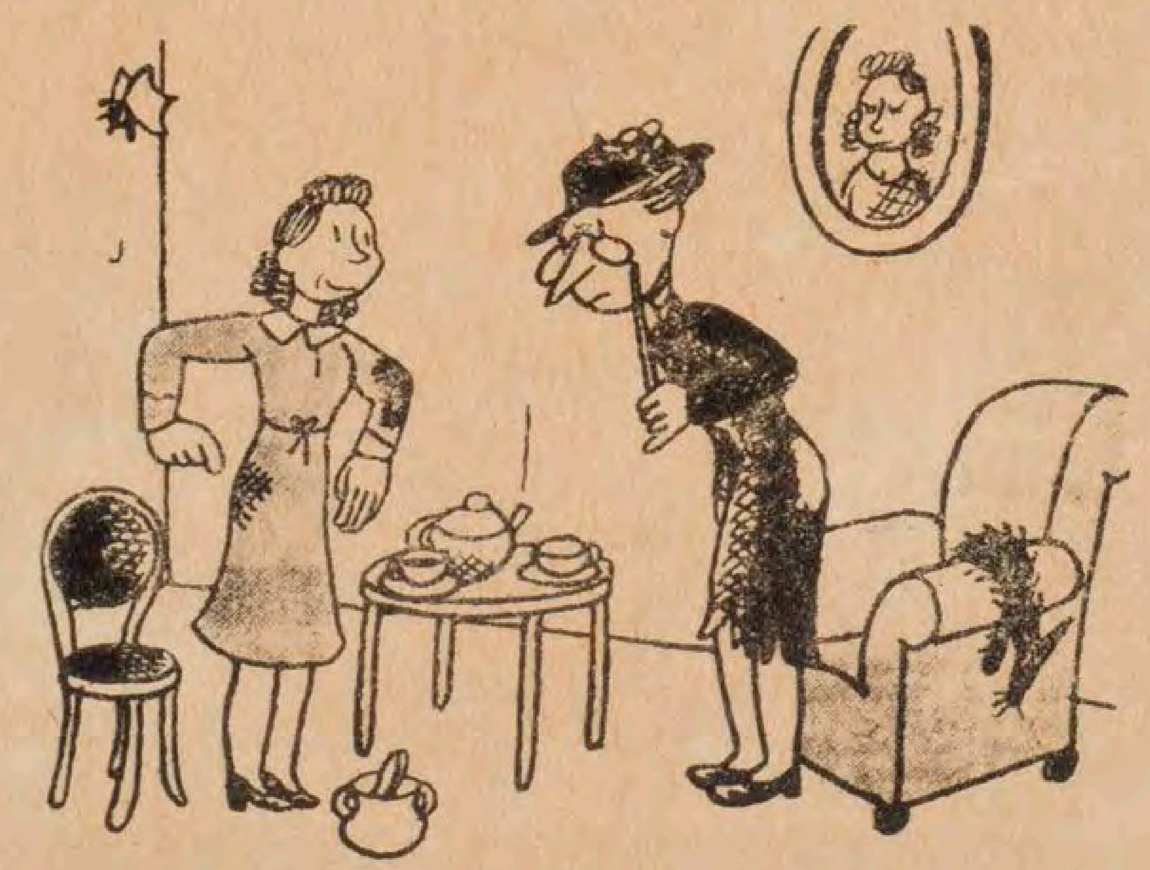
MODES PARISIENNES
Le nouveau corset.
(P.M.)



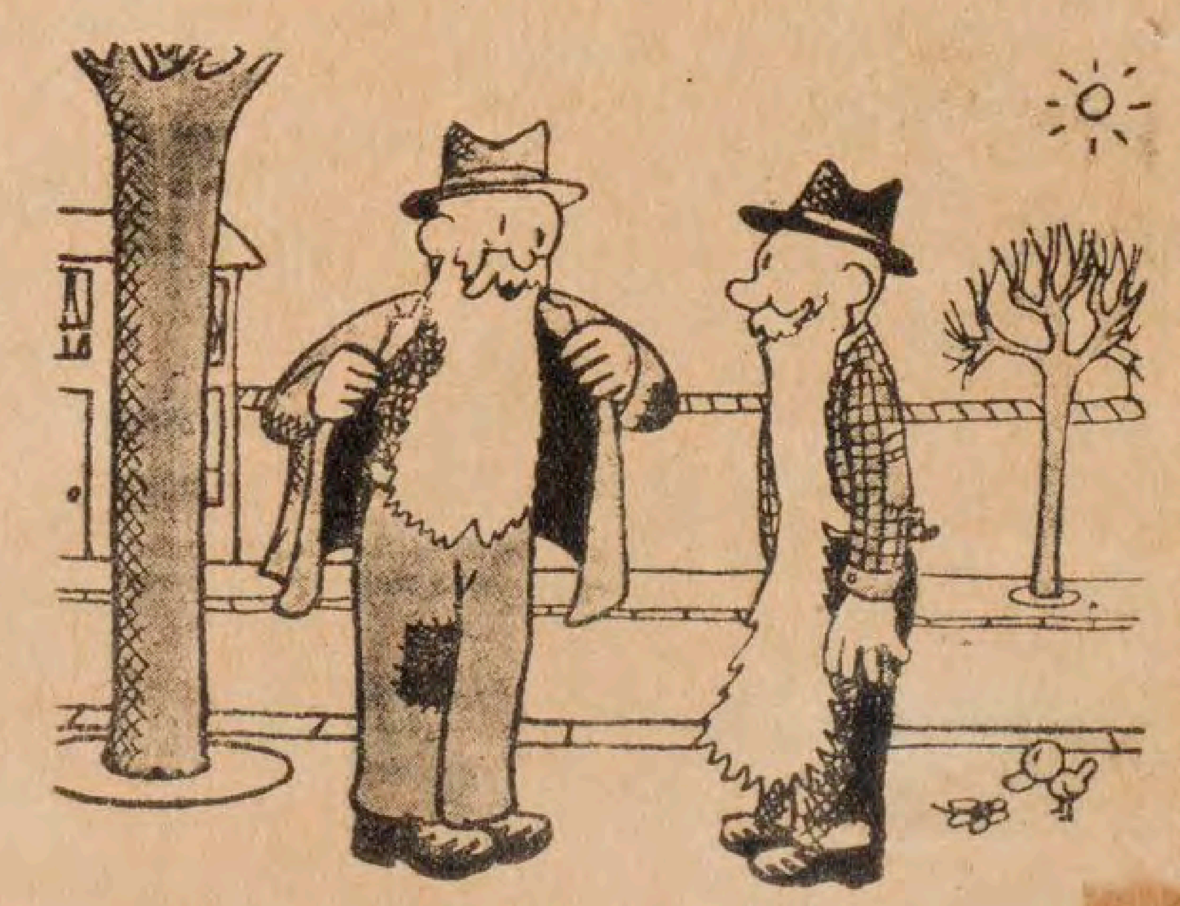
CARTE D'HABILLEMENT (extrait d'une page de Jean Effel, dans « Les 7 Jours » paraissant à Lyon).



CHEZ LES MITES
— Ça y est ! On a la carte d'alimentation !



HAUTE COUTURE
— La pièce au coude, c'est de ma petite couturière, mais la reprise sur le derrière vient de chez Paquin.



MODES
— Je me suis fait tailler la barbe « en gilet ».
— Moi je la laisse pousser « en tablier ».

OÙ VA LA FRANCE ?

Une année a passé sur la terrible défaite, et nous n'avons pas fini de mesurer le fond de l'abîme.

Une année d'occupation allemande a-t-elle transformé l'âme profonde de la France, et devons-nous prendre pour un signe français une écume de surface alors que les voix vraies de la France sont silencieuses, se réservant de se faire entendre au jour des grandes décisions ?

Où va la France ? S'il est facile de poser l'interrogation, la réponse l'est moins. D'ailleurs l'interrogation serait également valable pour chaque Etat et pour l'Allemagne elle-même. Il y a encore la guerre, l'horrible guerre dont on ne comprend pas qu'elle ait pu éclater pour si peu de motifs apparents. Il y a une guerre qui se fait, chaque jour, plus implacable et dure et précise ses buts effrayants.

Effrayants ? Oui, si nous les mesurons au mètre de nos idées périmées ou de nos préjugés. Effrayants plutôt pour ce qu'ils sous-entendent de démoniaque : le renversement d'un ordre humain. Mais la guerre était fatale, aujourd'hui ou demain, qui devait opposer l'avenir au passé. Seulement, ce n'est pas dans la perspective d'un monstrueux cauchemar qu'on escomptait que se ferait le passage d'un monde à l'autre. Il est triste de constater que plus les hommes sont allés loin sur le chemin de la civilisation, plus ils se sont éloignés des vérités premières. Au reste, cette guerre n'a-t-elle déjà pas fait ressortir ce qu'il y avait d'artificiel dans nos mœurs ? Il est décevant qu'avec une intelligence plus vive l'homme se soit enfoncé avec volupté dans une paresse générale de sentiment et de pensée et que son apparente activité se soit dispersée en incohérences pour un but de plaisir et d'argent, c'est-à-dire de destruction.

Où va la France ? Je n'aime pas une formule aussi limitée. Je demande plutôt où va l'humanité ? Si l'attention de l'univers, malgré tout, s'inquiète de la France, c'est qu'en dépit d'erreurs récentes, elle fut la bienfaitrice spirituelle des peuples. Je le dis : la France n'a pas eu le monopole des fautes ; elles sont également imputables à bien d'autres pays. La griserie coupable, l'oubli de Dieu, le goût du plaisir, le jeu extravagant des idées... Non, la France ne fut pas seule à s'abreuver au poison des fausses nourritures. Il y aurait beaucoup à dire là-dessus, et aussi sur les responsabilités collectives. Ce n'est ni l'heure, ni le lieu, et le silence des impartiales méditations conviendrait mieux à l'œuvre de justice.

Je n'aborde qu'avec méfiance les livres qui déjà prétendent expliquer l'inexplicable défaite. Quelle hâte ! En vérité, que savons-nous ? Personne ne peut dire *aujourd'hui* ce que fut hier, pas plus que ce que sera demain, et moins que les autres, les Français ou ceux d'entre eux qui se divisent dans le malheur. Pour nous, étrangers reconnaissants, nous aimons la France dans sa réalité géographique et spirituelle, et non ce corps déchiré qu'on se dispute de droite et de gauche. La vraie France est nécessaire, indispensable même, pour l'établissement d'un équilibre entre des forces contradictoires ; elle le sera bien davantage lorsqu'il s'agira de recoudre l'Europe. L'univers a besoin de lumières, de ces magnifiques torches embrasées qui éclairèrent les routes des siècles. Refusons-nous à juger la France sur un accident, et sa défaite ne fut pas autre chose. En s'épurant, elle est sûre de se retrouver, car le fil n'est pas rompu qui du passé va à l'avenir. La force morale qui l'a si longtemps préservée, je la devine intacte sous les décombres du sombre présent. Quelque chef qu'elle suive, la France se livrera au suprême durcissement et se remettra, au terme des équivoques meurtrières, dans le sillon traditionnel.

Où va la France ? Mais naturellement vers son destin éternel, un destin auquel les hommes qui pensent lient le leur. Les heures que nous vivons sont d'une tristesse affreuse, et je sais que la France est une victime douloureuse. J'hésite — et on ne peut pas ne pas hésiter — lorsqu'il s'agit de juger. L'homme a faim de justice, mais la justice des hommes est imparfaite. Comment peut-on juger son prochain, ou seulement ses idées, encore moins ses intentions ? L'intelligence nous aide à saisir des aspects, jamais une vérité complète. La justice d'un Dieu pour qui rien n'est caché est plus indulgente que la nôtre et refuse d'être un mode de polémiques ou de représailles.

Pour se retrouver, il faut que la France se transforme, mais sur un plan nouveau. Nous sentons maintenant — avec une terrible acuité — que nous avons glissé insensiblement d'un temps à un autre. Attendons de la France qu'elle se recueille et redevienne, dans la logique et le sacrifice, une des forces réelles de durée et de salut, un des piliers des temps nouveaux. L'emprise de l'avenir n'exclut pas la nostalgie du passé.

GEORGES DUMANI



La signature de l'armistice franco-allemand de juin 1940 à Compiègne dans le même wagon qui avait servi à la signature de celui de 1918. A droite, les plénipotentiaires français, le général Huntziger et l'amiral Leluc, écoutent la lecture des conditions allemandes que leur fait le général Keitel. A la droite de celui-ci, Hitler qu'entourent le général Brauschitsch (à droite) et le maréchal Gœring et l'amiral Raeder (à gauche).

SI LA FRANCE N'AVAIT PAS SIGNÉ...

En politique, les « si » ne sont pas très recommandés, surtout qu'il est très facile, par des suppositions gratuites, de gagner des batailles diplomatiques et militaires qui n'ont pas été livrées et de bouleverser la carte du monde. Cependant, on peut se livrer à ce jeu du « si », à propos de la France, car un an après la capitulation on possède de justes éléments d'appréciation.

Quand nous parvint la nouvelle de la demande d'armistice, nous la trouvâmes tellement excessive que nous refusâmes d'y croire. Elle se confirma cependant et les défenseurs de Pétain et de Weygand, dont l'avis avait déterminé la capitulation, soutinrent qu'on ne pouvait faire autrement, que la partie était irrémédiablement perdue, que la victoire définitive allemande était devenue une certitude.

Les mois ont passé. Où en est la situation d'ensemble ? Et que serait-elle si la France avait continué le combat ?

L'Allemagne n'a pas remporté la victoire dernière et elle continue à se battre. L'Angleterre, ayant triomphé de l'assaut aérien d'août-octobre 1940, prolonge une résistance qui exaspère Hitler. Elle a remporté en Orient des succès importants.

Mais imaginons une seconde que les dirigeants de la France en juin 1940 n'eussent pas été les défaitistes qu'ils furent et qu'un Clémenceau, secondé par un Joffre ou un Foch, eût été au pouvoir.

Evidemment, pas d'armistice et une lutte à outrance sous les murs de Paris, dans Paris et derrière Paris. Lutte qui n'aurait peut-être pas été une seconde Marne, mais qui aurait permis le redressement hors de France. Deux ou trois semaines de bataille et la flotte intacte aurait pu évacuer en Afrique du Nord au moins deux millions d'hommes, tout le matériel neuf (surtout des tanks) que les Allemands trouvèrent inutilisé et [illegible] approprièrent avec des centaines d'avions.

Un André Maurois défendant la capitulation de Pétain (croyant, probablement, éviter la confiscation de ses biens industriels dont les Allemands viennent de s'emparer, le considérant comme un Juif converti, donc pas aryen), un André Maurois prétend donc que cette armée n'aurait eu en Afrique du Nord ni nourriture, ni armements, ni munitions, faute d'usines.

Pourtant, avec les troupes, le matériel aurait pu être évacué. L'immense côte méditerranéenne de la France n'est pas le coin étroit de Dunkerque.

Et puis, cette armée aurait pu attendre l'équipement nécessaire, comme l'armée anglaise l'a attendu après Dunkerque, la barrière de la mer empêchant les forces allemandes d'attaquer cette armée avant qu'elle ne fût prête. Si la Manche a arrêté les hordes hitlériennes, la Méditerranée les aurait arrêtées, cent fois plus, tout le temps nécessaire pour mettre sur pied de guerre active les troupes évacuées. Rappelons à M. André Maurois que la France avait passé aux Etats-Unis de considérables commandes d'armes et d'avions qui furent annulées après l'armistice, mais qui auraient pu être achevées et livrées en Afrique du Nord.

Quant au ravitaillement, on ne nous fera pas croire que toute l'Afrique du Nord, Maroc, Algérie, Tunisie, ne peut nourrir deux millions de bouches supplémentaires.

Cette armée métropolitaine évacuée aurait pu donc vivre et tenir, en attendant d'être équipée par les Etats-Unis et l'Angleterre.

Mais la France aurait pu reprendre le combat de suite, sans cette armée métropolitaine, ayant déjà deux armées prêtes, celle de Syrie et celle de Tunisie, entièrement équipées et abondamment fournies en munitions.

Premier résultat : les armées du général Graziani, prises entre les armées française et anglaise, auraient été définitivement liquidées en quelques semaines et l'Orient mis hors de portée de l'Axe, pour toute la durée de la guerre. Ainsi, les inépuisables ressources premières de l'Afrique et de l'Asie auraient été garanties pour les démocraties, avec une Allemagne et une Italie privées de ces richesses et repliées sur leurs seules et maigres ressources.

La flotte française intacte, de concert avec la flotte anglaise de la Méditerranée, aurait éliminé très rapidement la vulnérable flotte italienne et régné sans concurrence sur le « Mare Nostrum », y assurant le trafic et ravitaillant les Balkans, tout en donnant un plus grand appui à la Turquie.

Et de l'autre côté de l'Atlantique, l'océan de la bataille décisive ?

La France possédait une des meilleures flottilles de sous-marins et possède dans l'Atlantique ces excellentes bases que Vichy aurait déjà livrées aux Allemands, sans l'opposition américaine.

Avec ses vaisseaux de première ligne, ses croiseurs et ses destroyers de l'Atlantique, avec ses sous-marins et ses bases, ne doit-on pas conclure que la France aurait apporté un précieux concours dans la lutte contre les corsaires allemands, aidé les Anglais à assurer la liberté et protégé plus efficacement l'envoi aux démocraties du matériel américain ? Toute sa flotte marchande n'aurait-elle pas aidé au transport de ce matériel, comme le font aujourd'hui les flottes norvégienne et hollandaise ?

E. GALLAD

(Voir la suite en page 13)

16 JUIN 1940 — 15 JUIN 1941

UNE ANNEE A PASSE

Le 16 juin 1940, l'armistice est signé.

Les événements qui y ont conduit sont connus. Les chefs militaires ayant déclaré la partie perdue, le cabinet Reynaud se réunit et par une majorité de quatre voix décide de demander à l'ennemi, suivant les termes du maréchal Pétain, un armistice honorable, entre soldats.

Les conditions acceptées, les délégués français présidés par le général Hutzinger signent la trêve.

La France est divisée en deux zones. L'Allemagne décide qu'elles seront séparées par une cloison étanche à tel point qu'au début, la correspondance entre les deux France est interdite. Et même aujourd'hui, elle se fait au moyen de cartes-lettres ou cartes-formulaires, n'allant pas au delà de quelques phrases.

La politique du maréchal Pétain

Le maréchal Pétain prend tous les pouvoirs, après la démission du président Lebrun.

Dès qu'il assume le pouvoir, le vieux maréchal définit la politique de l'Etat français — la troisième République a disparu — en ces mots : « Il nous faut maintenir notre âme intacte ; sauvegarder notre dignité et surtout renforcer notre autorité sur notre Empire par delà les mers. »

C'est une politique patriotique et digne.

Pour mener à bien sa tâche, même face à une Allemagne hostile, le maréchal Pétain a en main de nombreux atouts :

1° la flotte française ;
2° l'Empire ;
3° l'amitié des Etats-Unis ;
4° l'appui de la Grande-Bretagne.

Employés judicieusement, ces facteurs auraient pu être fort importants, décisifs même.

En effet, la flotte française était intacte et n'avait pas été défaite. Elle pouvait combattre sur-le-champ s'il le fallait.

L'Empire était lui aussi intact. Il possédait d'amples ressources et était fort bien défendu.

Pour démontrer sa solidarité avec la France, le gouvernement américain avait dépêché à Vichy l'amiral Leahy, avec mission d'aider au relèvement du pays.

Enfin, la Grande-Bretagne était toujours en guerre avec le Reich et celui-ci, tant qu'il n'avait pas abattu l'Angleterre, était tenu de ménager la France.

La politique intérieure

Dans le domaine intérieur, le programme du maréchal tendait à faire de la France un pays agricole avant tout. Il entendait augmenter la natalité, améliorer l'hygiène, intensifier le travail et les mesures d'assistance.

Pour éviter les conflits ouvriers, il abolit et la Confédération générale du Travail et le puissant Comité des Forges.

On peut dire que, pour un pays battu après une courte « blitzkrieg », la France avait de nombreuses chances de relèvement.

Seulement, pour mener à bien une telle tâche, il fallait des dirigeants prêts à se sacrifier dans l'intérêt du pays.

Les hommes au pouvoir

Sur qui pouvait compter la France ?

Les hommes qui avaient réussi à s'emparer du pouvoir étaient tous de la vieille école. Ils avaient été essayés à plus d'une reprise et trouvés inaptes.

En tête venait Laval, un opportuniste, Beaudoin, un ambitieux doctrinaire, Darlan, dont les sentiments anti-britanniques brouillaient l'intelligence, Weygand, encore étourdi par sa défaite, Pierre-Etienne Flandin, et quelques autres qu'on avait vus déjà à l'œuvre.

Les événements allaient se précipiter.

Des jours fiévreux

La France vit des jours fiévreux.

Le 18 juin, on entend pour la première fois à la B.B.C. la voix du général de Gaulle qui prêche la résistance. Le mouvement de la France Libre est né.

Le 3 juillet, la flotte française perd à Oran quelques-unes de ses meilleures unités. L'Angleterre, combattant maintenant seule, ne peut prendre des risques. Elle demande des assurances qui lui sont refusées. Elle connaît les sentiments de Darlan et elle ne peut donc qu'agir pour se sauver.

Le 9 juillet, les unités de la flotte française se trouvant à Alexandrie sont désarmées. C'est le complément de l'opération d'Oran.

Le 10 juillet, la France est dotée d'une nouvelle constitution qui en fait un Etat semi-totalitaire.

Le 13 juillet, Albert Lebrun s'en va en remettant ses pouvoirs entre les mains du maréchal Pétain. Son départ ne cause aucun regret.

Le 5 août, les commissions d'armistice commencent à arriver dans l'Empire : une débarque à Beyrouth, une autre à Tunis. Elles sont pour la plupart italiennes.

Le 13 août, le maréchal Pétain s'adresse à la France. Il annonce que les termes de l'armistice prévoyaient le transfert du gouvernement à Paris, mais que, pour des raisons d'ordre matériel seulement, les Allemands s'étaient jusqu'ici opposés à ce transfert.

Un an plus tard, la capitale de la France est toujours Vichy.

Des colonies se rallient à la France Libre

Le 28 août, c'est le ralliement du Tchad à la France Libre. Deux jours après, le Cameroun, le Congo et l'Oubangui-Chari l'imitent. Le 2 septembre, c'est le Gabon qui suit à son tour.

Durant tout ce temps, dans la métropole, on s'en tient aux termes de l'armistice. La France ne fera rien pour entraver les opérations britanniques. Elle regarde l'ancienne alliée poursuivre énergiquement la lutte, sans plus.

L'ascendant de Laval

Mais Laval manœuvre dans la coulisse. Il a eu des entretiens avec les Allemands, avec Ribbentrop, avec Abetz. Ses ambitions n'ont pas été satisfaites. Il est certes l'héritier du maréchal ; mais celui-ci est le chef de la France. Il est toujours le héros de Verdun ; lui, Laval, n'est qu'un sous-ordre.

Le 7 septembre, le ministère est remanié.

Weygand le quitte. Il a pour mission de défendre l'Empire français qui menace de se joindre à la France Libre.

Laval est chargé de « coordonner » le travail de ses collègues, c'est-à-dire qu'il devient le véritable chef du gouvernement. On entre dans la seconde période, celle de la « collaboration » avec l'ennemi.

Devant le changement d'attitude du Cabinet de Vichy, la France Libre agit.

C'est l'incident de Dakar qui a lieu le 24 septembre 1940.

Le complot contre le maréchal

L'arrivée en France de l'amiral Leahy avait été saluée, même par le maréchal Pétain, par un soupir de soulagement. Dès qu'il eut mis pied sur le sol français, l'amiral avait dit : « Nous aimons tous la France. Pour ma part, je ferai de tout pour aider le chef de l'Etat dans l'œuvre de reconstruction à laquelle il s'est attelé. »

Laval complote toujours pour resserrer les liens entre la France et l'Axe. On parle du transfert du gouvernement à Paris, puis à Versailles. Mais toutes les fois qu'un pas en avant vers la « collaboration » est fait, l'ambassadeur américain remet les choses au point.

Le maréchal Pétain s'en tient aux clauses de l'armistice.

Et nous arrivons au 13 décembre.

Le retour des cendres

Le gouvernement allemand décide le transfert des cendres de l'Aiglon au Panthéon. La cérémonie doit revêtir un caractère de solennité nationale. A Paris, Laval et Abetz décident d'enlever le maréchal pour permettre à Laval de lui succéder et de rapprocher plus encore la France de l'Allemagne.

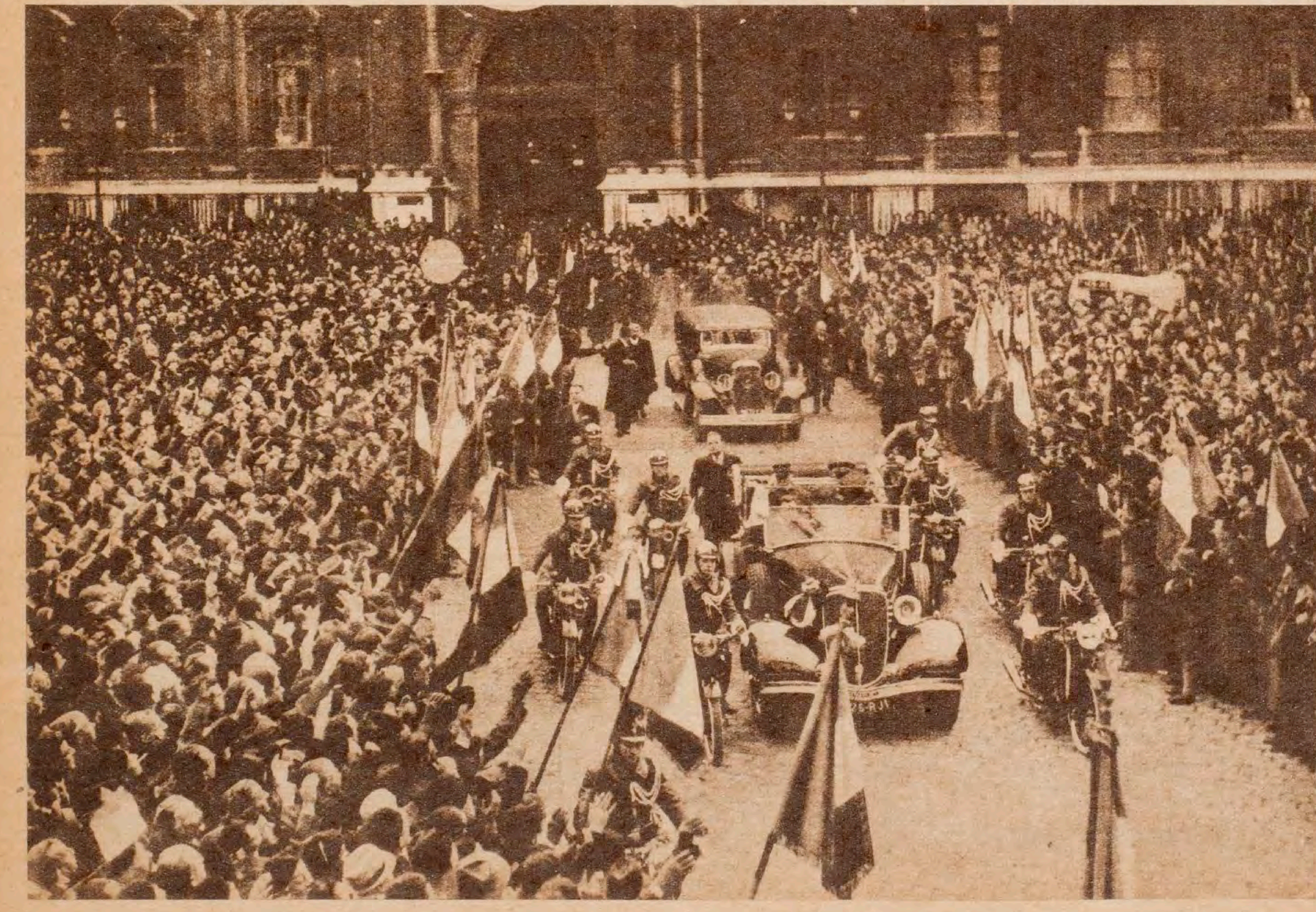
Mais le Préfet de la police parisienne a vent du complot. Il téléphone à Peyrouton, ministre de l'Intérieur. En Conseil de Cabinet, Peyrouton évente les projets de Laval et celui-ci est expulsé du gouvernement et arrêté sur l'ordre de Pétain.

Laval est parti, on respire. Et l'on croit que l'attitude de la France va changer, que Vichy va se raidir, faire usage des nombreux atouts qu'il possède.

Hitler, cependant, usant de chantage, parle constamment des 2 millions de prisonniers de guerre qui peuplent les camps allemands...



De sa main droite gantée de blanc, le maréchal Pétain, au cours d'une cérémonie populaire, salue la foule à la manière fasciste. Le bras se lèvera-t-il plus haut demain ?



Le maréchal Pétain, visite à Marseille, quitte la préfecture de la ville où il a été reçu officiellement par les autorités. Les bras se tendent, à la manière nazie, au passage de son auto qu'escortent des motocyclistes coiffés d'un casque modèle nouveau.

PARIS 1941

Le 10 juin 1940, les Allemands faisaient leur entrée à Paris. Il y a donc un an que la Ville-Lumière subit l'occupation de l'ennemi.

Que voit-on aujourd'hui dans les rues, dans les magasins de Paris ? Comment vivent les Parisiens ?

Pour évoquer l'atmosphère de la grande capitale, si chère à la plupart de nos lecteurs, nous nous sommes adressés à un des derniers arrivants de Paris, Me Aby Harari, qui a débarqué en Egypte au commencement de ce mois. Nous avons compulsé, en outre, un grand nombre de publications américaines et anglaises et avons choisi les passages qui nous ont semblé les plus véridiques.

L'interrègne de Pierre-Etienne Flandin

Pour succéder à Laval, le chef de l'Etat français fait appel à Flandin. L'homme de la dépêche de Munich fait de son mieux. Mais il déplaît aux Allemands qui veulent Laval. Il n'arrive à entrer ni dans les bonnes grâces d'Abetz, ni dans celles du comte Fernand de Brinon, son conseiller intime.

Pour s'en débarrasser, Hitler lance une offensive, une guerre des nerfs, contre la France.

Le 20 janvier, Laval rencontre Pétain à Vichy. Tout ce qu'il obtient, c'est un déjeuner avec le maréchal.

Le 4 février, Darlan va à Paris.

La veille, sur les recommandations d'Abetz, quelques hommes politiques : Laval, Déat, Doriot, constituent à Paris un parti nazi qui s'appelle le « Rassemblement populaire national » et qui s'octroie pour mission de sauver la France. Ce parti a la presse parisienne à son service. Et il en use, et il en abuse.

Il accuse Pétain d'affamer la France par son intransigeance.

Darlan qui n'est encore que ministre de la Marine fait la navette entre Vichy et Paris. Il voit Abetz et Ribbentrop.

Finalement, le maréchal lui-même a un entretien avec Hitler.

Le 10 février, Flandin démissionne et c'est l'amiral Darlan qui lui succède.

Darlan, chef de la politique française

Darlan est maître de la France.

Un décret le nomme successeur de Pétain.

L'amiral mène les pourparlers avec l'Allemagne à un rythme de « blitzkrieg », ce qui alarme les Américains.

L'ambassadeur Leahy s'entretient avec Pétain qui déclare ne rien savoir des conversations. Mais pourtant il sait une chose : d'après lui, l'Angleterre ne peut gagner la guerre.

Le 12 mars, Darlan prononce un discours. Il accuse l'Angleterre d'affamer la France et déclare qu'il fera convoyer les navires marchands par des bateaux de guerre.

La crise entre la France et la Grande-Bretagne touche son point culminant, lorsqu'un accord est conclu en avril, à Paris, entre Darlan et Abetz. D'ailleurs, Darlan révèle qu'il s'est rendu à Berchtesgaden où il a vu Hitler. Laval lui aussi a vu le Führer et leur entretien a duré dix heures !

Le 18 mai, on annonce qu'à la suite de l'accord franco-allemand, 100.000 prisonniers français sont libérés.

De son côté, la France place ses industries de guerre à la disposition des nazis et leur livre des bases aériennes et militaires dans son Empire.

L'accord Darlan-Abetz précipite la crise syrienne

Mais l'accord conclu par Darlan précipite rapidement la crise.

Maintenant qu'elle peut compter sur la collaboration française, l'Allemagne met les bouchées doubles. Elle s'attaque à la Crète et fomente une révolution en Irak. Pour aider Rachid Aly, elle fait usage des aérodromes syriens placés à sa disposition par Vichy. Darlan pousse la complaisance jusqu'à envoyer en Irak des munitions appartenant à l'armée de Syrie.

En même temps, des techniciens allemands s'infiltrent en Syrie, voyageant par voie de terre comme touristes, avec des passeports bulgares, roumains ou hongrois.

L'Angleterre, la France Libre ne peuvent naturellement rester les bras croisés. Elles décident de libérer la Syrie et le Liban et d'en chasser les Allemands.

L'opération commence le dimanche 8 juin à deux heures du matin...

Les occasions manquées

C'est le bilan d'un an du gouvernement de Vichy.

Le général de Gaulle a dit que la France avait perdu une bataille et non la guerre. Elle possédait de précieux atouts : sa flotte, ses colonies, ses alliés démocratiques. Elle n'a pas su en faire usage. Par contre, de plus en plus, comme l'a voulu le Führer, elle s'est rapprochée de Berlin.

Alors que, dès le début, l'Allemagne, même l'Allemagne de Weimar, s'était élevée contre le traité de Versailles, la France de Vichy prêchait l'Evangile de l'expiation...

Ce fut sa perte.

Heureusement pour elle, il y a des Français qui mènent encore la lutte...

JE REVIENS DE PARIS...

Retrouver dans le Paris d'aujourd'hui des traces de l'ancien Paris, celui que nous avons connu, cette Babylone des plaisirs, ce centre de l'esprit, est impossible. Paris est la caricature de lui-même. Il a subi une évolution brusque, un peu antérieure au 14 juin, jour où les Allemands l'ont occupé, car la population parisienne a eu des réactions particulières devant ce désastre militaire. Beaucoup de Parisiens ne sont pas chez eux, d'autres n'ont plus les moyens d'action qu'ils possédaient auparavant. Ils sont partis en quelques jours sur les routes qui mènent vers l'ouest et le sud. C'est « l'exode », comme les Français disent eux-mêmes. Les voitures partent par milliers, surchargées, couvertes de matelas, de lits, de bicyclettes, de malles. Les gens dorment dans les gares en attendant les trains, d'autres sont à pied sur les routes. Ayant quitté Paris avec mes camarades le 11 juin pour la Baule, je suis rentré en automobile le 25, une heure après l'annonce de l'armistice à la radio. Nous étions les premiers. De nombreux convois de camions allemands nous croisaient, la route était couverte de poteaux indicateurs en allemand, des hôpitaux militaires allemands étaient déjà installés partout.



Place de la Concorde, un gendarme français et un gendarme allemand règlent la circulation. Celle-ci, constituée en majeure partie par des bicyclettes, est réduite à sa plus simple expression. A Paris, le règlement astreint les gendarmes français à saluer leurs collègues allemands.

PARIS VIDE

Paris était vide. Dès notre arrivée, je suis allé sur l'avenue de l'Opéra, l'avenue des Champs-Elysées. J'ai à peine rencontré quelques passants solitaires. Mais les voitures allemandes encombraient la place de l'Opéra et les grandes artères. Des régiments défilaient en grande pompe sur la place de l'Etoile. On avait l'impression qu'une race particulière d'insectes avait envahi un corps mort. Mais bientôt Paris se ranime, sort de sa léthargie, retrouve une population nouvelle. Les réfugiés des provinces du Nord reviennent en poussant leurs malles sur des charrettes à bras, sous le regard indifférent des soldats allemands. Peu à peu nous organisons notre nouvelle existence. La presse, le problème alimentaire, les spectacles, la politique nous intéressent.

La presse n'a presque pas cessé de paraître. L'on vendait le « Matin », le « Paris-Soir », « Nouvelles Séries », dès le 1er juillet.

Et, détail amusant, leurs nouveaux rédacteurs n'avaient pas pris garde que les camelots criaient, à 10 heures, « *Paris-Soir*, édition du matin » et, à 5 heures, « *Le Matin* du soir ». Cette presse a commencé dès le début à nous déverser cette propagande simpliste et enfantine dont les Allemands sont maîtres. Ce n'étaient qu'insultes grossières à l'égard de tout « l'ancien » ordre de choses, la judéo-maçonnerie, l'esprit démocratique, une admiration générale pour les institutions allemandes. Georges Suarez dans « Aujourd'hui », Jean Luchaire dans « Les Nouveaux Temps », Dieudonné dans « La France au travail » étaient les directeurs de la nouvelle tendance que certains appellent « la revanche des médiocres ». Seulement, ces journaux étaient peu lus.

CARTES D'ALIMENTATION

La nourriture devient un souci alarmant. Les Français comprennent bientôt que l'occupation allemande signifie rationnement rigoureux, queues devant les magasins d'alimentation, privations pénibles. Les cartes d'alimentation sont d'un usage compliqué. Il faut se référer à une liste publiée tous les mois d'articles rationnés, pour connaître la valeur d'achat de chaque ticket. Mais bientôt le problème s'est résolu lui-même. Les magasins n'avaient plus rien à vendre, aussi bien avec tickets que sans tickets. Nous avons trouvé dans tout le mois de janvier 20 grammes de viande par personne, 60 grammes de beurre, 120 grammes de fromage. Ajoutez à cela que la ration mensuelle de riz était de 100 grammes, de légumes secs 250 grammes, de sucre 500 grammes. Il fallait faire quelquefois plusieurs heures de queue pour obtenir un quart de litre de lait écrémé. Le seul légume que la cuisinière trouvait au marché était un chou-rave, le rutabaga. Il n'est pas nourrissant, il a la taille d'un petit melon, la consistance du navet, une couleur jaune orange, et une vague odeur d'huile de ricin. Le marché en est inondé.

Mais je crois que l'on a souffert davantage du froid. Le charbon était rationné à 50 kilogrammes par mois et par famille, mais il était introuvable. Les appartements n'étaient pas chauffés, la vie devenait insupportable. Cet hiver a été particulièrement rigoureux. Pour la première fois j'ai vu Paris enseveli sous la neige pendant tout un mois. Le thermomètre est descendu à moins 13 degrés. La neige se transformait en verglas près des maisons et nous prenions des « bûches » magnifiques quand nous rentrions le soir, par un black-out parfait. Les gens se promenaient en accoutrements bizarres : chaussures de ski, chaussons de laine, énormes pull-overs. D'ailleurs, le souci d'élégance de la femme parisienne n'existe presque plus. L'on se réunit moins souvent à cause de la rareté des moyens de locomotion. Les bicyclettes sont peu pratiques en hiver, on ne peut plus en acheter, ni les réparer. Il faut établir des papiers justifiant de la légitimité de leur emploi. Le métro est devenu très lent et nauséabond (les bottes des soldats allemands qui le prennent sentent très fort). Une tentative de rétablir les autobus en les faisant marcher au gaz de ville a mal réussi.

L'HUMOUR PARISIEN

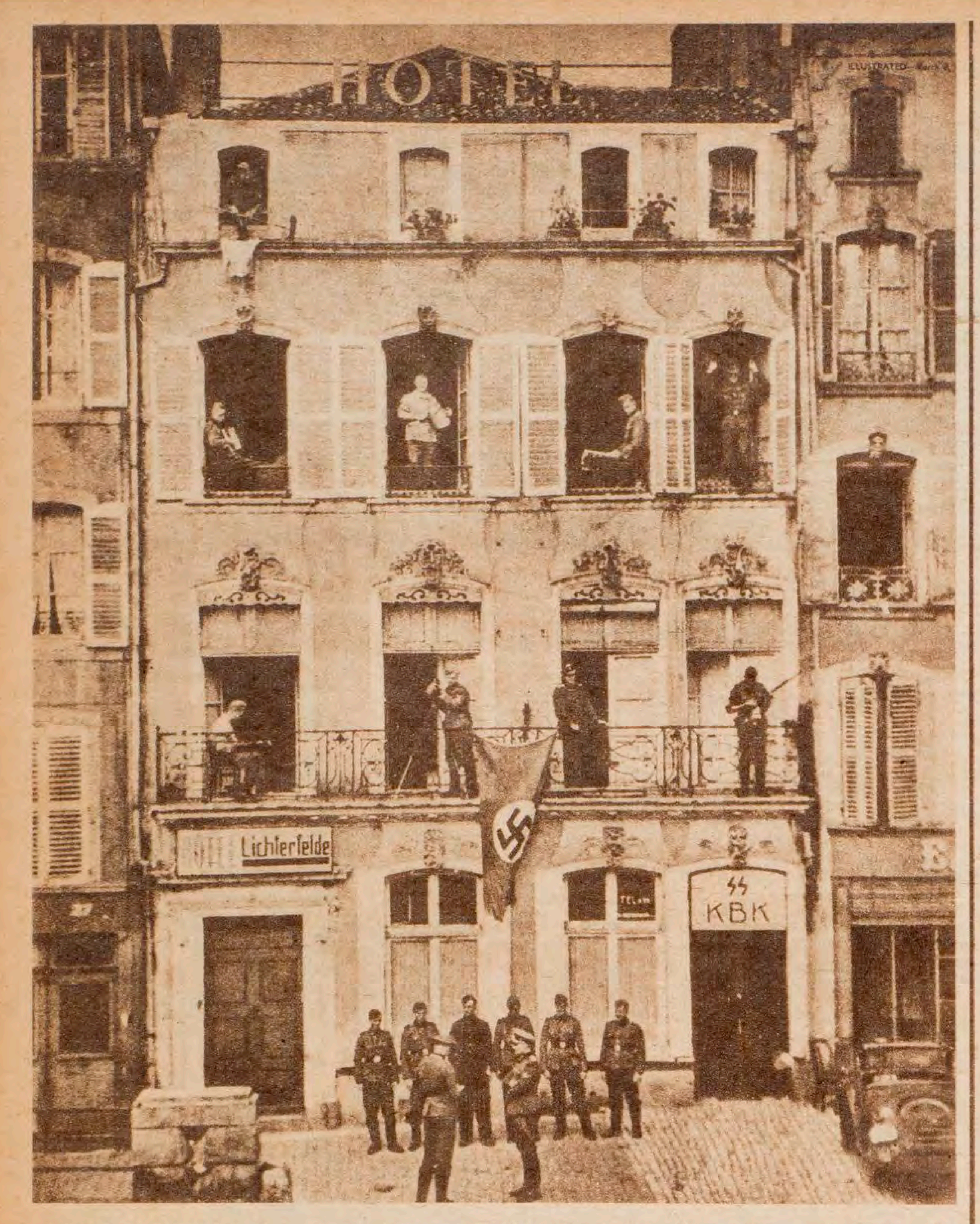
Mais l'on peut toujours rire de ses malheurs et le Parisien ne s'en fait pas faute. Une caricature de Guérin montre, par exemple, un taxi-vélo, le nouveau remplaçant du taxi. C'est une cage minuscule tirée par une bicyclette. Le taxi-vélo est arrêté. Le chauffeur est perplexe devant son vélo, une pompe à la main. Le client demande anxieux : « Qu'y a-t-il, le pneu est crevé ? — Non, c'est moi qui suis crevé ! » répond le chauffeur d'un air contrit.

Une autre fois, c'est un homme d'affaires en chapeau melon, col cassé et cravate noire, serviette sous le bras, qui donne rendez-vous à un client important. « Alors, c'est entendu, je vous attends devant mon épicière, rue de la Terrasse, demain matin à dix heures, au huitième rang de queue. »

Quant aux Allemands, que l'on ignore en public, on se plaît à les ridiculiser dès que l'on se retrouve entre amis. La devinette à la mode se moque de leur uniforme vert clair. « Quel est le plus petit pré du monde ? » demande-t-on. — « C'est un soldat allemand. » — « ? » — « Car on ne peut y mettre qu'une seule « vache ».

Les chansonniers non plus ne se privent pas de leurs petites pointes. Martini, au « Théâtre de dix heures », à Montmartre, dit un jour en voyant un officier allemand enfiler péniblement sa capote longue et lourde : « Hé ! hé ! on ne passe pas la « manche » aussi facilement que cela. »

Les étudiants aussi, ceux qui restent, car les Facultés sont presque désaffectées, essaient de « résister ». Quand ils vont au restaurant, pour ridiculiser les soldats allemands qui décrochent leurs ceinturon où pend la baïonnette militaire, ils enlèvent leur ceinture qu'ils ont garnie de leur pompe à bicyclette et la mettent gravement sur la patère.



L'hôtel de l'invasion. Il se trouve dans une petite ville de la côte en France occupée. Il s'appelle en réalité « Hôtel Lichterfelde ». Il est occupé, du premier étage à l'attique, par des photographes et des correspondants de guerre allemands envoyés là par les services du Dr Gœbbels avec mission d'endormir le peuple avec toutes sortes de récits sur la toute-puissance des armées nazies. Ce sont eux qui ont baptisé l'hôtel « Hôtel de l'invasion ». Un canard parmi tant d'autres, et rien de plus.

LES INCIDENTS DU BOIS DE BOULOGNE

Il arrive aussi des incidents, mais ils sont étouffés et l'on n'en a connaissance que par ouï-dire. Par exemple, au Bois de Boulogne on a tué un soldat allemand. Les gens qui habitent près du Bois ont entendu des coups de feu. Le lendemain, rien ne paraît dans les journaux, mais il est défendu pendant 40 jours d'entrer au Bois de Boulogne.

J'apprends par un camarade qu'un boucher, après avoir surmonté d'énormes difficultés, avait rassemblé aux abattoirs de La Villette 700 bœufs. Il avait parcouru toute la Normandie, avait trouvé un transport. Les officiers allemands lui ont réquisitionné 690 bêtes. Le boucher, furieux, a tué un des officiers. Le lendemain, dans le journal, on apprend qu'un certain Georges M. est condamné à mort par les autorités d'occupation, sans motif.

Les affiches de propagande qui crient : « N'oubliez pas Oran », ou « Mers-el-Kébir », « L'assassinat de Chiappe », sont toutes lacérées, couvertes d'insultes à l'intention des « occupants ». Une ordonnance est prise rendant responsables les locataires, concierges, gérants et propriétaires d'immeubles pour toute inscription tendancieuse sur les murs de leurs immeubles.

Les Allemands font des efforts répétés pour que Paris reste toujours la « grande ville » à l'intérieur de leurs nouveaux territoires, mais ils n'y arrivent pas. Ils ont organisé leur pillage admirablement. D'énormes camions Diesel sont chargés aux portes de Paris et dirigent en Allemagne leur précieux butin. Ils prennent tout ce qu'ils peuvent : les vieux câbles électriques, les objets en cuivre, les clous, le cuir. Tout est classé, mis en caisse, envoyé où il pourra être utile. Ils réquisitionnent la plupart des voitures. Ils occupent les appartements dont les propriétaires sont en zone libre.

Ils ont acheté dans les magasins toutes les marchandises avec leurs marks spéciaux pour la zone occupée, ils ont créé la carte de vêtements et de chaussures, mais ils ne veulent pas que cela paraisse. Les magasins de chaussures, par exemple, étaient réduits au mois de novembre à exposer des chaussures de plage, des pantoufles, en vitrine. Puis, elles ont disparu à leur tour. Les étalages étaient vides. Les autorités d'occupation ont ordonné de les garnir et les commerçants ont dû faire des prodiges d'imagination pour déguiser leur détresse. Les magasins d'alimentation mettent invariablement sous les objets qu'ils exposent la mention « étalage factice », de peur que mille personnes ne les réclament à hauts cris dans la journée.



LES INCURSIONS DE LA GESTAPO

Chez soi l'on s'attend à des incursions de la Gestapo qui paie cher les dénonciations. C'est ainsi que l'on a interné des étudiants égyptiens dont Diwany bey, l'admirable directeur de la Mission scolaire égyptienne, n'a obtenu la libération qu'à grand'peine. C'est pourquoi en février, faute d'un laissez-passer régulier, que l'on n'accorde pas aux Egyptiens pour aller en zone libre, je suis parti vers une petite ville sur la ligne de démarcation, où toute la population était notre complice. Elle était contente de nous aider à déjouer la surveillance des patrouilles allemandes. Un passeur m'a conduit à travers champs. J'étais sauf, loin de Paris, de son étouffante atmosphère.

ABY HARARI

VU PAR DES NEUTRES

CE QUE L'ON MANGE A PARIS

D'après Mme Marjorie Howard, maintenant réfugiée à Lisbonne d'où elle peut donc s'exprimer librement, « les Parisiens manquent de lait, pas d'œufs, très peu de beurre... » Mme Catherine Brousse, la femme d'un diplomate américain qui vient juste de rentrer dans sa patrie, déclare : « Les Allemands occupent les cafés familiaux où, moyennant un supplément de quelques sous, on pouvait s'asseoir à un guéridon sur la terrasse et siroter son caféfine. Les cafés sont lugubres, maintenant. Il n'y a plus la tasse de café qui prolongeait d'une heure la durée du déjeuner de l'homme d'affaires. L'Allemand ne comprend pas qu'il a dépouillé la vie privée du Français en lui interdisant le café, les brioches, les croissants et le beurre. »

Les Allemands essaient néanmoins de s'initier à ce qui reste de la gastronomie française. Mais ils ne connaissent pas les « bons coins ». En fait de logement non plus, ils ne sont pas à la page. Robert Arias, le neveu du président de la République de Panama, raconte qu'il s'étonna de ce que les hauts officiers allemands fussent descendus au Ritz et non pas au Georges V, que lui, fin connaisseur, considère comme le plus moderne et le meilleur hôtel de Paris et où l'on avait logé des officiers subalternes.

L'explication de cette anomalie serait simple : « Les dits officiers allemands n'avaient jamais entendu parler que du Ritz en tant qu'hôtel à Paris. »

LES FRANÇAIS «IGNORENT» LES ALLEMANDS

Les Français ne font rien pour aider les Allemands à s'acclimater dans leur ville. Ils les « ignorent », selon l'expression anglaise. Et d'abord ils fuient les lieux que hantent les vainqueurs. Par exemple, à la terrasse du café de la Paix, on ne voit que des officiers allemands accompagnés souvent de belles d'outre-Rhin.

Mme Marjorie Howard décrit avec beaucoup de verve comment les Français s'ingénient à « ignorer » les Allemands qui sont très sensibles à ce procédé :

« Ils sont tout à fait comme les Bandarlogs de Kipling, toujours en train d'essayer de se faire remarquer par les autres animaux. Les Parisiens le savent et se complaisent à les regarder comme s'ils n'étaient que du vent. Tous les jours, leur musique militaire remonte en paradant les Champs-Elysées entre midi et une heure. Les hommes dans la rue ne tournent même pas la tête. Les femmes font semblant de s'intéresser intensément aux devantures pleines d'insipides pièces détachées d'automobile. Quelquefois, afin de se créer par force un auditoire, les Allemands arrêtent toutes les autos qui passent, mais alors les chauffeurs saisissent un journal et feignent de s'absorber dans leur lecture.

« Nous avons appris que le soldat allemand « moyen » est plein d'appréhension quant à la tentative d'invasion de l'Angleterre. Les Allemands ne sont pas un peuple de navigateurs et ils ont une sainte frousse de l'eau. Un des derniers jours que j'étais à Paris, je vis trois camions chargés de ceintures de sauvetage conduits par des soldats allemands. Hommes, femmes et enfants dans la rue criaient : « Glou, glou ! », et les soldats devenaient rouges comme des pivoines...

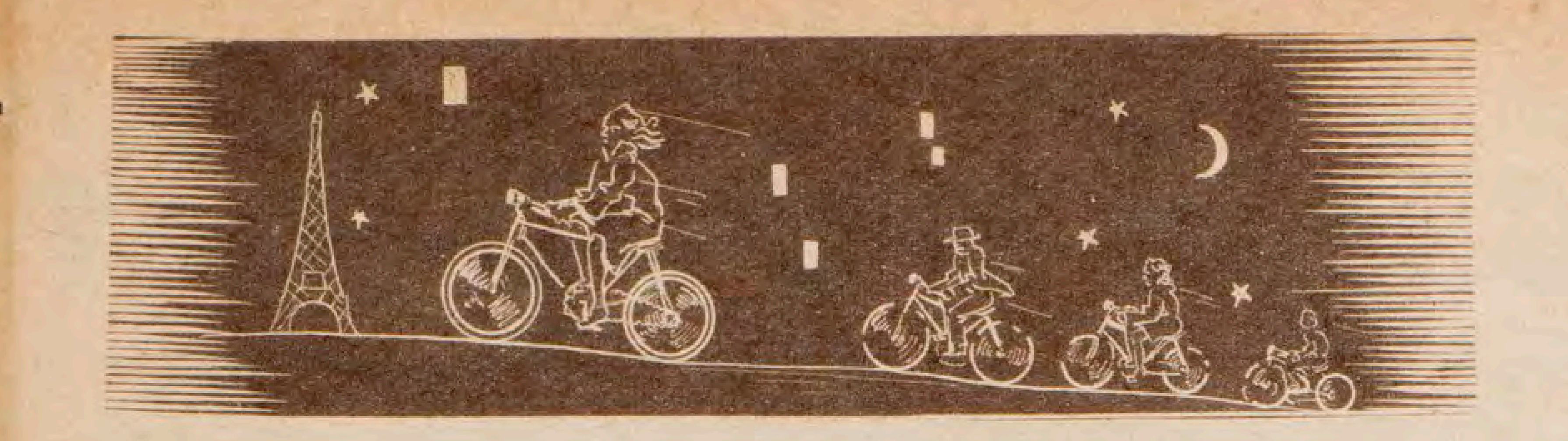
« Les Allemands sont aussi très ennuyés de ne pouvoir empêcher la population de démontrer ses sentiments au cinéma. Les films peuvent être français, mais les actualités sont invariablement allemands. Lorsque paraît sur l'écran un portrait de Hitler, tous nous sifflons et poussons des grognements. Mussolini provoque des rires ironiques, le bombardement de l'Angleterre un chœur de « glou, glou, glou ». Un soir, les manifestations passèrent les bornes. On rétablit les lumières, un Allemand monta sur la scène et dit que les actualités allaient être reprojetées et qu'à la moindre manifestation on prendrait un Français dans chaque rangée et qu'il disparaîtrait. Les lumières furent baissées, le film reprojeté ; et quand on ralluma ensuite, il n'y avait plus une personne de nationalité française dans la salle.

« Un ami m'a raconté qu'une vieille boutiquière retrouva par hasard un stock de bas et annonça une mise en vente. Immédiatement toutes les femmes du quartier firent la queue afin de profiter de l'occasion. Un soldat allemand les poussa de côté et entra le premier dans la boutique. La vieille dame lui dit très poliment : « Monsieur, que désirez-vous ? — Des bas, répliqua-t-il. — Certainement, Monsieur, veuillez faire queue. — Non, moi Allemand, dit-il en se frappant la poitrine. — Ah ! monsieur, répliqua la vieille dame, mais nous sommes tous des Allemands ici. S'il vous plaît, faites la queue. » Et il fit la queue.

« D'après mon expérience, et j'ai vécu dans leur pays, les Allemands sont si imprégnés du sens de la discipline aveugle qu'ils reconnaissent l'autorité même des vaincus. J'en fis l'épreuve moi-même. Les Allemands voyagent gratuitement dans le métropolitain et passent une partie de leur temps à se pavaner dans les wagons de première. Un jour, je me trouvai entourée par une dizaine de jeunes soldats, tous fumant avec ardeur. Il est défendu de fumer dans le métro. Je le supportai tant que je pus, mais à la fin je m'adressai à eux en allemand : «Messieurs, ne savez-vous pas qu'il est interdit de fumer dans le métro ? » Tous jetèrent leur cigarette, l'écrasèrent sous leur talon et me saluèrent. »



Dans un quartier populaire de Paris, une attraction gratuite : l'homme qui brise ses chaînes. A la fin du spectacle, aux applaudissements de la foule, l'homme enchaîné retrouve sa liberté. Deux soldats allemands, au nombre des spectateurs, regardent la scène sans en saisir la signification cachée.



PARIS, LA NUIT...

Essayons maintenant de nous faire une idée de ce qu'est devenu Paris, l'ancien gai Paris, la nuit. C'est Mlle Polly Peabody, une jeune Américaine qui a vécu très longtemps en France, qui, à mon sens, l'a le mieux dit... une fois arrivée en Angleterre.

« Dîner dehors est devenu à Paris une sorte d'aventure. Le voyage de chez soi au restaurant se fait à bicyclette. Combien de fois ai-je descendu de l'Etoile à la Concorde à une allure folle, mon amphitryon ou mes amis roulant derrière moi, et suis-je arrivée pour dîner avec un appétit féroce... et complètement décoiffée ! Quand il m'arrivait de m'attarder, le retour était une expédition émouvante. Je prenais de petites rues pour éviter l'œil inquisiteur des agents et passais à toutes pédales devant les sentinelles nazies de garde à la porte des hôtels et des maisons meublées. »

« Dans les boîtes de nuit et les restaurants, les Allemands ont l'air de nouveaux locataires qui visitent les lieux avec l'intention d'opérer quelques modifications. Leur regard critique semble dire : « Quand ceci sera l'Allemagne, nous y apporterons beaucoup de changements... » Ils ont souvent leur *Gretchen* avec eux, quoiqu'ils refusent de l'admettre. Les femmes allemandes sont venues en foule dès que la Royal Air Force a commencé à taper dur sur Berlin et qu'il a été proclamé que nul nazi ne devait être vu dehors en compagnie d'une Française.

« Certains établissements de nuit sont réservés exclusivement aux Allemands. Le Triomphe, sur l'avenue des Champs-Elysées, en est un ; le Sphinx, à Montparnasse, un autre. Dans la rue, les autos grises militaires alignées le long du trottoir donnent aux boîtes de nuit plutôt l'air d'un quartier général que d'un lieu de plaisir.

Pourquoi ces manières de conspirateur ? direz-vous. Parce qu'il y a le couvre-feu. Mlle Peabody nous l'explique ailleurs.

« Pour les Français, la soirée finit à minuit. (C'était onze heures aux premiers temps de l'occupation.) Alors les Parisiens se précipitent pour ne pas manquer les derniers moyens de communication. Si cela leur arrive, il leur faut s'attendre à passer la nuit dans un poste de police sur des bancs de bois à éplucher des pommes de terre ou à cirer des bottes nazies.

« L'avertissement est donné par une sorte de sirène qui mugit un quart d'heure d'avance, et des camions de police avec haut-parleur parcourent les rues pour avertir la population.

« Une fois les Français déménagés, les Allemands arrivent. Ils s'installent aux tables que les garçons s'empressent de débarrasser et commandent des bouteilles de vin. On a vu des Allemands mettre de l'eau de Seltz dans des crus sans prix, bordeaux ou bourgogne.

« Tous les piétons et les véhicules circulant dans les grandes artères, les Allemands, comme les autres, sont arrêtés, fouillés et les papiers examinés par la police de Hitler. La raison en est qu'aucun nazi n'a le droit de prendre part à la vie nocturne de Paris sans prouver qu'il y est autorisé. L'examen sert aussi de contrôle pour les autos, car on en vole beaucoup.

D'autres, tel que le Ciro's, le Tout-Paris, l'Impératrice, sur les Champs-Elysées, et Bagatelle sont mixtes, mais pour la plupart les civils qui les fréquentent sont des Russes, des Américains ou des neutres d'une espèce ou d'une autre. Il y en a aussi qui sont manifestement et sans erreur possible des types de la Gestapo.

« Il est strictement défendu de danser. Des écriteaux à cet effet sont affichés à l'entrée. J'en demandai la raison à un jeune nazi, lors de l'entrée en vigueur de ce règlement : « Pourquoi ne dansez-vous pas ? Après tout, vous êtes l'armée victorieuse ! » Ce à quoi il me répondit élégamment : « Nous ne pouvons pas danser tandis que tant de nos braves pilotes se font abattre au-dessus de l'Angleterre. »

« Quelques théâtres et music-halls sont restés ouverts avec des productions économiques. La prodigalité est absente de la plupart des scènes, mais l'esprit et l'humour des réparties des Français ne font pas défaut.

« Serge Lifar est à la tête de l'Opéra... Les Folies-Bergères, de renommée universelle, produisent des « revues nues » au profit d'un public entièrement allemand. Pendant la représentation, les figurantes sont enclines à glisser un geste grossier ou une remarque cinglante aux dépens des spectateurs qui ne se rendent pas compte que ce n'était pas inclus dans le manuscrit original.

« A l'A.B.C., un cabaret bien connu, on raille toujours l'ennemi. J'y allais entendre la plus fameuse chanteuse de Paris, dont la popularité éclipse celle de Lucienne Boyer et que l'on appelle *La Môme Piaff*. Elle sort du ghetto et, en dépit de sa soudaine renommée, continue à demeurer parmi les Montmartrois, dont elle décrit la vie en chansonnettes tragiques.

« Au milieu de cette revue, deux clowns bondissent sur la scène. L'un d'eux insiste pour parler anglais, au grand embarras de son collègue qui lui fait ressortir que le public (pour la plus grande part allemand) prend mal cette singulière façon d'agir. Le clown continue à parler anglais. Alors l'autre, exaspéré, finit par lui dire : « Ecoute, tu es mon frère, tu es en France... Can't you speak French like us ? ». Ce à quoi le clown répond : « Ja wohl ! » Les quelques Français présents dans la salle rient aux éclats en entendant l'emphatique « oui » en allemand, tandis que les nazis restent figés.

« Les spectateurs se tiennent toujours assis sur le bord de leur fauteuil dans l'attente d'une petite blague savoureuse aux frais du Boche et ils sont invariablement satisfaits. »

DES «REFUGIES» A PARIS

Passons à un sujet plus sérieux, celui des réfugiés des provinces du Nord auxquels on a permis de refranchir la ligne de démarcation. Mais, allez-vous protester, cela n'a rien à voir avec Paris. Si, hélas ! Nous empruntons à un article de M. P.J. Philip dans le *New York Times* l'explication de ce phénomène.

« On a fait grand cas dans leur presse (celle des Allemands) et dans la presse de Paris qu'ils contrôlent, de ce que les réfugiés aient été autorisés à retourner en grand nombre du Sud. Cela semblait un acte humanitaire à accomplir, mais la manière dont il a été fait lui enlève tout le mérite qu'il aurait pu avoir. »

Non seulement on les retient souvent pendant des jours à la frontière intérieure, mais encore « il y a ceux qui atteignent Paris dans l'espoir de regagner leur foyer plus au nord ou à l'est. Quand ils le tentent, ils en sont empêchés parce que tant de régions ont été hermétiquement fermées, et leur embarras devient pire qu'il n'était avant leur départ ».

La présence de tels visiteurs n'est pas faite, n'est-ce pas, pour rendre Paris plus gai ?...

Mais il semble que le séjour des soldats allemands à Paris ait eu pour effet de leur ouvrir les yeux et leur donner la nostalgie de la liberté. D'après Mme Howard :

« Je ne puis m'empêcher de penser que Hitler a commis une grosse faute en laissant tant de ses soldats séjourner à Paris, même pour peu de temps. En dépit des restrictions alimentaires, des black-outs, des couvre-feu, ils ne peuvent manquer de remarquer combien la vie peut être différente dans un pays qui était encore libre récemment. Parlant l'allemand, j'ai souvent offert mes services comme interprète à des soldats ayant du mal à se faire comprendre. Souvent il s'en est suivi une conversation. Invariablement ils m'ont dit combien le pays leur semblait beau, la ville élégante et les gens libres tout en étant vaincus. Et aussi ils étaient personnellement fatigués de la guerre et ils aspiraient à rentrer chez eux. Il y en a un qui m'a dit : « Oui, je sais que vous les Français vous avez été battus. Mais au moins vous n'avez plus à vous battre. Mais voyez, nous. Maintenant il nous faut combattre l'Angleterre. Et ensuite l'Amérique. Notre Führer doit être piqué. Pourquoi ne peut-il pas se contenter de ce qu'il a obtenu ? » Et un autre m'a dit : « Même dans la défaite vous êtes beaucoup plus libres que nous ne le sommes. Nous ne pouvons pas dire ce que nous pensons en public. » Je suis convaincue que l'armée de maintenant est d'un esprit très différent de celui du commencement de l'année 1940. »



La situation alimentaire de la France devient de jour en jour plus précaire. Dans les grandes comme dans les petites villes, l'une des préoccupations essentielles des populations est de manger. Vichy, où siège pourtant le gouvernement, n'échappe pas à la règle. Dans le marché vide de tous vivres, la foule attend.



Presse parisienne d'aujourd'hui. Ces quelques exemplaires de « Paris-Soir » et du « Matin » annoncent tous, en grands titres, des exploits de l'Axe. Washington prédit la défaite de l'Angleterre avant six semaines... 317 avions anglais abattus en trois jours... Mais le public français qui a eu le temps de se ressaisir ne se laisse pas tromper.

LES PARISIENS REDUITS A L'IMPUISSANCE

Sous une surveillance policière des plus rigoureuses, comment espérer un soulèvement de Paris, une émeute ou un mouvement populaire ? Paris, s'il a perdu de nombreux habitants, a gardé tous ses gendarmes qui, terrorisés par la rigueur des ordres allemands, se sont montrés de farouches défenseurs du nouvel ordre. La moindre contravention, la moindre infraction est punie par des sanctions sans rapport avec la gravité de la faute commise. Une contravention à l'arrêté municipal sur la circulation à bicyclette force le malheureux cycliste à passer une journée entière au poste de police. Le moindre attroupement est surveillé, dispersé dès qu'il se prolonge quelques instants. Les allées et venues dans les maisons sont dénoncées par les concierges, les coups de téléphone passent par la table d'écoute. Le peuple de Paris ronge son frein, mais il est réduit à l'impuissance. Un réseau serré le ligote. Il n'y a plus aucune conscience populaire et il ne saurait y en avoir.

Les nouvelles ne parvenant pas, les plus folles rumeurs prennent corps pour s'évanouir aussitôt. Les Français et les Allemands se battent sur la ligne de démarcation à Moulins, disait-on en décembre. Le lendemain l'on était obligé d'oublier la nouvelle que l'on aurait voulu croire.

Ainsi, il est impossible qu'un mot d'ordre puisse rallier les masses. Le seul indice d'une volonté de vaincre est dans l'humble courage de chaque famille qui écoute tous les soirs, malgré le brouillage et les menaces allemands, l'appel héroïque de la France Libre. Tous les Français vivent un cauchemar qu'ils ont hâte d'effacer.

Côte à côte avec la pression économique et policière qu'ils exercent, les nazis s'occupent de propagande. La base de la propagande nazie pour une France nouvelle, c'est le culte de l'antisémitisme. C'est un champ fertile dans un pays qui cherchait déjà, encouragé par le gouvernement de Vichy, à charger quelqu'un d'autre de la responsabilité de la défaite : les Britanniques, les francs-maçons, les capitalistes ou les Juifs. Les Juifs sont tout désignés pour le rôle de bouc émissaire. On peut leur attribuer, sans possibilité qu'ils s'en défendent, toute la responsabilité du présent malheur de la France, et c'est un corollaire naturel qu'aux susceptibles esprits des Français les nazis se présentent comme des libérateurs. Les nazis le crient à tue-tête, prétendant, tandis qu'ils volent les draps et les couvertures et qu'ils dévorent la substance du pays, que leur seul désir est de créer une France nouvelle, « joyeuse et saine », une France sur le modèle nazi.

G. D.

QUE S'EST-IL PASSÉ EN

Plusieurs auteurs, journalistes et écrivains ont déjà donné leur témoignage sur ce qui s'est passé en France jusqu'à la défaite et la capitulation. Le livre d'André Maurois « Tragédie en France », celui de Elie J. Bois, pendant 25 ans rédacteur en chef du « Petit Parisien », le plus grand journal français du matin, intitulé « The truth on the tragedy of France », et enfin l'ouvrage de Louis Lévy, correspondant de guerre du « Populaire » publié sous le titre « Truth about France », ont particulièrement retenu l'attention.

Nous reproduisons ci-après, à l'intention de ceux de nos lecteurs qui n'ont pas eu l'occasion de les lire, un chapitre emprunté à chacun de ces ouvrages. Nous laissons, bien entendu, aux auteurs la responsabilité quant aux faits qu'ils relatent et aux opinions qu'ils expriment, et sur lesquels il est encore trop tôt pour se prononcer.

POURQUOI LES QUESTIONS DE PERSONNES GENERENT LA CONDUITE DE LA GUERRE

par ANDRÉ MAUROIS

de l'Académie Française

Bien souvent, dans l'histoire, les luttes de chefs rivaux ont nui à la conduite des guerres et au gouvernement des Etats. En 1918, la France avait eu le bonheur de trouver un chef assez énergique pour décourager tous ceux qui auraient été tentés de gêner son action : ce fut Clémenceau. En 1939, au contraire, pendant toute la campagne, deux hommes, qui pourtant l'un et l'autre étaient de bons Français, Edouard Daladier et Paul Reynaud, ne cessèrent de se disputer le pouvoir, et leur incurable mésentente fut l'une des causes de nos malheurs.

Le jour du couronnement du Roi George VI, dans l'Abbaye de Westminster, quand Paul Reynaud avait fait son entrée, mon voisin, un officier britannique, m'avait demandé :

« Qui est ce petit homme au visage japonais ? »

J'avais répondu :

« Ce petit homme est le futur Président du Conseil français. »

Paul Reynaud : un coq de combat

Depuis le moment où il avait épousé Jeanne Henri-Robert, fille d'un grand avocat et amie d'enfance de ma femme, j'avais suivi avec intérêt la carrière de Paul Reynaud. Je le tenais pour l'un des plus intelligents de nos hommes politiques, et aussi pour l'un des plus braves. Plusieurs fois je l'avais vu défendre, contre son parti, des idées qui devaient faire horreur à ses électeurs. Seul il avait eu le courage, au moment de la baisse de la livre, de conseiller la dévaluation du franc, mesure que les événements avaient rendue, plus tard, inévitable. Seul parmi les parlementaires, il avait étudié avec soin les idées du Colonel de Gaulle sur l'armée motorisée et fait campagne pour la création de puissantes divisions cuirassées. Seul en un temps où la jeunesse, en France, était abandonnée à elle-même, il avait donné pour titre à un livre politique : *Jeunesse, quelle France veux-tu ?*

Peu de temps avant la guerre, il avait accepté le ministère des Finances, dans des circonstances qui avaient amené ses prédécesseurs à désespérer du crédit de la France, et il avait réussi, en quelques semaines, à faire rentrer des milliards d'or... J'aimais à le voir, quand un sujet l'enflammait, se lever, mettre ses deux mains dans ses poches, dresser la tête pour rehausser sa petite taille, et discourir, en phrases imagées et mordantes, d'une voix bien martelée. « Un petit coq de combat », disions-nous, et nous espérions qu'il combattrait pour de bonnes causes.

La main de velours dans le gant de fer

Mais cette intelligence batailleuse, cette certitude un peu arrogante, cette logique dure et brillante, cette manière d'avoir toujours raison sur des questions financières et économiques mal connues de l'interlocuteur, étaient faites pour exaspérer beaucoup d'hommes politiques et en particulier Daladier. Ce dernier n'était pas moins éloquent que Reynaud, mais son genre n'était pas celui, triomphant, agressif et technique, de son rival : c'était le genre familier et douloureusement ému. Quand Daladier parlait au peuple français de la guerre, tous, petits bourgeois, ouvriers, paysans, sentaient que cet accent de terroir, ce ton grave, ce sincère amour de la paix, faisaient du Président du Conseil un Français semblable à tous les Français.

Edouard Daladier avait été professeur d'histoire et il avait trouvé, dans l'histoire de la France autant que dans son cœur de brave homme, des raisons d'aimer passionnément son pays. Tout cela était sympathique, mais ces qualités étaient gâtées par deux graves défauts : une susceptibilité ombrageuse, qui le conduisait à se méfier de tous ses collègues, et un manque de volonté qui allait jusqu'à l'infirmité. Il entrait parfois en de terribles colères et frappait sur la table du Conseil. Ses collègues affirmaient que le poing sonnait creux. « Une main de velours dans un gant de fer », disaient-ils. Mais la nature véritable de Daladier était ignorée du grand public qui, sur la foi de son aspect vigoureux et trapu, l'appelait « le petit taureau de la Camargue » et attendait de lui des actions hardies.

« Quel serait l'homme idéal pour remplacer Daladier ? » demandai-je un jour à Reynaud.

« Daladier tel que les Français l'imaginent », répondit-il.

La méfiance irascible d'Edouard Daladier l'avait jadis brouillé avec Edouard Herriot, et le parti radical (qui était le sien) avait été déchiré par la Guerre des Deux Edouards. Il y a, dans une comédie de Tristan Bernard, un personnage que ses amis nomment Triplepatte et qui est tellement incertain de ses propres désirs que, le jour de son mariage, il hésite à se rendre à l'église. « Daladier, c'est Triplepatte », disait Paul Reynaud, et ce côté Triplepatte expliquait peut-être que ce ministre radical eût été successivement le créateur du Front Populaire et l'espoir de la bourgeoisie modérée. Quant à Daladier, il disait de Paul Reynaud : « Dès qu'il parle, il a l'air tellement content de lui que, pour le supporter, je suis obligé de l'imaginer faisant la roue, avec une queue de paon. »

Tels étaient les deux hommes qui auraient dû former une équipe et s'entendre pour gouverner ensemble la France, engagée dans la plus terrible des guerres. En fait, chacun des deux irritait l'autre, et cette mutuelle exaspération devint de la haine quand des propos de femmes achevèrent d'envenimer leurs rapports.

Rivalités de femmes dans les coulisses

J'aurais préféré ne pas parler de cet aspect, en apparence si petit, de l'affreuse tragédie dont la France a été la victime. Mais, d'une part les faits essentiels sont aujourd'hui connus de tous, et d'autre part il est certain que la vie privée de quelques-uns de nos hommes politiques a empoisonné leur vie publique. Il serait faux, très faux de dire que les mœurs françaises, en 1939, étaient corrompues; des millions de bons ménages menaient, en France, la vie la plus simple et la plus unie. Mais tel n'était pas le cas, à Paris, de ces trois mille personnes qui, comme dit Byron, « parce qu'elles se couchent tard, croient mener le monde ». La plupart d'entre elles n'attachaient pas grande importance à leurs intrigues sentimentales ou sensuelles ; les événements devaient montrer que ces intrigues pouvaient pourtant aller jusqu'à mettre en danger des Etats et que « l'Homme Qui Veut Etre Roi » doit avant tout se gouverner lui-même et régner sur ses propres passions.

Daladier, depuis la mort de sa femme, avait pour Egérie la Marquise de C... Cette jolie femme, blonde, fraîche, gracieuse, avait le goût du pouvoir et une passion malheureuse pour les doctrines politiques et économiques. Mais elle savait s'effacer, ne cherchait pas à produire son grand homme dans le monde, et sa discrète influence avait parfois été bonne. Au contraire, l'amie de Paul Reynaud, la Comtesse de P.... était une personne un peu folle, agitée, brouillonne, et que la suite des événements devait faire apparaître comme dangereuse. Dès le début de la guerre, son trait dominant parut être l'ambition. Il ne lui suffisait pas que Paul Reynaud fût Ministre des Finances ; elle voulait à tout prix faire de lui un Président du Conseil. Elle remplissait tous les salons de Paris de ses récits sur le manque d'énergie de Daladier, sur sa paresse, sur son inertie, et faisait comprendre qu'il était urgent que Reynaud lui succédât. Naturellement, ces propos étaient répétés le soir même à Daladier et l'horreur de celui-ci pour Paul Reynaud allait croissant. Pendant quelque temps, les deux hommes furent en si mauvais termes qu'appartenant au même cabinet de guerre, ils ne se parlaient plus. C'était là une situation absurde, monstrueuse et, pour le pays, pleine de périls.

Reynaud succède à Daladier, mais...

Pour moi, qui vivais aux Armées, j'aimais, lorsque je traversais Paris, à rencontrer Paul Reynaud qui m'informait mieux que personne, dans sa manière brillante et dure, de la situation politique. Ce fut ainsi que, le 19 Mars, entre deux séances de la Chambre, il vint dîner, seul, chez moi. La journée avait été mauvaise pour le cabinet Daladier. L'affaire de Finlande avait exaspéré le Parlement, qui reprochait à Daladier de n'avoir pas agi assez rapidement. Le reproche était probablement injuste, car il était difficile, et peut-être impossible, d'organiser une telle expédition qui se fût sans doute terminée par un désastre. Mais les députés avaient exigé une séance secrète, qui venait d'occuper tout un après-midi et devait reprendre, le même soir, à dix heures.

« Ce pauvre Daladier n'a pas été bon aujourd'hui », nous dit Reynaud, en arrivant à huit heures... « Je ne serais pas surpris s'il était renversé cette nuit. »

« Et qui le remplacerait ? » demanda ma femme. « Vous ? »

« Ceci, » dit Reynaud, « dépend du Président de la République et aussi de la nature de la majorité. »

« Si vous êtes appelé », lui dis-je, « il vous faudra obtenir le concours de Daladier. Il garde une grande popularité dans le pays. »

« Parce que le pays ne le connaît pas. »

« Peut-être, mais c'est un fait. Vous avez beaucoup de talent, mais vous n'avez pas de parti. Les radicaux seront fidèles à Daladier, qui est leur chef, et la Droite, à laquelle vous appartenez, vous préfère, elle aussi, Daladier, parce que vous la méprisez et que vous le lui laissez voir. »

Il sourit et dit qu'il essaierait, si le Président faisait appel à lui, d'obtenir que Daladier conservât le Ministère de la Guerre. A dix heures du soir, il partit pour le Palais-Bourbon. Cette nuit-là, comme il le pensait, Daladier fut renversé. Le Président Lebrun fit appeler Reynaud qui accepta, sans résistance, de former le nouveau cabinet. Mais dans cette opération difficile, cet homme si intelligent fit preuve d'une ignorance de l'opinion publique et d'un manque d'intuition surprenants. Ce fut là que, pour la première fois, je commençai de craindre que ce remarquable dialecticien ne fût sans contacts avec le monde réel. Il vivait parmi les idées et non parmi les hommes. Son ministère fut constitué de telle manière qu'il devait nécessairement réunir contre lui les radicaux et les modérés. Il est vrai qu'il avait obtenu le concours de Daladier, mais d'un Daladier hostile et rancunier, décidé à faire sauter, s'il en avait l'occasion, le navire ministériel à bord duquel il était prisonnier bien plutôt que pilote.

Lorsqu'il se présenta devant les Chambres, Reynaud obtint à grand'peine *une* voix de majorité ! Au fond le Parlement, qui ne l'aimait pas, se repentait d'avoir renversé Daladier. Reynaud, ce jour-là, sentit l'atmosphère si hostile qu'il perdit son assurance coutumière et fit un détestable discours.

Entre le Président et le Généralissime

Le lendemain, je regagnai mon poste à Arras. Je trouvai tous mes camarades français profondément choqués par la composition du ministère Reynaud, qui leur semblait une gageure contre l'opinion publique. Il était grave, en temps de guerre, de constater une rupture aussi complète entre le gouvernement et une grande partie de la nation. Je n'avais pas revu Reynaud depuis qu'il avait accepté la présidence. Je lui envoyai d'Arras, en guise de félicitations, une phrase de Barrès : «En temps de paix, le Parlement représente le pays ; mais en temps de guerre, c'est l'armée... » Et j'ajoutai : « Ne perdez pas le contact. »

Paul Reynaud, depuis le début de la guerre, ne cachait pas son hostilité contre le Général Gamelin. Il lui reprochait son inaction et disait que l'armée n'avait pas confiance en lui. C'étaient là des questions sur lesquelles il me semblait bien difficile de se faire une opinion personnelle. Il était exact que le Général, en Septembre 1939, n'avait pas attaqué vigoureusement la Ligne Siegfried et s'était borné à de prudentes opérations dans la Sarre. Ses adversaires soutenaient que cette période, pendant laquelle les Allemands étaient occupés avec le gros de leurs forces en Pologne, eût été la plus favorable pour une attaque décisive. A cela le Général Gamelin répondait que nous ne possédions pas, au début de la campagne, les moyens matériels de prendre l'offensive, et en particulier que nous n'avions pas la grosse artillerie nécessaire. Faute de ces moyens, une telle attaque eût entraîné des pertes écrasantes.

« Je ne commencerai pas la guerre, » avait dit le Général, « par une bataille de Verdun. » Et il commentait ainsi cette phrase :

Daladier et Reynaud. Bien qu'ayant eu souvent l'occasion de collaborer ensemble, les deux hommes ne s'aimaient guère et l'on eut tout le loisir de s'en rendre compte lorsque Reynaud devint président du Conseil. A leurs divergences, déjà nombreuses par elles-mêmes, s'ajoutaient des questions de rivalités féminines.

FRANCE ?

par

ANDRE MAUROIS

LOUIS LEVY

ELIE J. BOIS

« La France est un pays à faible natalité, qui a déjà subi des pertes effroyables au cours de la dernière guerre. Elle n'aurait pas la force de supporter une nouvelle saignée. La guerre qu'elle peut faire doit être une guerre scientifique, où tout sera si exactement prévu que les pertes seront presque nulles. »

J'avoue que ces propos me semblaient alors pleins de sagesse. Sur la valeur militaire du Général Gamelin, il eût été bien téméraire, pour un profane, de porter un jugement. Il avait été aux côtés de Joffre pendant la bataille de la Marne et avait eu, le premier, l'idée de la manœuvre qui avait décidé de la victoire. Il avait été un parfait officier d'état-major ; sur le champ de bataille, un excellent général de division.

Le Général Gamelin courtois et modeste

Lorsqu'on le rencontrait pour la première fois, on demeurait surpris, car c'était un homme mystérieux. Sa moustache dure et courte, ses petits yeux, sa bouche mince, lui faisaient un visage fermé qu'aucun mouvement vif n'éclairait. Il n'avait ni la vivacité pétillante de Foch, ni la bonhomie massive de Joffre. Il parlait très peu et je l'avais vu, en temps de paix, demeurer absolument silencieux pendant tout un repas. Mais il était courtois et modeste. Les officiers de son état-major personnel l'aimaient beaucoup. Pour mon compte, je l'avais toujours trouvé très bienveillant. La première fois qu'il vint au Quartier Général de Lord Gort et me vit en uniforme, il me dit :

« Comment ? Vous êtes encore lieutenant, à votre âge ? »

« Je suis lieutenant depuis la fin de la dernière guerre, mon Général. »

« Vingt ans de grade ! » dit-il en riant. « C'est beaucoup. Je vais vous faire nommer capitaine. »

Quand il revint, j'étais toujours lieutenant. Il s'étonna :

« Que s'est-il passé ? » demanda-t-il au Colonel Petibon... « Je vous avais dit de téléphoner au Ministère de la Guerre que l'on nomme André Maurois capitaine. »

« Je l'ai fait, mon Général », répondit le Colonel, « mais il y a une difficulté : le règlement exige deux périodes d'instruction. M. Maurois n'en a fait qu'une. »

Le Général Gamelin s'était alors tourné vers le Général Gort :

« Tout est difficile », lui avait-il dit, « mais je n'aurais tout de même pas cru qu'un Général Commandant-en-Chef eût tant de mal à faire nommer un capitaine ! »

Quand je fus promu, il m'écrivit un mot aimable : « Enfin !... Mais je n'ose plus vous féliciter », et il m'invita à venir le voir au Château de Vincennes, qui était son Quartier Général. J'ai conservé un souvenir précis de ce déjeuner, qui eut lieu dans une salle voûtée de la forteresse et auquel assistaient, outre l'état-major particulier, le Général Noguès, qui commandait nos troupes d'Afrique du Nord, et M. Brugère, Ministre de France à Belgrade. Ce fut un déjeuner de travail ; le Général Noguès exposa les besoins de ses armées ; puis M. Brugère parla des commandes d'armes faites à la France par la Yougo-Slavie, et qui n'étaient pas encore livrées. A tous deux le Général Gamelin répondit avec une précision, une connaissance exacte des ressources disponibles, une clarté, qui faisaient la meilleure impression. Il m'interrogea sur la 51ème Division Britannique, qui partait pour la Sarre. Puis, la conversation en étant venue à l'Académie Française et à son dictionnaire, il me dit :

« Ce qui nous manque, c'est un mot pour désigner les soldats de cette guerre. Ceux de 1914 se nommaient eux-mêmes les Poilus, mais ceux de 1940 n'ont pas encore trouvé leur parrain. »

M. Brugère lui demanda s'il s'attendait à une attaque prochaine.

« Oui, » dit-il, « tout la fait prévoir... Nos aviateurs et nos agents de renseignements en perçoivent tous les signes précurseurs : artillerie massée, dépôts de munitions, évacuation de civils... Naturellement, cela peut être une feinte, mais Gœring a fait hier un discours qui annonce des événements graves et sa méthode est, en de telles occasions, de dire la vérité. Il semble probable que la grande attaque est imminente. »

Le calme avec lequel il attendait ce choc était rassurant. On se disait : « C'est Joffre et son imperturbable santé. » Mais Paul Reynaud n'était pas de cet avis :

« Pourquoi deux Commandants-en-Chef ? » disait-il... « Si le Général Georges commande nos armées, que le Général Gamelin se cantonne dans le rôle de Chef d'Etat-Major de la Défense Nationale... »

Deux hommes, deux doctrines...

L'opposition entre le Président du Conseil et le Généralisssime n'était pas seulement celle de deux caractères, mais celle de deux doctrines de guerre. Gamelin avait été, depuis le début de la campagne, l'homme de la défensive et de la temporisation ; Reynaud souhaitait être l'homme de l'offensive et de l'action.

« Un général qui reste sur la défensive perd toutes les batailles », disait-il.

Arrivé au pouvoir parce qu'il avait promis de conduire la guerre avec « une énergie croissante », il se sentait obligé d'entreprendre de grandes choses, mais les limites du possible étaient étroites. Il avait commencé, dès son premier voyage à Londres, par insister auprès du gouvernement britannique pour obtenir la pose de mines dans les eaux territoriales norvégiennes. Un peu plus tard, il avait tiré des cartons du Ministère des Affaires Etrangères un projet d'accord avec l'Angleterre qui était une promesse mutuelle de ne pas signer une paix séparée, acte auquel Daladier s'était toujours refusé. Puis il avait rouvert la question de Belgique. Fallait-il attendre, pour entrer en Belgique, d'être appelé par le gouvernement belge ? Reynaud essaya de forcer la main à celui-ci.

« Etes-vous avec nous ou contre nous ? » demanda-t-il aux ministres belges... « Si vous êtes avec nous, alors hâtons-nous d'organiser ensemble la défense de nos frontières. Si vous êtes contre nous... »

Le Général Gamelin avait blâmé cette attitude, qui pouvait jeter dans le camp opposé, croyait-il, les vingt-cinq divisions belges. Il y eut, entre les deux hommes, une scène violente. Reynaud aurait, dès Avril, remplacé le Général Gamelin par le Général Georges si Daladier, qui était encore Ministre de la Guerre, ne l'avait menacé de donner sa démission. C'était là un risque que Reynaud n'osait pas prendre. Pourtant sa position personnelle semblait s'améliorer. La victoire navale de Narvik avait fait grand effet en France et Reynaud, promoteur de l'affaire norvégienne, en dérivait quelque prestige.

« La route du fer est définitivement coupée », dit-il au Parlement, le 20 Avril. Le ministère qui, quelques jours plus tôt, n'avait qu'une voix de majorité, obtint à la Chambre l'unanimité. Cela me parut rassurant, mais un Sénateur que je vis le soir me dit, avec une joie diabolique, qu'il n'en était rien :

« Vous ne comprenez pas le jeu parlementaire ! » m'expliqua-t-il, non sans pitié... « Ce sont les adversaires de Reynaud qui ont fait la campagne pour qu'il ait l'unanimité, parce que l'unanimité est impersonnelle, nationale, patriotique, tandis qu'une forte majorité aurait été un succès pour l'homme. »

"Daladier désire mon échec..."

Le lendemain, je fus reçu par Reynaud lui-même. Tout en se promenant, les mains dans ses poches, dans son bureau du Quai d'Orsay il m'exposa, de sa voix claironnante, la situation qu'il avait trouvée en prenant le pouvoir. Elle m'épouvanta.

(Voir la suite en page 21)



La signature à Paris, le 6 décembre 1938, de la fameuse déclaration franco-allemande à l'occasion de laquelle von Ribbentrop fit un séjour dans la capitale française. Cet acte diplomatique fut considéré comme un triomphe par les germanophiles français qui, Bonnet en tête, ne firent plus aucun effort pour cacher leurs pensées secrètes.

LA 5ème COLONNE

par LOUIS LEVY

Correspondant de guerre du « Populaire »

Il est généralement admis que la cinquième colonne a accompli un travail étonnant en Belgique et en Hollande. Il est douteux, cependant, qu'il y ait un pays où elle ait obtenu de meilleurs résultats qu'en France. Les agents d'Hitler en France ont fait preuve d'une habileté et d'une variété de ressources quasi infinies. Ils avaient, de même, une connaissance approfondie de la psychologie française. L'homme qui tenait les ficelles de son activité était Otto Abetz, spécialiste de la propagande pour la France, pays où il avait fait de nombreux séjours et où il maniait, avec une aisance parfaite, le snobisme des classes gouvernantes et le pacifisme des classes ouvrières.

Les cercles pro-allemands

Les salons de Paris, aussi bien ceux des aristocrates que ceux des bourgeois nouveaux-riches, exerçaient une grande influence sur les politiciens et les hommes de lettres. Abetz et ses satellites utilisaient couramment pour leurs desseins certains d'entre eux qu'il leur avait été relativement facile de gagner à la propagande nazie. Paris était rempli de groupes pacifistes et d'avocats spontanés d'un rapprochement franco-allemand. A l'époque de la signature du malheureux pacte franco-allemand du 6 décembre 1938 et du voyage de von Ribbentrop à Paris, les germanophiles français pensèrent qu'ils se trouvaient sur les sommets et ne firent plus le moindre effort pour cacher leurs pensées secrètes. Dans un des salons « super-munichois », Bonnet expliqua avec une franchise complète la signification réelle de Munich : « L'Allemagne, proclama-t-il, doit avoir les mains libres à l'Est. » Bonnet alla même jusqu'à déclarer un jour à un député étonné que l'Allemagne récupérerait tous les territoires qu'elle avait perdus en 1918, affirmation qu'il convient de rapprocher de celle de Flandin qui, après l'occupation de Prague, déclara que cet événement était inévitable et que beaucoup d'autres du même genre allaient suivre.

Le slogan touchant les mains libres à l'Allemagne à l'Est devait nécessairement avoir pour corollaire une concentration de la France sur son propre empire. L'idée, mise en avant par les milieux fascistes, atteignit Daladier par le truchement de Bonnet et de Flandin. « Laissons les mains libres à Hitler et occupons-nous de notre empire », répétaient inlassablement un grand nombre de gens dans les salons de la capitale ou dans les couloirs de la Chambre. Cela, cependant, n'empêcha pas Bonnet d'essayer de sacrifier l'intégrité de ce même empire en envoyant Paul Baudouin négocier à Rome la cession de quelques-uns des territoires qui le composaient.

Mais revenons à Otto Abetz et aux salons dans lesquels il opérait. Parmi les habitués de ces lieux de réunion se trouvaient des hommes de lettres, des politiciens et les leaders de toutes sortes. Des hommes de lettres de second ordre, qui avaient toutes les difficultés du monde à placer et à publier leurs écrits en France, reçurent de l'Allemagne des offres qui, en même temps qu'un prix d'achat élevé, leur garantissaient des chiffres de vente considérables. Certains acceptèrent avec l'idée que l'argent n'a pas d'odeur. D'autres s'empressèrent de consentir, mus par une vanité stupide. Ils ne réalisèrent jamais qu'ils avaient été roulés, mais crurent naïvement qu'ils venaient d'être estimés pour la première fois à leur juste valeur.

Fernand de Brinon

Le principal agent d'Abetz, et en tout cas le plus habile, fut Fernand de Brinon, actuellement ambassadeur du gouvernement de Vichy en zone occupée. De Brinon est un journaliste qui ne manque ni d'intelligence ni du don de manier les hommes. Issu d'une aristocratie de seconde zone, ses ambitions ont, par contre, toujours été de premier plan. Pendant des années, il avait aspiré au rôle d'Eminence grise. Découvert par André Tardieu en 1930, il était également en excellents termes avec Daladier et, à plusieurs reprises, s'efforça de mettre les deux hommes d'accord.

Mais c'est cependant à la politique étrangère qu'il consacra bientôt la plus grande part de son activité. En qualité de correspondant diplomatique de « L'Information », journal appartenant à la Banque Lazard, il fit de fréquents voyages en Allemagne, en quête de renseignements. Dès qu'Hitler prit le pouvoir, il vit la possibilité de jouer un rôle politique important. Il entra dans les bonnes grâces des nazis, devint l'ami de Ribbentrop à un moment où tous les journalistes français mettaient un point d'honneur de considérer le Troisième Reich avec horreur. Il fut le premier journaliste à obtenir une interview d'Hitler, laquelle parut simultanément dans « Le Matin » et dans « L'Information ». Il devint rapidement le trait d'union officiel entre la nouvelle Allemagne et les politiciens et les financiers français. Il multiplia ses visites à Berlin où il fut traité comme un hôte des plus distingués par les dirigeants du régime. En France, il entretenait des relations particulièrement amicales avec Laval et Bonnet. Sous Yvon Delbos et Paul Boncour, le Quai d'Orsay lui fut fermé, mais Bonnet lui en ouvrit toutes grandes les portes et l'envoya en mission secrète à Berlin au cours de l'hiver de 1939. Il voulut même, à un moment donné, lui offrir un poste diplomatique, mais il se heurta à une opposition telle qu'il fut contraint d'abandonner cette idée.

N'ayant pu être pourvu d'un poste officiel, de Brinon n'en restait pas moins en mesure d'être chargé de missions spéciales. Un jour, il sera possible de prouver que son rôle, dans la politique extérieure française, fut plus important qu'on ne le pense. Il est, en tout cas, d'ores et déjà établi que ses relations avec un grand nombre de politiciens français firent de lui un agent nazi de tout premier ordre. En contact permanent avec Abetz, il fut l'un des piliers du Comité France-Allemagne qui, sous le prétexte de resserrer les relations culturelles entre les deux pays, se livrait à une propagande active en faveur de l'Allemagne. En rapports étroits avec ce Comité, le Grand Pavois, club franco-allemand de Paris, était également un centre de propagande. Il était fréquenté par les leaders des Cagoulards, des journalistes germanophiles comme Fontenoy et Jean Lu-

chaire, ainsi que par un certain nombre de personnes à l'âme simple dont la germanophilie était un produit de leur pacifisme, comme le député réactionnaire Scapini qui perdit la vue au cours de l'autre guerre.

Les écrits de Fernand de Brinon méritent d'être examinés de près. Ils jettent une lumière éclatante sur les méthodes perfides auxquelles la propagande allemande avait recours en France. La première interview avec Hitler est un chef-d'œuvre du genre. Tout concourt à y prouver qu'Hitler n'est pas seulement un pacifiste, mais un homme qui tient les engagements qu'il prend. Quelque temps après la publication de cette interview, de Brinon fit paraître un ouvrage intitulé « France-Allemagne » qui est un tableau de l'histoire des deux pays durant la période allant de 1918 à 1934. Dans ce livre, dont d'importants extraits seraient à citer, de Brinon compare le prestige et la popularité d'Hitler à ceux de Jeanne d'Arc. Il défend le maître de l'Allemagne contre la réputation d'ignorance et de cruauté qui lui a été faite. Enfin, il le montre profondément désireux de conclure un accord d'amitié avec la France.

Propagande fasciste

Après la propagande dans les salons et celle destinée aux intellectuels, qui, toutes deux, ne s'adressaient qu'à un cercle assez limité, vint la propagande menée à l'intention des masses, plus exactement à l'intention de ce qu'on appelle généralement les Français moyens. Ce fut la presse qui en fut chargée. Elle s'acquitta de sa mission d'une façon qui est incontestablement le plus grand des succès des agents d'Hitler en France.

Les fascistes français au service des fascistes allemands et italiens exerçaient, en fait, un contrôle direct, ou tout au moins une grande influence, sur la majeure partie de la presse quotidienne. Quand nous affirmons cela, nous ne faisons pas seulement allusion à des journaux ouvertement hostiles au régime républicain, comme « l'Action Française » de Daudet et Maurras ou comme « Le Jour » de Bailby, mais également aux grands journaux d'informations qui, n'appartenant officiellement à aucun parti, prétendaient être impartiaux. « Le Journal » était devenu un foyer d'intrigues fascistes. Il appartenait à un homme d'affaires nommé Guimier que Léon Blum avait eu le courage de faire démissionner de l'agence officieuse des gouvernements français : l'agence Havas. « Le Matin » était pis encore. Jusqu'en 1914, il s'était nourri de la haine de l'Allemagne. Mais, depuis l'avènement du nazisme, l'ennemi héréditaire avait acquis un immense prestige à ses yeux. Le propriétaire du « Matin », Bruno-Varilla, avait été compromis dans le scandale de Panama et, en définitive, avait transformé son journal en ce que l'on pouvait, pratiquement, considérer comme une édition parisienne du « Volkischer Beobachter ».

On peut, d'une façon générale, affirmer que, durant les mois qui ont précédé immédiatement la guerre, il était très difficile de trouver dans la presse française une allusion quelconque aux atrocités nazies. Si l'on fait abstraction des journaux communistes et socialistes, de quelques organes radicaux de province, de « L'Epoque » d'Henri de Kérillis, de « L'Ordre » d'Emile Buré et de deux ou trois hebdomadaires comme « La Lumière » et « L'Europe Nouvelle », la presse française tout entière se conduisait exactement comme si elle avait reçu l'ordre d'être aimable pour Hitler à tout prix. Il convient, cependant, d'admettre que « Le Petit Parisien » ne laissait pas ses lecteurs dans l'ignorance complète de la barbarie nazie. Bien qu'il eût été italophile au moment des sanctions, son rédacteur en chef, Elie J. Bois, ne cessa à aucun moment d'être anti-hitlérien et son refus d'accepter une politique de capitulation en juin 1940 amena les propriétaires du journal, les frères Dupuy, à se passer de ses services.

La presse hebdomadaire

A la réflexion, il apparaît que ceux des journaux français qui ont le mieux servi les intérêts d'Hitler et de Mussolini sont les journaux hebdomadaires. Au cours de ces dernières années, la presse hebdomadaire a eu une influence grandissante en France. La majorité des Français lisaient de moins en moins des ouvrages sérieux et de plus en plus des revues hebdomadaires. Ces périodiques, d'un volume considérable, qu'on pouvait lire avec facilité et qui contenaient une grande variété de contes, de romans-feuilletons et d'échos politiques, constituaient l'aliment intellectuel principal de la bourgeoisie moyenne dont la décadence allait en se développant. Pratiquement, tous les hebdomadaires jouissant d'une large circulation étaient à tendances fascistes. « Candide », édité par la Maison Fayard, « Gringoire », le journal de Carbuccia et de Chiappe, étaient tous deux fascistes, sans parler de « Je Suis Partout ».

Tous ces journaux attaquaient et cherchaient à discréditer les hommes d'Etat républicains et les ministres démocratiques. Les hommes de « Gringoire » ne reculèrent devant rien. Les mots d'ordre d'Hitler et de Mussolini étaient reproduits par eux sans la moindre vergogne. Les rebelles espagnols étaient traités en amis, les républicains en ennemis. La Tchécoslovaquie était décrite comme un pays bolchevique, tout comme dans la presse allemande. Le président Benès, l'un des amis les plus fidèles de la France, était traîné dans la boue. Tous les textes publiés tendaient à démontrer que le véritable ennemi était la Russie soviétique et que le scandaleux traité qui liait cette dernière à la France devait être dénoncé. Il était parlé de Mussolini avec admiration et d'Hitler avec sympathie. Le lecteur de classe moyenne, commerçant de province ou rentier, se voyait répéter sans arrêt que l'ère de la République de Weimar était passée et que l'Allemagne méritait l'indulgence et la sympathie de la France, à présent qu'elle était devenue fasciste.

Les réactionnaires et la guerre

La guerre obligea « Gringoire » et les hebdomadaires de son genre à modifier leur ton. Ils le firent en invoquant un patriotisme nécessaire. Mais il n'était pas difficile, pour employer une expression familière, de se rendre compte que leur cœur n'y était pas. D'autre part, il suffisait de s'entretenir avec quelques-uns des leaders de la droite ou bien avec les journalistes exprimant leurs opinions pour être édifié quant à leurs pensées véritables. Pour les uns comme pour les autres, l'expression « drôle de guerre » ne signifiait pas seulement une guerre menée d'étrange façon. Elle voulait également dire une guerre menée dans une fausse direction, contre le pays qu'il ne fallait pas, une guerre qui, en somme, n'était pas leur guerre. J'ai entendu des correspondants diplomatiques de certains journaux exprimer, sur les origines de la guerre, des opinions qui n'étaient ni plus ni moins que le développement du point de vue allemand.

Si les journaux fascistes et semi-fascistes furent contraints d'adopter une apparence de patriotisme et de publier un minimum d'opinions anti-allemandes, l'Italie, par contre, demeura pour eux la petite sœur latine qui, un jour, retournerait dans la bonne voie. Cette idée ridicule était malheureusement partagée par beaucoup de ministres et de politiciens qui, en aucune façon pourtant, n'étaient suspects de sympathies fascistes.

C'est la guerre russo-finnoise qui a révélé clairement les pensées secrètes des journalistes et de leurs maîtres. Pendant des semaines, la presse à laquelle nous faisons allusion ne parla de rien d'autre. L'affaire, évidemment, méritait qu'on s'y étendît et la résistance opposée par ce petit pays qu'était la Finlande à ce géant qu'était la Russie était vraiment digne de toutes les admirations. Mais la presse française, en cette occasion, fit plus qu'essayer de pousser ses lecteurs à oublier la guerre avec l'Allemagne. Elle agit d'une façon telle que beaucoup se demandèrent si un renversement de la situation diplomatique ne s'était pas produit et si l'Allemagne n'était pas sur le point de se ranger aux côtés de la Finlande contre la Russie. Et de là à rechercher une alliance avec l'Allemagne contre la Russie, il n'y avait qu'un pas.

Toutes ces campagnes portèrent des fruits. Elles empoisonnèrent l'esprit du public. Nous n'avons certes pas l'intention d'affirmer que toute la bourgeoisie française avait perdu le sens du devoir national. Il y avait, dans ses rangs, beaucoup d'honnêtes gens qui refusèrent de se laisser influencer par la propagande allemande. Nous sommes persuadés que ces gens accueillirent la nouvelle de l'armistice avec des larmes dans leurs yeux et le cœur rempli de rage contre l'envahisseur et contre ceux qui avaient accepté de capituler devant lui. Mais il n'en reste pas moins que les effets de cette propagande sur l'esprit de la masse furent des plus désastreux. On en trouvera la preuve dans ces deux anecdotes.

Dans la soirée du 13 juin, nous nous trouvions à Tours. Dans le salon d'un grand hôtel de la ville, un groupe de personnes écoutaient le dernier discours de Paul Reynaud à la radio. L'émotion de tous était à son comble. A la fin du discours, lorsqu'on joua *la Marseillaise*, tout le monde se leva. Les femmes pleuraient. Nous retournâmes à nos chambres, échangeant à voix basse quelques phrases empreintes de tristesse. L'un de nous essaya de prononcer quelques mots d'espoir. Il dit que tout n'était pas perdu, que la résistance allait continuer et, qu'à la fin, les Russes entreraient certainement en conflit avec leurs amis les Allemands. Il venait à peine d'achever, qu'un vieillard respectable, quelque colonel ou quelque haut fonctionnaire en retraite, éclata : « Quoi ? s'écria-t-il. Les Russes ? Etre sauvé par les Russes serait pire que tout le reste. »

Deuxième histoire. Dans un mess d'officiers, quelque part sur le front, une discussion naît après le repas du soir. Il s'agit de savoir quelle attitude il conviendrait d'adopter dans le cas où un officier aviateur allemand viendrait à être fait prisonnier par l'unité. L'accord se fait rapidement. Tous les officiers se déclarent d'avis qu'ils devraient inviter l'aviateur à dîner. Quelques minutes, plus tard, les officiers en viennent à envisager ce qu'ils feraient si, au lieu d'un aviateur allemand, c'était un aviateur russe qui était fait prisonnier. Là aussi l'accord est unanime. D'une seule voix, les officiers conviennent qu'il ne devrait pas être traité avec les mêmes égards.

Ces deux anecdotes sont significatives. Elles montrent à quel point la presse fasciste a réussi dans ses efforts. Dès les premiers jours de la guerre, beaucoup de bourgeois honnêtes étaient arrivés au point où justement Hitler rêvait de les conduire. Ils méprisaient et détestaient la Russie dont l'alliance avec la France avait, de tout temps, été un épouvantail pour l'Allemagne.

(Extrait de « The truth about France » par Louis Lévy aux éditions Penguin, Londres.)

LA DEFAITE

par ELIE J. BOIS

ancien rédacteur en chef du « Petit Parisien »

Le sort de la France s'est joué entre le 13 et le 17 juin 1940 à Bordeaux.

Bordeaux. Ce n'est pas du tout au hasard qu'après Tours cette ville a été choisie comme résidence du gouvernement français que l'avance des troupes allemandes avait, quelques jours auparavant, fait abandonner Paris. Le président du Conseil avait été poussé à s'y installer par la comtesse des Portes, sa toute-puissante amie, dont l'influence sur la capitulation de la France sera, un jour, exactement déterminée par les historiens. Paul Reynaud hésitant entre Quimper, en Bretagne, et Bordeaux, la comtesse des Portes, appuyée par Paul Baudouin, l'autre mauvais génie du chef du gouvernement français, avait délibérément conseillé Bordeaux, dont le maire, l'ancien socialiste Marquet, était entièrement gagné à la cause de la capitulation et dont la population était, en grande majorité, défaitiste. Bien avant l'arrivée des membres du gouvernement, Bordeaux avait vu venir à elle une foule de Parisiens, aristocrates ou grands bourgeois, qui, par crainte des bombardements, avaient, dès la première heure, quitté la capitale. Leur préoccupation principale était de savoir quand la guerre finirait et l'on devinait sans peine à les entendre et à les voir aller d'antichambre en antichambre que leur plus cher désir était qu'elle prît fin au plus vite. Pour des partisans d'une capitulation, des gens de cette espèce représentaient un milieu idéal. Dès l'arrivée, d'ailleurs, des membres du gouvernement, l'atmosphère de défaitisme qui régnait dans la cité fut largement accrue par la venue d'un certain nombre de politiciens qui jugèrent le moment propice pour gagner définitivement les ministres qui hésitaient encore à l'idée d'une reddition. Pour un Léon Blum qui accourut de Paris à la demande expresse de Georges Mandel pour essayer de faire pression sur Paul Reynaud et l'empêcher à tout prix d'abandonner la lutte: il y eut dix, vingt politiciens de toutes zones qui arrivèrent à Bordeaux sur l'invitation des membres du cabinet partisans de la capitulation et qui, le jour même de leur installation, commencèrent à répandre la thèse des Baudoin, des Chautemps et des Marquet. D'après certains, ce dernier aurait téléphoné à Pierre Laval, lequel se tenait sur le qui-vive à Clermont-Ferrand, pour lui dire : « Venez vite. Il y a du travail à faire ici. » Que cette conversation ait eu lieu ou non, au fond peu importe. Elle est symptomatique, en tous cas, de l'entente parfaite qui existait entre les deux hommes et qui, dans les jours suivants, allait avoir une profonde influence sur les événements.

Laval à l'œuvre

Dès qu'il fut arrivé à Bordeaux, Pierre Laval se mit à l'œuvre et, soit directement, soit indirectement, par le truchement d'intermédiaires, commença à agir dans tous les milieux. Le caractère horrible de la guerre, les conséquences terribles que pourrait avoir une invasion, la menace bolchevique, tels sont les divers thèmes qu'il s'en allait développant à travers la ville, d'une voix tantôt sentimentale, tantôt sarcastique mais, en tout cas, toujours éloquente. Il avait malheureusement beaucoup d'interlocuteurs et il gagnait rapidement du terrain. Au sein du gouvernement, les oppositions qui s'étaient déjà manifestées à Tours devinrent plus marquées. Avant l'arrivée à Bordeaux, les partisans de la résistance et ceux de la capitulation étaient à égalité. On pouvait même dire qu'il existait un certain avantage en faveur du groupe Reynaud-Mandel. Mais, les pressions extérieures se faisant de plus en plus fortes, la balance était en train de pencher du côté du groupe Weygand-Baudoin-Pétain. Dans le groupe en question, ce dernier représentait certainement au début l'élément le moins actif. Les discours de Pierre Laval allaient, dès les premiers moments de l'installation à Bordeaux, complètement changer cette attitude et faire de lui le partisan le plus agissant de la capitulation. Le maréchal Pétain ne se doutait malheureusement pas que les hommes qui exploitaient ainsi son prestige murmuraient sardoniquement : « Nous ne lui demanderons que d'être une statue sur un piédestal ». Il se laissa convaincre que le moment était venu de jeter son bâton de maréchal dans la balance. En vérité, l'heure approchait à grands pas où il allait s'écrier, comme un roi sur un trône : « Il y en a assez ! » Et cela allait suffire au peuple français.

Jetons, avant d'aller plus loin, un coup d'œil au sein du cabinet. A Tours, Ybarnegaray s'était rangé à l'avis du général Weygand, lequel considérait que lutter plus avant était inutile. Frossard commençait à faiblir et, lui qui n'avait jamais eu le cœur bien accroché, glissait assez rapidement sur la pente des concessions. Il admirait Mandel, d'une part. Mais, de l'autre, le génie de l'intrigue de Chautemps et le machiavélisme de Laval lui inspiraient un certain respect et, sans qu'il voulût ouvertement se l'avouer à lui-même, il partageait le manque de patriotisme de l'un et de l'autre.

Chautemps et la défaite

Quant à Camille Chautemps, vice-président du Conseil, sénateur radical-socialiste et ancien Premier, l'attitude qu'il avait adoptée à Tours où il avait pris délibérément fait et cause pour la thèse du général Weygand n'avait fait que s'accentuer. A Bordeaux, il joua un rôle essentiel dans la capitulation et il est certain que Pierre Laval, quelles qu'aient été l'activité et l'habileté dont il fit preuve, ne serait jamais parvenu à ses fins s'il n'avait pas été aidé par Camille Chautemps.

Ce fut ce dernier qui, à Tours, avait suggéré à ses collègues qu'il fût demandé à Winston Churchill de dégager la France de ses obligations vis-à-vis de la Grande-Bretagne. Pourquoi l'ancien Premier avait-il adopté cette attitude ? Pourquoi avait-il, dès le début, appuyé à fond la thèse de Weygand, d'un homme que, somme toute, quelques semaines auparavant, il accoutumait encore d'appeler le « réactionnaire de l'Action Française » ? Il agit ainsi pour des motifs divers. Mais, surtout, parce qu'il croyait une telle attitude très habile et parce qu'il espérait au fond de lui qu'ayant pris la tête des partisans de la capitulation, il serait tout naturellement choisi par eux comme le prochain Premier.

Mû par cette idée, il se fit à Bordeaux l'avocat officiel de la thèse de Weygand contre Reynaud et Mandel, ainsi que contre les présidents des Chambres, Jeanneney et Herriot. Il ne se contentait pas d'intervenir au cours des réunions du cabinet. Il plaidait inlassablement la cause dont il s'était institué le défenseur dans des espèces de conclaves privés au cours desquels son génie de l'intrigue lui valait de faciles succès auprès des esprits médiocres. Il devint officiellement un agent de recrutement des partisans de la capitulation.



La comtesse Hélène des Portes. Le mauvais génie de Paul Reynaud. Certains historiens lui attribuent un rôle important dans la capitulation de la France. Elle haïssait l'Angleterre.

Camille Chautemps avait, au suprême degré, l'art de minimiser le côté important d'une question et d'amplifier, par contre, ce que l'on pouvait considérer comme des détails. Il savait, au surplus, donner un accent de vérité aux pires mensonges. Composé assez déconcertant d'avocat de province, de conspirateur de société secrète, de bourgeois bien éduqué et de parlementaire, il était d'autant plus dangereux qu'il pouvait, à ses interlocuteurs, tenir les langages les plus divers et que l'élégance de ses phrases faisait souvent illusion quant à la qualité de sa pensée.

Il procéda, en tout cas, avec beaucoup d'habileté. On ne l'entendit jamais, par exemple, déblatérer sur le compte de l'Angleterre. Toutes les fois qu'il en avait l'occasion, il rendait hommage à l'ancienne alliée. Pour lui, d'ailleurs, la capitulation de la France ne pouvait que rendre service à cette dernière et lui permettrait de conclure à son tour avec l'Allemagne une paix à bon prix. Quant à la France, pouvait-on vraiment lui demander de continuer à combattre alors que Pétain et Weygand, l'un maréchal de France et l'autre commandant en chef des armées alliées, avaient tous les deux déclaré que cela était inutile ? Quelle que pût être la réaction de l'opinion, les partisans de la capitulation étaient couverts par ces deux grands noms. Il était, d'ailleurs, assez peu probable que le peuple mît en doute le jugement de ces deux chefs qu'on lui avait si souvent décrits comme ses seuls sauveurs possibles. N'était-il pas, dans ces conditions, naturel qu'on se rangeât à leur opinion ?

L'ingénieux stratagème

Telle était l'argumentation que Camille Chautemps développait partout et toutes les

remplacement, à la tête du ministère, par le maréchal Pétain.

Pétain veut en finir

Tandis que les échanges dont nous venons de parler avaient lieu entre Londres et Bordeaux, le maréchal Pétain, poussé par Laval ou un de ses émissaires, par Baudoin, le général Weygand et, vraisemblablement, par Georges Bonnet accouru à la rescousse, avait décidé, en effet, de précipiter la décision du cabinet. Le président de la République lui-même partageait cette façon de voir. Lui aussi avait résolu de s'abriter derrière le nom du vainqueur de Verdun. Entre temps, le maréchal Pétain qui était de plus en plus résolu à signer un armistice avait tâté le terrain auprès de l'ambassadeur d'Espagne, M. Lequerica, lui demandant si, éventuellement, le gouvernement de Madrid accepterait de transmettre une demande d'armistice aux gouvernements allemand et italien.

A la réunion du cabinet, Paul Reynaud fit part à ses collègues du projet d'union franco-britannique élaboré par les ministres anglais. Fut-il incapable de faire réaliser aux membres du gouvernement la valeur inestimable de la proposition anglaise ? Etait-il rompu par la lutte que, pendant des mois, il avait menée ? Ses collègues furent-ils, au contraire, arrêtés par la crainte puérile de voir l'Angleterre faire de la France un Dominion ? On ne saurait le dire au juste. Le fait est, en tout cas, que l'incroyable se produisit, que le projet fut rejeté. Le soir, le maréchal Pétain fut désigné comme président du Conseil.

Tandis que la comtesse des Portes et Charles Pomaret promenaient une figure radieuse dans les hôtels et les restaurants de Bordeaux, la course aux portefeuilles commença.

La fin de la tragédie

On vit rarement gens plus empressés de devenir ministres. Après une série de discussions, qui furent souvent véhémentes, le gouvernement Pétain fut constitué le 17 juin. Ni Laval, ni Marquet n'en faisaient partie. Laval, qui avait insisté pour avoir les Affaires Etrangères et qui se les était vues refusées parce qu'elles avaient été promises à Baudoin, était parti en claquant les portes. Pomaret, par contre, avait eu de l'avancement et avait été nommé ministre de l'Intérieur. Il exultait littéralement et allait en répétant partout qu'il connaissait intimement Gœring et Gœbbels, qu'il avait été reçu par eux et que les Allemands auraient certainement besoin de politiciens qui les comprissent.

Le nouveau ministère constitué, Winston Churchill, en tout cas, se trouva devant le problème qui consistait à obtenir de ceux qui avaient succédé au cabinet Reynaud des assurances en ce qui concernait la flotte française. Sir Ronald Campbell fut chargé d'entreprendre une démarche à ce sujet auprès de Paul Baudoin. Celui-ci lui donna tous les apaisements voulus, déclarant avec énergie que l'Allemagne ne serait jamais autorisée à faire usage de la plus petite barque de pêche française et que, d'ailleurs, Darlan était là pour y veiller. Ces assurances, il les répéta à Lord Alexander et à Lord Lloyd envoyés en mission spéciale en France par le gouvernement anglais à qui il déclara, d'autre part, que le cabinet Pétain n'était que la continuation du cabinet Reynaud et que, dans le cas où les conditions d'Hitler seraient inacceptables, il se transférerait en Afrique du Nord. Jusqu'au dernier moment, celui où les plénipotentiaires français apposèrent leurs signatures sur l'acte scellant la capitulation, Paul Baudoin tint le même langage à tous les plénipotentiaires étrangers, notamment à M. Zaleski, ministre des Affaires Etrangères de Pologne.

Le jour même, en tout cas, de la constitution de son ministère, le maréchal Pétain annonça au peuple français dans une allocution radiodiffusée qu'il avait décidé de demander un armistice à l'Allemagne. Il le fit d'une voix cassée, vieillie, qui amplifiait encore, si possible, le malheur qui venait de s'abattre sur la France...

On sait le reste.

(Adapté de « La vérité sur la tragédie de la France », Editions Hodder & Stoughton, Londres.)





Une séance du Conseil des ministres à Vichy, en novembre 1940, sous la présidence du maréchal Pétain. On reconnaît, de gauche à droite : le général Huntziger, M. Alibert, le maréchal Pétain, M. Baudoin, l'amiral Darlan, M. Caziot, M. Peyrouton, M. Laval, M. Bouthillier et M. Belin. Le maréchal Pétain, l'amiral Darlan et le général Huntziger sont en civil. A droite, un document historique : la rencontre Hitler-Pétain du mois d'octobre 1940. La poignée de main s'efforce d'être cordiale, mais les deux hommes ne réussissent pas à sourire.

fois qu'il pouvait le faire. En ce qui concernait ses collègues du cabinet, il avait, d'ailleurs, imaginé un stratagème. A l'une des réunions du conseil des ministres au cours de laquelle les membres du gouvernement tournaient et retournaient la question de la capitulation sans avoir le courage de prendre une décision définitive, il demanda l'autorisation de faire une suggestion. Il le fit timidement et présenta son idée comme une tentative de concilier les deux points de vue en présence. Il reconnaissait, déclara-t-il, qu'il était difficile à la Grande-Bretagne de dégager la France de ses obligations vis-à-vis d'elle. Mais il y avait un moyen terme. L'Angleterre ne pouvait avoir d'objection à ce que la France, en ces circonstances difficiles, demandât à l'Allemagne quelles seraient éventuellement ses conditions de paix. La France, évidemment, conservait la liberté d'accepter ou de refuser les conditions qui lui seraient indiquées.

Il y eut des objections et certains ministres s'empressèrent de faire remarquer qu'une fois cette démarche faite il serait difficile à la France de s'arrêter, ou bien encore qu'il était assez vraisemblable que la réponse de l'Allemagne serait : « Déposez vos armes sans conditions ». Mais ces critiques demeurèrent sans portée et la plupart des ministres, préférant fermer leurs yeux et leurs oreilles à la réalité, déclarèrent que la suggestion était raisonnable et que Paul Reynaud et le ministre des Affaires Etrangères devaient sonder à ce sujet Winston Churchill et Ronald Campbell, le chargé d'affaires de Grande-Bretagne faisant fonctions d'ambassadeur.

S'efforçant de contre-balancer l'influence grandissante de Camille Chautemps, Georges Mandel ne se relâchait pas une minute de son activité, aussi bien dans les réunions du conseil des ministres qu'au cours d'entretiens privés qu'il avait avec divers politiciens. Il réussit à s'assurer l'appui de Jeanneney et de Herriot ainsi que celui de Léon Blum qui, comme nous l'avons vu, était venu de Paris à son appel.

Jeanneney et Herriot consacrèrent leurs efforts aux ministres radicaux-socialistes Queille, Delbos et Chichery que Chautemps avait sournoisement commencé à entreprendre. Mais Chichery ne tarda pas à se laisser entièrement gagner par l'idée de la capitulation. Delbos, de son côté, faiblissait de jour en jour. Quant à Léon Blum, aidé par Dormoy, il fit tout ce qui était en son pouvoir pour arracher les ministres socialistes à l'emprise des Paul Faure, des Laval, des Marquet et des Chautemps. Monnet avait refusé net toute idée de capitulation. Sérol, un moment hésitant et à peu près vaincu par la grâce insinuante de Chautemps, se ressaisit à l'intervention de Léon Blum. En dépit, en tout cas, de tous les efforts, des hommes comme Rivière et Février continuèrent à réclamer la paix à tout prix.

Dépression chez Reynaud

Quant à Paul Reynaud, le courage et la dépression alternaient chez lui d'une façon surprenante. De Gaulle avait été envoyé à Londres dans le but d'y étudier la possibilité de transporter en Afrique les troupes dont il était encore possible de disposer. Mais, avant de prendre l'avion, il avait énuméré au chef du gouvernement toutes les raisons pour lesquelles il ne devait pas désespérer et devait, au contraire, s'efforcer de résister aux mauvaises influences dont il était entouré. Ces arguments, Mandel, Jeanneney et Herriot ne manquaient jamais de les faire valoir à leur tour toutes les fois qu'il leur était donné de rencontrer le président du Conseil. Mais la comtesse Hélène des Portes travaillait à pousser ce dernier dans une tout autre direction. Baudoin, de son côté, quoique d'une façon plus discrète, introduisait dans son esprit le virus de la capitulation. De plus en plus, l'entourage du Premier s'employait à le précipiter dans l'abîme. Peut-être que, s'il avait eu à ce moment-là auprès de lui deux de ses fidèles collaborateurs de toujours : Palewski, son chef de cabinet, et Alexis Léger, secrétaire général du ministère des Affaires Etrangères, aurait-il été en mesure de résister à la pression dont il était l'objet. Mais Palewski, devant l'influence grandissante de la comtesse des Portes, avait préféré quitter son poste et aller rejoindre son régiment. Quant à Alexis Léger, il avait été, le 20 février, démissionné de ses fonctions à la demande de l'amie du Président.

Pour achever de gagner Paul Reynaud à leur cause, il restait à la comtesse des Portes et à Baudoin une tâche à remplir : celle qui consistait à contrecarrer l'action du chargé d'affaires de Grande-Bretagne qui, grand Anglais et, en même temps, grand ami de la France, se trouvait mieux placé que quiconque pour indiquer au président du Conseil où était exactement son devoir.

Un contrôle serré des entrevues que Paul Reynaud eut avec lui, notamment au cours des journées du 14, du 15 et du 16 juin, fut organisé. La comtesse des Portes surveillant les allées et venues du chargé d'affaires britannique et s'empressant, dès qu'il avait quitté le cabinet du Premier Ministre, de se rendre auprès de celui-ci pour combattre l'effet que sa conversation avait produit. Durant cette courte période, le chargé d'affaires britannique eut, d'ailleurs, à faire face à l'hostilité ouverte d'un grand nombre de politiciens. L'espèce de camarilla qui intriguait dans l'entourage de Paul Reynaud et le personnel du ministère des Affaires Etrangères ne prenaient, à présent, plus la peine de cacher leurs sentiments véritables. Le représentant de la Grande-Bretagne fut, d'ailleurs, soumis à des vexations ridicules. Il fut installé dans un château situé à cinquante kilomètres de Bordeaux et qui n'était même pas pourvu d'un téléphone. Il était assez difficile d'être plus désagréable à l'égard d'un homme qui, de par ses fonctions, était constamment obligé de faire la navette entre sa propre résidence et la demeure du président du Conseil ou le ministère des Affaires Etrangères.

La suggestion de Mandel

Le 15 juin, en tout cas, arriva sans qu'une solution eût été trouvée. Indiscutablement, les partisans de la capitulation avaient gagné du terrain. Le stratagème auquel Chautemps avait eu recours avait produit ses effets. Reynaud subissait une pression de plus en plus grande et le maréchal Pétain le sollicitait sans arrêt de mettre un terme à la guerre. Mandel, par contre, s'accrochait avec énergie à l'idée de poursuivre la lutte. A son avis, le fait que le commandant en chef avait admis l'idée d'une capitulation n'engageait nullement le gouvernement dont le devoir était de poursuivre la lutte. Si le gouvernement jugeait que la lutte en France même devenait impossible, il n'avait qu'à adopter la solution qu'il avait envisagée dans le message adressé au président Roosevelt, message où le transfert du gouvernement en Afrique du Nord ou même dans une des possessions françaises de l'hémisphère américain était mis sur le tapis.

Quelques ministres haussèrent les épaules à cette suggestion. Ils étaient convaincus d'être la majorité. D'autres, plus habiles, protestèrent de leurs bonnes intentions vis-à-vis de la Grande-Bretagne et de leur volonté de refuser toute proposition allemande incompatible avec l'honneur français. Dans le cas où un accord viendrait à s'avérer impossible, déclarèrent-ils, ils iraient en Afrique du Nord et y continueraient la lutte.

Déjà, cependant, le maréchal Pétain déclarait ouvertement qu'il ne quitterait jamais le sol de la métropole. La majorité des ministres se rangea à son avis. Prouvost lui-même qui, le 6 juin, avait été nommé par Reynaud ministre de l'Information dans le but de renforcer la tendance à la lutte à outrance prit fait et cause pour le maréchal. Mandel eut beau plaider que l'Allemagne ne consentirait jamais à la France des conditions honorables, rien n'y fit. Reynaud lui-même, qui pourtant avait déclaré à un diplomate étranger que le départ pour l'Afrique du Nord avait été définitivement décidé, se rangea à la suggestion de Chautemps et accepta de la soumettre au gouvernement britannique.

Il est incontestable que, durant cette période, Paul Reynaud manqua grandement de l'esprit de décision nécessaire. Au lieu de se lancer dans d'interminables discussions ministérielles, il aurait pu, appuyé comme il l'était par Jeanneney et Herriot, exiger soit que l'on soumît la question aux Chambres, soit que les ministres partisans de la capitulation lui présentassent leurs démissions. Après quoi, avec des éléments nouveaux, il aurait constitué un gouvernement décidé à lutter jusqu'au bout et aurait nommé un nouveau généralissime qui aurait organisé la résistance, transformé l'une des provinces françaises en une véritable forteresse ou, tout au moins, aurait réussi à renouveler le miracle de Dunkerque et à évacuer en Afrique du Nord et en Angleterre des centaines de milliers de soldats. Mais Paul Reynaud, à en juger par ce qu'en a dit le général de Gaulle, était complètement à bout de résistance physique, ses nerfs étaient profondément ébranlés et il est vraisemblable qu'il ait considéré la décision de capituler comme une délivrance, de même qu'un soldat grièvement blessé et ayant perdu à peu près toutes ses forces appelle la mort à qui il demande de le sauver.

La réponse de Roosevelt

Sur ces entrefaites, arriva la réponse du président Roosevelt au message du gouvernement français. Elle n'annonçait pas une déclaration de guerre des Etats-Unis à l'Allemagne, mais elle contenait, par contre, des promesses et des encouragements qui auraient dû réconforter Paul Reynaud et galvaniser son énergie. Mais, influencé, déprimé, le chef du gouvernement français refusa d'ouvrir son cœur et son esprit à cette confiance qui lui venait de l'autre côté de l'Atlantique et il informa Winston Churchill que la réponse du président Roosevelt n'était pas satisfaisante. Il lui demanda, par la même occasion, de dégager la France de ses obligations.

Dès la réception de ce message, le cabinet anglais était convoqué d'urgence. A l'issue de la réunion, il fut décidé que la France serait libre de traiter avec l'Allemagne à la condition, toutefois, que la flotte française rejoignît les ports anglais et y demeurât tout le temps que dureraient les négociations. Au cours d'une autre réunion, à laquelle assista l'ambassadeur de France, M. Corbin — c'est certainement la première fois qu'un diplomate étranger est admis à assister à une réunion du gouvernement auprès duquel il est accrédité — les ministres britanniques établirent un projet de fusion entre les Empires anglais et français, fusion qui mettait en commun leurs ressources et leurs économies et qui les plaçait sous l'autorité d'un même gouvernement et d'un même parlement. Ce projet fut soumis au ministre des Affaires Etrangères français par Sir Ronald Campbell. Le général de Gaulle, de son côté, se mit en communication téléphonique avec Paul Reynaud à qui il exposa longuement les avantages de la suggestion britannique. Le soir même, Winston Churchill prit le train pour se rendre en France et y conférer avec le chef du gouvernement français. En cours de route, il apprit la démission de Paul Reynaud et son



La France telle que l'armistice de juin 1940 l'a faite.

Et voici LA BATAILLE DE FRANCE VUE DE L'AUTRE COTE

On lira certainement avec le plus grand intérêt ces extraits du carnet de route de M. William L. Shirer, correspondant américain auprès des armées allemandes, concernant la période fatidique qui s'étend du 18 mai au 21 juin 1940, c'est-à-dire depuis le jour où Anvers tombait jusqu'à celui de la conclusion de l'armistice dans la forêt de Compiègne, dont ce journaliste fut le témoin oculaire.

Comme on le verra, c'est un document dénué de toute prétention littéraire, mais dont la simplicité même est parfois d'une poignante éloquence. Nous ne prétendrons pas non plus qu'il soit vierge d'erreurs. Certaines sont évidentes, comme lorsqu'il évoque la rupture de la ligne Maginot « entre Maubeuge et Sedan », alors que ladite ligne se terminait, hélas ! bien plus au sud, à Montmédy... Mais il s'agit de l'effort sincère d'un homme à dire ce qu'il a vu et senti de l'autre côté de la barricade.

M. Shirer quitte Berlin le 19 mai avec huit autres journalistes dont trois compatriotes à lui, trois Italiens, un Espagnol et un Japonais.

Le 20 mai, le voici sur les rives du canal Albert.

7 h. 30 a.m. — Arrivés au canal Albert. Avec ses berges escarpées de dix mètres de haut que les Belges avaient cimentées pour en rendre l'escalade impossible, c'était une bonne ligne de défense, spécialement contre les tanks. Mais les Belges n'avaient pas fait sauter les ponts. Je demandai pourquoi à un officier allemand. « Nous avons été trop rapides pour eux », me répondit-il.

Il semble bien que ce qui s'est passé ici et à la plupart des autres ponts importants menant à Liége, c'est que les parachutistes allemands se précipitèrent sur les ponts à revers, exterminèrent les servants des mitrailleuses, s'emparèrent des blockhaus cimentés qui défendaient aussi les ponts et coupèrent les fils de commande des mines avant que les Belges aient pu les repousser.

Le blockhaus à la tête du pont a dû être pris de la même façon mystérieuse que le fort Eben-Emael à Liége : par des parachutistes.

■

Cueillons encore cet autre passage de même date mais écrit une heure plus tard à Tirlemont et qui dit également beaucoup en peu de mots.

8 h. 30 a.m. — Un officier allemand me fait remarquer ici : « Il nous a pris cinq jours pour arriver à Tirlemont. Nous sommes arrivés à environ 100 kilomètres d'Aix-la-Chapelle. 20 kilomètres par jour... ce n'est pas mal ! » Je note que sur toute cette distance je n'ai pas vu un seul cratère de bombe dans la chaussée. J'en déduis que, tandis que les Stukas allemands (bombardiers en piqué) mirent les chemins de fer belges hors d'usage, ils firent attention de ne pas faire sauter les routes ou les ponts. Il semble que le haut commandement allemand avait décidé d'avance de ne pas se servir des chemins de fer, rien que des routes. Cette armée est constituée pour se mouvoir sur des véhicules à moteur à explosion.

Nous arrivâmes devant un terrible trou en travers de la route juste comme elle traversait un ruisseau à l'entrée de la ville. Un creux de dix mètres de diamètre et de huit mètres de profondeur. L'officier m'expliqua que c'étaient les Français qui l'avaient fait sauter, que les Français avaient envoyé des experts en dynamite qui par endroits... « A certains endroits, me dit-il, ils ont fait du beau travail. Mais cela n'a pas arrêté nos tanks, proclama-t-il ensuite en me montrant du doigt l'énorme cavité. Ils en firent le tour à travers la fabrique que vous voyez sur la gauche en en perçant les murs comme s'ils étaient en papier. Nous avons perdu peu de temps, bien qu'il faille admettre que les Français firent du beau travail en faisant sauter la route ici. » Son admiration pour les dynamiteurs français était formidable.

■

Enfin ces journalistes, pour la première fois depuis les opérations en Pologne, vont aller sur le front. Notons ce passage des notes de M. Shirer relatif à ce qu'il a aperçu à travers des jumelles. C'est daté du 21 mai.

...L'infanterie est invisible. D'après la fumée des obus qui font explosion sur les pentes de l'autre côté de l'Escaut, on peut se rendre compte que les Allemands pilonnent terriblement les lignes arrière de l'ennemi. A travers des jumelles de campagne, je vois comment les Allemands bombardent une route en en suivant tous les tournants. Après un certain temps, un grand nuage de fumée s'étend sur toute la rive opposée. Jusqu'ici, nous n'avions pas entendu beaucoup parler de l'artillerie allemande en tant que facteur de leur étonnante progression. Le travail accompli par les bombardiers Stuka retenait presque toute notre attention. Mais il est évident que cette artillerie motorisée allemande, amenée sur des positions juste derrière les tanks qui avancent à raison de plus de 70 kilomètres à l'heure, est un facteur formidable. Les Alliés n'avaient probablement pas compté que de l'artillerie puisse se déplacer si rapidement. Autour de nous les Allemands tirent avec des canons de 6 pouces et de 105...

Nous jetons un dernier regard sur la vallée de l'Escaut, sur les obus qui éclatent de l'autre côté du fleuve. Tout le chaos du champ de bataille est en vérité l'image d'une machine de destruction qui accomplit son travail.

■

Après avoir assisté à cette bataille, les correspondants sont ramenés à Berlin. Détachons quelques passages des notes qu'y rédigea M. Shirer pendant son séjour du 24 mai au 16 juin.

Voici d'abord des réflexions sur les événements militaires écrits au lendemain même de son retour. Elles ne sont pas dépourvues d'intérêt.

Berlin, 24 mai. — Il y a juste quinze jours, Hitler déchaînait sa « blitzkrieg » dans l'Ouest. Depuis il est arrivé ceci : la Hollande a été écrasée, les quatre cinquièmes de la Belgique occupés, l'armée française rejetée sur Paris et une armée alliée supposée d'un million d'hommes et comportant l'élite des forces franco-britanniques prise au piège et encerclée sur le Pas-de-Calais.

Il faut voir l'armée allemande en action pour le croire. Elle a l'absolue supériorité de l'air. Les bombardiers en piqué Stuka ébranlent les positions défensives des Alliés, les rendant vulnérables aux attaques. Et puis ils sabotent les communications à l'arrière, bombardant les routes remplies de camions, de tanks et de canons, détruisant les gares et les bifurcations. En outre, des avions de reconnaissance donnent au haut commandement allemand une image parfaite de ce qui se passe. Par contre, les bombardiers alliés n'ont pas réussi à détraquer les lignes de communication allemandes par des attaques en plein jour. L'un des spectacles qui vous éberlue au front, c'est la vaste échelle sur laquelle les Allemands amènent des hommes, des canons et des approvisionnements. Toute la journée au front, roulant à quarante ou cinquante milles à l'heure, on dépasse d'interminables colonnes motorisées. Elles s'allongent à travers toute la Belgique, sans fin. Et elles vont vite, trente à quarante milles à l'heure. On se demande comment on les ravitaille en essence et en huile. Mais elles le sont, ravitaillées. Les fournitures d'essence avancent avec le reste. Chaque conducteur de tank sait où il peut se ravitailler s'il manque d'essence.

Quelles magnifiques cibles constitueraient ces colonnes si les Alliés avaient des aéroplanes !

■

Six jours plus tard...

Berlin, 30 mai. — Un Allemand est passé chez moi aujourd'hui. Il m'a dit : « Combien d'années va durer cette guerre ? » La question m'a surpris à la lumière des nouvelles. La semaine dernière, les Allemands de la Wilhelmstrasse me pariaient que les leurs seraient à



Un tank allemand, arrêté dans son avance en ligne droite par la destruction d'un pont, fait un détour. Il sera en retard sur l'horaire fixé.

Londres dans trois semaines, cela veut dire d'ici quinze jours. La grande bataille de Flandre et d'Artois tire vers sa fin. On arrive cependant à la conclusion que les Britanniques sont en train d'évacuer bon nombre d'hommes de Dunkerque. Le but des Allemands était de capturer ces hommes, et sous ce rapport ils échouent.

■

Mais arrêtons-nous à l'arrivée de M. Shirer à Paris, dans ce Paris où il a vécu longtemps et qu'il aime.

Paris, 17 juin. — Nous y entrons aux environs de midi. C'était un de ces beaux jours tels qu'il y en a toujours à Paris dans ce mois et que les gens auraient passé, si c'était la paix, à aller aux courses de Longchamp ou à flâner sur les boulevards sous les arbres ou assis à la terrasse fraîche des cafés.

Premier choc : les rues sont absolument désertes, les magasins fermés, les rideaux de fer descendus sur toutes les vitrines. C'est la sensation de vide qui vous empoignait. Venant du Bourget (en me rappelant sentimentalement la nuit où je fis tout ce trajet à pied pour écrire l'histoire de l'atterrissage de Lindbergh), nous descendîmes en auto la rue Lafayette. Des autos et des motocyclettes de l'armée allemande passaient avec fracas à toute allure. Mais sur les trottoirs, pas un être humain. Aux divers cafés qui font le coin des rues transversales et que je connais si bien, les tables ont été rentrées, les volets tirés et patrons, garçons et clients ont fui...

Les boulevards sont déserts, sauf quelques soldats allemands qui regardent les étalages. La place de l'Opéra, maintenant. Pour la première fois de ma vie, il n'y a pas ici d'embouteillage ni d'agents de police en train de s'égosiller. La façade de l'Opéra est cachée par des piles de sacs de sable. Le café de la Paix semble juste en train de rouvrir. Un unique garçon sort quelques tables et quelques chaises. Des soldats allemands qui se tiennent sur la terrasse les saisissent...

■

Et voici comment la capitale reçut la nouvelle de l'armistice :

Paris, 18 juin. — Le maréchal Pétain a demandé un armistice. Les Parisiens déjà étourdis par tout ce qui est arrivé peuvent à peine le croire. Ni le reste de nous. Que l'armée française doive renoncer, c'est clair. Mais la plupart d'entre nous s'attendaient à ce qu'elle se rendît comme le firent les armées hollandaise et belge tandis que le gouvernement irait, ainsi que l'avait promis Reynaud, en Afrique, où la France avec sa flotte et ses armées aurait pu tenir longtemps.

Les habitants apprirent la nouvelle de l'action de Pétain par des haut-parleurs fournis à propos par les Allemands dans presque toutes les places de la ville. Je me trouvais au milieu d'une foule de Français, hommes et femmes, sur la place de la Concorde, lorsqu'en vint la première nouvelle. Ils furent presque comme frappés de mort. Devant l'hôtel Crillon, des autos s'arrêtaient brusquement et déchargeaient des officiers galonnés d'or. Beaucoup de regards monoclés, de claquements de talons, de salutations. Mais les gens, écoutant le haut-parleur, ne voyaient ni n'entendaient rien de cela. Ils regardaient fixement le sol, puis se regardaient l'un l'autre. Ils disaient : « Pétain capituler ! Qu'est-ce que cela veut dire ? Comment ? Pourquoi ? » Et personne ne semblait avoir le cœur de répondre...

La plupart des soldats semblent des Autrichiens... Cela semble drôle, mais tous les soldats allemands portent un appareil photographique. Je les ai vus, aujourd'hui, par centaines, photographier Notre-Dame, l'Arc de Triomphe, les Invalides.

A quatre heures de l'après-midi, les autorités militaires m'envoyèrent en toute hâte à Compiègne. (Hier Hitler et Mussolini se sont rencontrés à Munich et ont rédigé les termes de l'armistice pour la France). Quand nous arrivâmes sur la scène, à six heures, des soldats du génie allemands travaillaient fiévreusement à abattre le mur du Musée (1) où était conservé le wagon personnel de Foch dans lequel avait été signé l'armistice de 1918. Avant que nous eussions quitté, les soldats, travaillant avec des perforatrices à air comprimé, avaient démoli le mur et traîné le wagon hors de son abri.

■

Et nous terminerons cette évocation dramatique, sans plus de commentaires, par la description de la cérémonie de l'armistice telle que l'a vue de ses yeux notre journaliste américain.

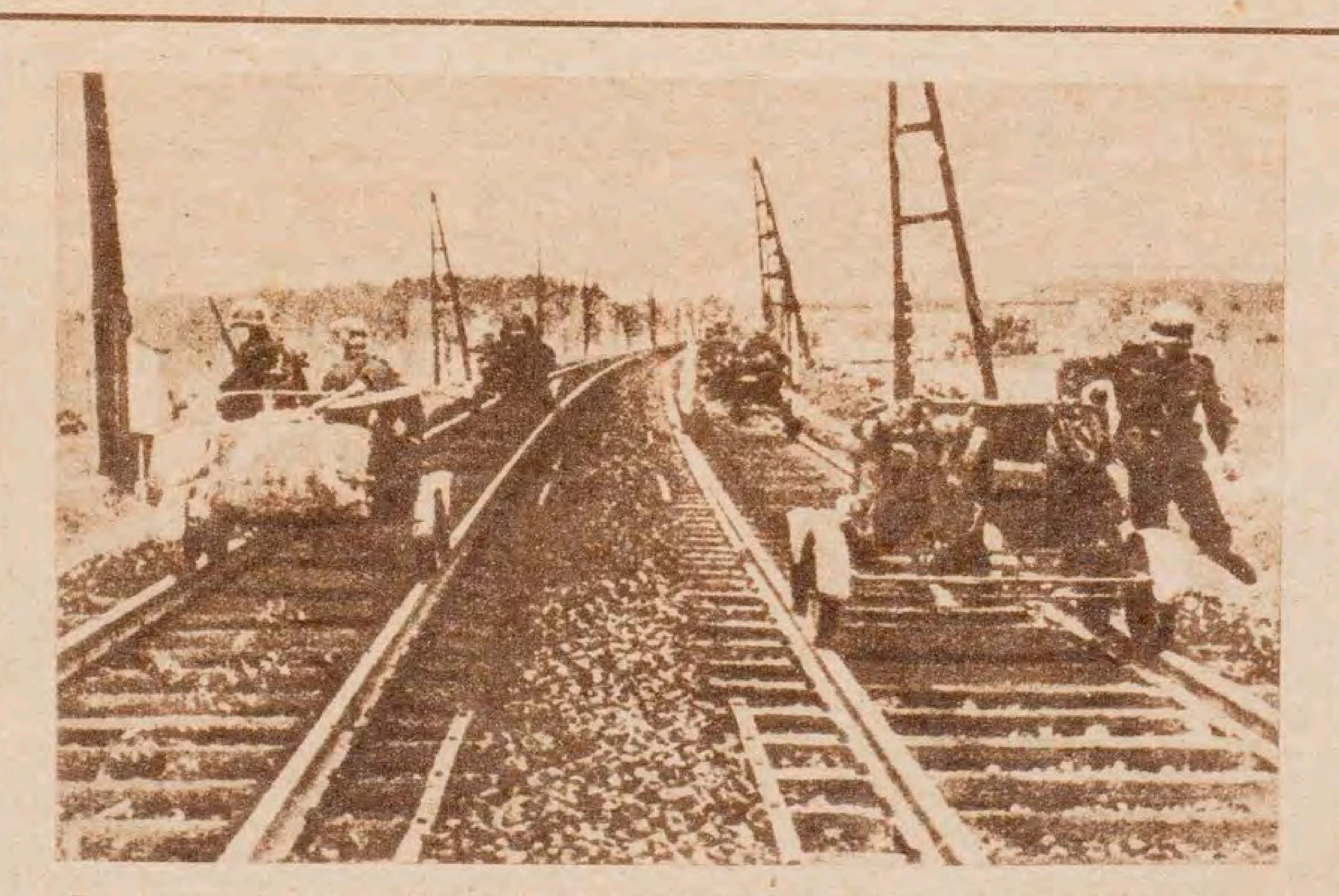
Paris, 21 juin. — A la place exacte de la petite clairière de la forêt de Compiègne où, le 11 novembre 1918 à 5 heures du matin, fut signé l'armistice qui mit fin à la guerre mondiale, Adolf Hitler a remis aujourd'hui les termes de son armistice à la France. Pour rendre la revanche allemande complète, la rencontre des plénipotentiaires allemands français a eu lieu dans le wagon personnel du maréchal Foch. C'est jusqu'à la même table dans le vieux wagon-lit branlant dont on s'est servi. Et par les portières nous avons vu Hitler occuper le siège même où Foch s'était assis à cette table pour dicter l'autre armistice.

L'humiliation de la France, des Français était totale. Et pourtant, dans le préambule des termes de l'armistice, Hitler déclarait aux Français qu'il n'avait pas choisi cet emplacement de Compiègne par vengeance ; simplement pour redresser un vieux tort. Du comportement des délégués français, j'ai conclu qu'ils n'appréciaient pas la différence...

Un chaud soleil de juin tombait sur les ormes et les pins et créait une ombre agréable dans les allées boisées lorsque Hitler apparut, les plénipotentiaires allemands à ses côtés. Il descendit de son auto devant le monument français à l'Alsace-Lorraine qui se dresse à l'extrémité d'une allée à quelque deux cents mètres de la clairière où attendait le wagon de l'Armistice.

Cette statue de l'Alsace-Lorraine, je remarquai qu'elle était couverte de drapeaux de guerre allemands de telle sorte qu'on n'en pouvait voir la sculpture ni lire l'inscription.

(1) Il s'agit du Musée des Moyens de Locomotion fondé par le Touring Club de France au château de Compiègne (note du traducteur).



Des troupes du génie allemand sont transportées en trolleys, sur voie ferrée. Les trolleys servent également au transport du matériel nécessaire à la réparation des chemins de fer.

A travers mes jumelles, je vis le Führer s'arrêter, jeter un coup d'œil sur le monument et contempler les drapeaux de guerre du Reich avec leur grande croix gammée au centre. Puis il s'avança lentement à grands pas vers nous, vers la petite clairière dans les bois. J'observai sa physionomie. Elle était grave, solennelle, mais on y discernait aussi, comme dans son pas élastique, quelque chose du conquérant triomphant...

Maintenant Hitler arrive à la petite clairière. Il s'arrête et regarde lentement à l'entour. La clairière a la forme d'un cercle de quelque deux cents mètres de diamètre et est dessinée comme un parc. Il y a tout autour une rangée de cyprès, et, derrière eux, les grands ormes et chênes de la forêt. Ceci est l'un des autels patriotiques de la France depuis vingt-cinq ans. D'une position discrète sur le périmètre, nous observons.

Hitler reste sur place et jette un lent regard circulaire. En groupe, juste derrière lui, il y a les autres plénipotentiaires allemands. Gœring, une main crispée sur son bâton de maréchal, porte l'uniforme bleu de ciel de l'aviation. Tous les Allemands sont en uniforme. Hitler en uniforme gris, croisé avec la Croix de fer pendant de sa poche gauche à hauteur de poitrine. Près de Gœring sont les deux chefs d'armée, le général Keitel, chef de l'état-major du commandement suprême, et le général von Brauschitsch, commandant en chef de l'armée allemande. Tous deux sont juste aux approches de la soixantaine mais ont l'air plus jeune, surtout Keitel qui semble pétulant avec sa casquette légèrement sur l'oreille.

Puis il y a le Dr. Raeder, grand amiral de la flotte allemande, dans son uniforme bleu et avec l'inévitable col rabattu porté par les officiers de marine allemands. Il n'y a que deux civils dans la suite de Hitler : son ministre des Affaires Etrangères, Joachim von Ribbentrop, portant l'uniforme gris des Affaires Etrangères, et Rudolf Hess, le délégué de Hitler, en uniforme gris du parti.

Il est maintenant 3 h. 18 de l'après-midi. Le pavillon personnel de Hitler est hissé au haut d'un petit mât au centre de la clairière.

Au centre aussi, il y a un grand bloc de granit qui s'élève de quelque trois pieds au-dessus du sol. Hitler suivi des autres s'y rend d'un pas lent, le gravit et lit l'inscription gravée en grandes lettres sur ce bloc : « Ici, le 11 novembre 1918, succomba l'orgueil criminel de l'Empire allemand... vaincu par les peuples libres qu'il voulait asservir. » Hitler lit cela et Gœring aussi. Tous le lisent, debout sous le soleil de juin et en silence. Nous cherchons à interpréter l'expression du visage de Hitler... Finalement il mène son groupe à un autre bloc de granit, un plus petit à quelque cinquante mètres sur le côté. C'est là que se trouvait le wagon dans lequel séjournèrent les plénipotentiaires allemands pendant les négociations de l'armistice de 1918 — du 8 au 11 novembre. Hitler jette à peine un regard sur l'inscription : « Les plénipotentiaires allemands ».

Il est maintenant 3 h. 23 et les Allemands se dirigent vers le wagon de l'Armistice. Une minute ou deux, ils restent au soleil devant le wagon à bavarder. Puis Hitler monte dans le wagon, suivi par les autres. Nous pouvons très bien voir à travers les portières du wagon. Hitler prend la place occupée par le maréchal Foch lorsque furent signés en 1918 les termes de l'armistice. Les autres s'asseyent autour de lui. Quatre chaises du côté de la table opposé à Hitler restent vides. Les Français n'ont pas encore fait leur apparition. Mais nous n'avons pas longtemps à attendre. A 3 h. 30 exactement, ils descendent d'auto. Ils ont volé de Bordeaux à un proche champ d'atterrissage.

Eux aussi regardent le monument de l'Alsace-Lorraine, mais ce n'est qu'un bref coup d'œil. Puis ils descendent l'allée, flanqués de trois officiers allemands. Nous les distinguons, maintenant qu'ils avancent au grand jour de la clairière : le général Huntziger en uniforme kaki passé, le général d'aviation Bergeret et le vice-amiral Leluc, tous deux en uniforme bleu, et puis, presque enterré dans ces uniformes, M. Noël, l'ancien ambassadeur en Pologne. La garde d'honneur allemande s'aligne à l'entrée de la clairière, se met au garde-à-vous pour les Français à leur passage, mais elle ne présente pas les armes. Les Français regardent droit devant eux. Ils ont la figure solennelle, tirée. Ils sont l'image de la dignité tragique.

Ils marchent d'un pas raide jusqu'au wagon où ils sont reçus par deux officiers allemands, le lieutenant-général Tippelskirch et le colonel Thomas, chef du quartier général du Führer. Les Allemands saluent. Les Français saluent. L'atmosphère est ce que les Européens appellent « correcte ». Il y a des saluts, pas de poignées de main.

Maintenant le spectacle se voit à travers les portières poussiéreuses de ce vieux wagon-lit. Hitler et les autres chefs allemands se lèvent lorsque les Français entrent dans le salon. Hitler fait le salut nazi, le bras levé : Ribbentrop et Hess font de même. Les officiers allemands font le salut militaire. Les Français font de même. Je ne puis voir M. Noël et ne sais donc pas s'il salue ou non.

Hitler, pour autant que nous puissions distinguer à travers les vitres, ne dit pas un mot aux Français ni à personne d'autre. Il fait un signe de tête au général Keitel à son côté. Nous voyons le général Keitel mettre ses papiers en ordre. Puis il commence à lire. Il lit le préambule des termes de l'armistice allemand. Les Français sont assis avec des visages de marbre, écoutant intensément. Hitler et Gœring regardent le tapis vert de la table.

La lecture du préambule ne dure que quelques minutes. Hitler, nous nous en rendons bientôt compte, n'a pas l'intention de rester très longtemps, d'écouter la lecture des termes de l'armistice eux-mêmes. A 3 h. 42, douze minutes après l'arrivée des Français, nous voyons Hitler se lever, saluer avec raideur et puis sortir du salon à grands pas, suivi de Goering, Brauschitsch, Raeder, Hess et Ribbentrop. Les Français, comme des statues de marbre, restent assis à la table au tapis vert. Le général Keitel reste avec eux. Il commence à leur lire le détail des conditions de l'armistice.

Hitler et ses collaborateurs descendent à grandes enjambées l'allée, vers le monument de l'Alsace-Lorraine où attendent leurs autos. Tandis qu'ils passent devant la garde d'honneur, la musique allemande joue les deux hymnes nationaux *Deutschland über Alles* et le chant de *Horst Wessel*.

Toute la cérémonie est terminée en un quart d'heure.

LA FRANCE DE TOUJOURS !

Il y a un an...

Faisons silence dans nos cœurs comme dans une église où l'autel est drapé de crêpe, où la vacillation des flammes au bout des cierges ressemble aux pulsations d'un être qui perd son sang à flots ou qui expire de douleur.

Recommençons le calvaire, puisque ces souvenirs font encore partie du présent. Première station du Chemin de la Croix : la grande bataille de France. Quelle sera la dernière station ? Nous avions cru que c'était l'occupation de Paris, puis la capitulation. Mais non ; des nouvelles de plus en plus poignantes nous sont parvenues. Le drame n'est pas terminé.

Qu'il s'achève en résurrection, par le triomphe de la justice et du droit et par la libération des peuples opprimés, tel est le désir passionné qui brûle en nos âmes et que nourrissent de fortes raisons. On l'a déjà dit : les deux facteurs qui ont permis aux Alliés de remporter la victoire en 1918 existent aujourd'hui : la flotte britannique toujours puissante et maîtresse des mers et l'intervention américaine qui n'est plus qu'une question de semaines, peut-être de jours.

Le temps travaille pour les pays démocratiques, mais le temps paraît long aux prisonniers et aux membres dispersés d'une famille, même si la patience est grande.

France ! Tes fils, captifs ou en exil, n'ont jamais autant aimé prononcer ton nom ; ils le répètent inlassablement, pour s'en bercer, pour s'en griser, pour en souffrir, comme font les amants séparés de leur bien-aimée et les enfants de leur mère.

Ils le redisent, ces jours-ci, avec piété, avec adoration et quelquefois avec reproche. Dans l'ombre secrète de leur cœur, ils le crient avec désespoir.

Jamais ton nom ne leur a paru aussi beau. Il les enivre comme la plus nostalgique des musiques. Il signifie loyauté, vaillance. Il commence avec une rude énergie ; il s'achève avec douceur. Il résume la vertu française pour laquelle un autre nom semble fait : équilibre.

Bien plus que Rome, la France est l'héritière de la Grèce. Il y a, certes, des excès en elle, mais écartons toute idée de politique. Songeons au peuple de France. En est-il de plus sage et de plus léger, de plus travailleur et aimant plus le plaisir ? En est-il de plus économe et de plus généreux, de plus raisonneur et de plus sentimental ? De plus individualiste et de plus consentant aux grands sacrifices ?

Tel est son pouvoir d'endiguement et de canalisation que ces contrastes, elle les tempère, elle les accorde, elle en fait un tout harmonieux. Il y a un rapport étroit entre la mesure et la lumière. C'est ce qui frappe, tout d'abord, en Grèce. Nous ne voyons pas un Swedenborg en Touraine, ni un Nietzsche ou un Schopenhauer sur les bords de la Seine. Les théories fumeuses, qui se déploient dans l'illimité, ne sont pas en faveur chez nous. On s'en méfie avec raison. Le Français est un homme qui a besoin de comprendre ; il aime voir les contours des choses et laisse au rêve le domaine du rêve. En France, tout s'élabore dans la clarté. C'est cette qualité de la langue française qui l'a fait adopter par les milieux diplomatiques et les intellectuels du monde entier.

Equilibre de ses paysages dont le charme pénètre dans le cœur et ne s'en échappe plus. L'âpreté sauvage et grandiose de la Bretagne comme la tonalité violente de la Provence se fondent dans la douceur de l'atmosphère qui harmonise ce qui pourrait s'opposer.

En France, la mesure est partout, la mesure est innée. Les petits Français qui l'apportent en naissant la reçoivent aussi de leurs maîtres qui leur apprennent à voir ce qui mérite d'être admiré et aimé chez les peuples étrangers. Tolérance, urbanité. Pour les besoins d'une cause on ne déforme jamais l'histoire. Le sens critique, inné aussi, est développé sur les bancs de l'école. On trouve peu de Français assez chauvins pour s'illusionner sur les défauts de leur race. On en rencontre davantage, malheureusement, qui les exagèrent ainsi que les qualités de leurs voisins, tant est grand leur souci d'être juste et impartial.

La courtoisie française est légendaire. Les ministres de Louis XV, lorsqu'il rendit à ses ennemis vaincus tous les territoires conquis, purent, à bon droit, blâmer et regretter ce geste. Il n'empêche qu'il contribua au prestige purement moral de la France. On ne voit pas un roi de Prusse agissant ainsi.

La France a toujours été chevaleresque. Un engagement qu'elle ne peut tenir pèse sur sa conscience nationale comme un malheur. Le pacte d'assistance qui la liait à la Pologne fut la cause directe de sa déclaration de guerre à l'Allemagne. Elle n'aurait point dû le faire, disent certains ; ce fut même un crime, soutiennent-ils, puisqu'elle n'était pas de force à lutter avec un ennemi supérieurement préparé. Mais nombreux étaient les Français qui pensaient que leur pays aurait dû déclarer la guerre en 1938, au sujet de la Tchécoslovaquie. Depuis Munich régnait un malaise qui ne faisait que s'accroître. Laissons aux historiens de l'avenir, qui pourront se baser sur des documents irréfutables, le soin de nommer les responsables. Les erreurs et les fautes de la France sont accidentelles. Gardons-nous de la juger sans nous référer à son passé, et de confondre les images incohérentes qu'elle nous présente aujourd'hui avec son visage immortel.

La France de toujours, c'est la France qui a refusé de se laisser asservir, qui a repoussé tous les barbares, qui a détrôné les tyrans. C'est la nation qui s'est relevée avec courage et dignité après toutes ses défaites et tous ses malheurs, qui a ressuscité cent fois en montrant le magnifique spectacle d'une confiance et d'une énergie invincibles.

La France de toujours, c'est celle qui a rayonné sur le monde d'un éclat inégalé, qui a été le plus ardent foyer d'art et de science, un modèle de grâce et de goût. Que son avenir cesse de nous tourmenter. Sa puissance de renouvellement est éternelle, infinie ; les forces spirituelles d'un peuple et surtout de ce peuple ne peuvent s'éteindre dans le crépuscule d'une défaite militaire. Il y aura toujours un de Gaulle pour ramasser le flambeau sacré, tombé de mains défaillantes ou découragées. Le Français ne baisse pas la tête devant l'épreuve ; il est celui qui ne renonce jamais, car le renoncement est un suicide moral, un anéantissement. Son esprit frondeur et sa passion de la liberté le poussent à rejeter le joug, quel qu'il soit.

Pour toutes ces raisons, nous ne pouvons croire que la France soit moralement vaincue. Aucun pays ne pourrait prendre sa place dans le monde. D'autres peuvent enrichir celui-ci diversement. Mais, répétons-le, la France a le don d'équilibrer, d'harmoniser la nature humaine.

Il y a une façon de concevoir la vie et de vivre qui est bien française. « Un esprit sain dans un corps sain », disait Voltaire. C'est cela, mais autre chose encore : une façon de vivre avec enthousiasme et bon sens, avec passion et réflexion, avec délicatesse et intensité. Le Français s'intéresse à toutes les choses de l'esprit, à toutes les formes de la vie. S'il a une préférence pour l'une d'elles, il ne néglige pas les autres. Rien ne le laisse indifférent. Nul ne vit plus intelligemment et plus complètement.

En ces jours de la mi-juin, qui nous rappellent le début d'une des phases les plus cruelles de l'histoire de notre patrie, unissons-nous par la pensée et cultivons la flamme de l'espoir. Sur l'autel, voilé de crêpe, qu'enferme chacun de nos cœurs, elle n'est encore qu'une étoile vacillante, pareille à une fleur chétive à l'extrémité d'une tige de cire. Mais entourée de notre ferveur, arrosée de nos larmes, soignée avec amour, elle s'épanouira et un jour, grandie, fortifiée par la certitude, elle illuminera nos vies comme un soleil. Et nous recommencerons vraiment à vivre.

JOSEE SEKALY

SI LA FRANCE...

(Suite de la page 3)

Le blocus de l'Allemagne et de l'Italie n'aurait-il pas été appliqué avec plus de rigueur si les forces navales françaises y contribuaient ? Et un blocus impénétrable n'est-il pas l'élément capital de la défaite future de l'Axe ?

La France dans la mêlée, Hitler aurait été le véritable prisonnier de son Europe occupée, y étouffant jusqu'à l'asphyxie.

Mais alors il aurait occupé toute la France. Et puis après ?

En quoi aujourd'hui la France non occupée diffère-t-elle de la France occupée ? Les dernières révélations ont prouvé que toute la France travaille pour l'Allemagne et que toutes les productions de la région de Vichy, agricoles et industrielles, vont pour l'Allemagne.

L'indépendance politique n'est qu'une plaisanterie. Et tous les jours, les Laval, puis les Darlan, vont à Paris recevoir les ordres des Abetz et des autres préposés du Führer.

A cette non-occupation, d'une partie réduite de son territoire, la France ne gagne rien. Mettons dans la balance ce que lui rapporte la politique actuelle et ce que lui aurait rapporté la continuation de la guerre, aujourd'hui aux côtés de l'Angleterre, demain aux côtés des Etats-Unis ; faisons une comparaison matérielle et morale, comparons surtout les deux avenirs.

Devant le peuple français et l'histoire, le maréchal Pétain n'aura aucune excuse pour n'avoir pas continué la guerre. En se battant sur les mers et dans la France d'outre-mer, il aurait aidé à la restauration de la grandeur française, tandis qu'elle aura lieu, malgré lui, contre lui.

E. GALLAD

LA FRANCE LIBRE CONTINUE LA LUTTE



Les troupes françaises libres ont pris une part très active aux opérations qui ont abouti à la prise de Kéren, en Erythrée, opérations au cours desquelles elles multiplièrent les actes d'héroïsme. Cette image permet de se faire une idée des difficultés qu'elles durent affronter. Sur la route qui conduit à la ville et que les Italiens viennent de détruire, des soldats alliés poussent la voiture du général de Gaulle, venu assister aux opérations.



Quelque part sur le front d'Orient, face aux troupes françaises libres dont il assure le commandement, le général de Gaulle décore le général Catroux



Quelque part sur le front de Libye, un camion transporte un groupe de soldats de la France Libre vers les premières lignes. Partout où ils combattent, les soldats de la France Libre sont sur la ligne de feu.

OU E

L'AFRIQUE D

Territoire soumis à Vichy. Est
vince française, et des protecto
sie. Ces trois possessions sont
général Weygand, qui assume é
des forces militaires. Celles-ci
180.000 hommes, l'élément indi
moitié dans ce chiffre. A l'armi
du Nord quelque cinq cents av
bre de chasseurs de modèle réc
uns de ces appareils ont été en
Malgré les envois faits à la
mistice, les troupes continuent
assez important. Les ports ont
a des raisons de penser que la
tuée à la frontière de la Tuni
été démilitarisée comme prévu
au Maroc que se manifestent a
allemandes. En dépit de certai
mis de penser qu'il existe un
gand et V

LES ILES WALLIS, TAITI, TOUAMOTOU ET MARQUIS

Se sont ralliées au général de Gau
Les îles Wallis produisent du co
en quantités appréciables. Les
Taïti exportent du coprah et du
cre. Leur population est de 10.000
bitants. Les îles Touamotou ont
population de 5.000 habitants rép
tis sur une superficie de 900 kilon
tres carrés. Les îles Marquises,
nombre de douze, occupent une
perficie de 1.274 kilomètres carrés
ont une population de 4.500 habitan

LA GUADELOU

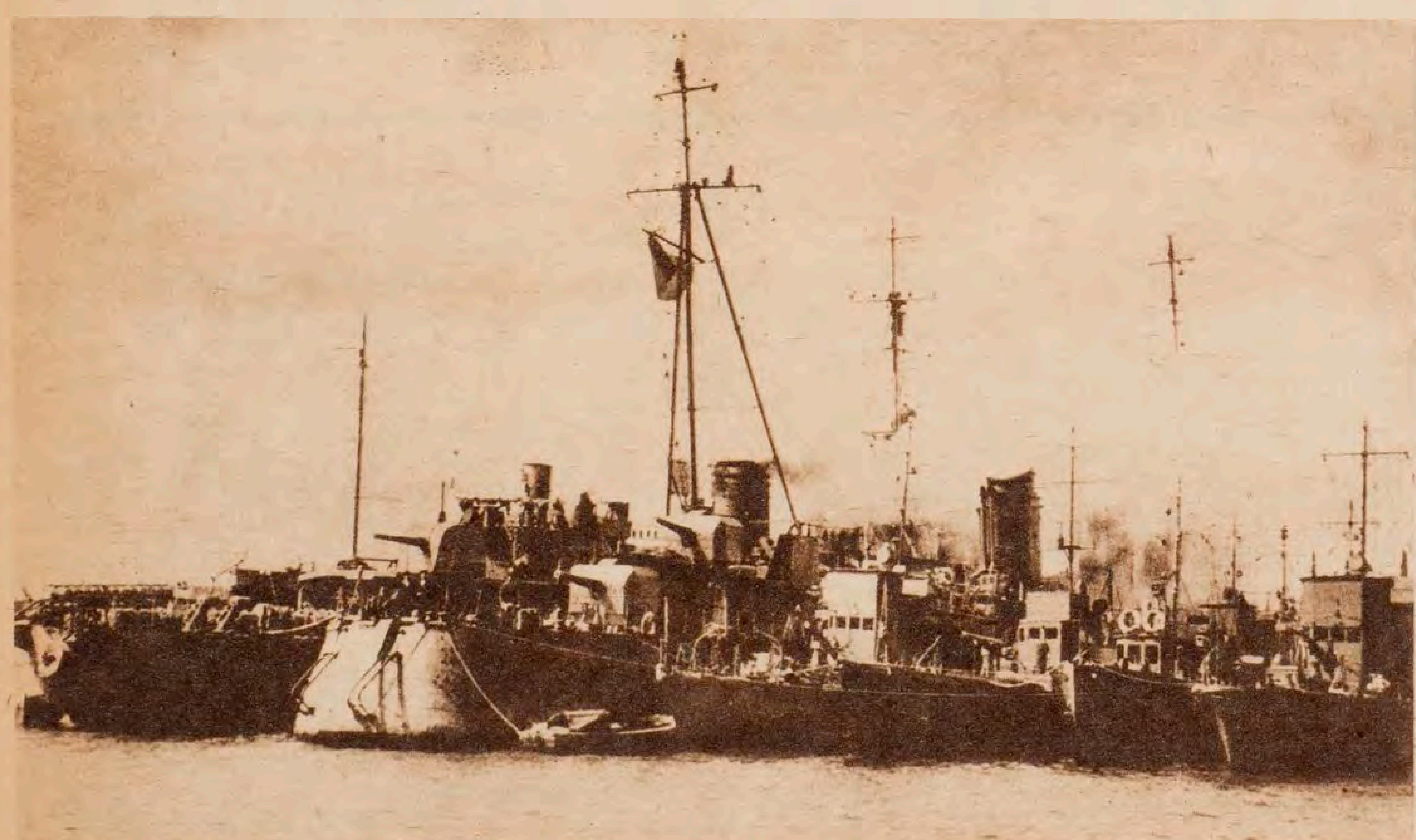
Soumise à l'autorité de Vichy, elle
1.900 kilomètres carrés et compte
170.000 habitants. Tout comme la Ma
se la défense américaine. Une part im
lation y est en faveur d'une occupatio

LA GUYAN

Dépend du gouvernement d
de 30.000 hommes répartis
lomètres carrés. Pas d'ar
gend

LA MA

Elle occupe une situation stratég
américain, et plus exactement d
re raison pour laquelle elle intére
ment à la mise en défense des île
partir une attaque contre le canal
gne à la Martinique serait un dange
a envisagé à un moment donné l'
semble avoir eu lieu. Il se pourra
à Vichy par les Américains. L'île
et dreadnoughts des Indes occiden
aux Etats-Unis qui s'emploient act
ses dans cette région. La populatio
million, est en majorité favorable
et les fonctionnaires sont soumis à
Fort de France se trouvent le croi
avions « Béarn » ainsi que soixan
l'armistice, allaient être transférés
français se trouve é



Dans un port anglais qui leur sert de base, quelques unités de la flotte française libre sont ancrées. La flotte française libre, placée sous le commandement du vice-amiral Le Muselier, comprend le sous-marin « Surcouf », le plus grand et le plus rapide du monde.



Tout comme elle a une armée de terre et une marine, la France Libre possèd
front d'Orient, a donné des preuves nombreuses de sa valeur et de sa comb
Muselier passant en revue les élèves-pilotes de la

…N EST L'EMPIRE FRANÇAIS ?

…U NORD

… composé de l'Algérie, pro…rats du Maroc et de Tuni… sous l'autorité directe du …galement le commandement … peuvent être évaluées à …gène figurant environ pour …stice, il y avait en Afrique …ions dont un certain nom…ent. On croit que quelques…oyés ces jours-ci en Syrie. …opole à la veille de l'ar… à disposer d'un matériel … conservé leur outillage. On … zone de 200 kilomètres si…ie et de la Libye n'a pas … à l'armistice. C'est surtout …ctuellement les infiltrations …nes apparences, il est per…ccord complet entre Wey…ichy.

L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Elle se compose du Sénégal, de la Mauritanie, du Soudan français, du Niger, de la Guinée française, de la Côte d'Ivoire et du Dahomey. Sa population est de 14.273.000 habitants. Sa capitale est la formidable forteresse atlantique de Dakar où eut lieu, le 12 septembre 1940, la tentative du général de Gaulle d'ajouter cette possession au reste de l'Empire français libre. Le mystère plane sur les forces dont le gouvernement de Vichy dispose en Afrique Occidentale. Il semble, cependant, qu'elles ne doivent pas être supérieures à 40.000 hommes. Un certain nombre d'unités navales sont également ancrées dans les eaux de Dakar. On a des raisons de croire que l'infiltration allemande dans cette partie de l'Empire est plus prononcée qu'ailleurs. Cet état de choses se complique du fait que les hauts fonctionnaires de la colonie, et notamment le gouverneur Boisson, semblent être des partisans résolus de la collaboration. Aussi les Etats-Unis surveillent-ils avec une attention particulière la situation à Dakar qui pourrait servir de base à une tentative aérienne allemande contre leur territoire.

L'AFRIQUE EQUATORIALE FRANÇAISE

Elle comprend le Gabon, le Moyen-Congo, l'Oubangui-Chari et le Tchad. Sa population est de 4 millions et demi d'habitants. Sa capitale est Brazzaville. Toute l'Afrique Equatoriale française est actuellement ralliée au général de Gaulle dont le représentant, pour cette partie de l'Empire français libre, est le général de Larminat. C'est le Tchad qui, le premier, en date du 28 août 1940, a effectué son ralliement. Le 30 août, le Cameroun, le Congo et l'Oubangui-Chari l'ont suivi dans sa décision. Le 2 septembre, ce fut au tour du Gabon à se rallier. L'Afrique Equatoriale française a un territoire dix fois plus grand que celui de la Grande-Bretagne. Elle exporte, en quantités appréciables, du zinc, du plomb et du pétrole. Le Gabon, à lui seul, produit 400.000 tonnes de bois de construction par an. L'Afrique Equatoriale française est gouvernée par M. Eboué.

LA SOMALIE FRANÇAISE

Territoire soumis à l'autorité de Vichy. La Somalie française avec son grand port de Djibouti, dont le loyalisme à Vichy avait, au moment de l'armistice, été dicté en grande partie par la présence des Italiens à ses frontières, doit aujourd'hui tenir compte du fait qu'elle est entourée de toutes parts par des territoires britanniques et qu'elle ne dispose que de moyens d'approvisoirement limités. Les forces armées qu'elle dispose ne dépassent pas 15.000 hommes dont les trois quarts environ sont des noirs.

SAINT-PIERRE

La colonie française de Saint-Pierre et Miquelon, évaluée à 5.000 âmes, est actuellement ralliée à la France Libre.

L'INDOCHINE

Après un essai de résistance dû au général Catroux, ce territoire s'est soumis à l'autorité de Vichy. L'armée chargée d'assurer sa défense est estimée à 80.000 hommes dont une grande partie sont des indigènes. Le matériel est ancien et peu considérable. Quant aux forces aériennes, les opinions varient à leur sujet. On croit, dans certains milieux, que c'est en Indochine que la plupart des avions de Syrie ont été envoyés au moment de l'arrivée de la commission italienne d'armistice à Beyrouth. Les forces navales de l'Indochine sont représentées par une flottille de petits navires d'un tonnage total non supérieur à 50.000 tonnes. Les concessions faites par l'Indochine au Thailand n'affectent pas sérieusement son intégrité territoriale, mais sont un précédent. Celles faites au Japon sont plus sérieuses. Le renforcement du Japon au Siam est, de même, un danger pour l'Indochine.

…ES

…lle. …ton … …a- …ha- …ine …ar- …nè- …au …su- … et …nts.

…PE

… a une superficie de … une population de …artinique, elle intéres…portante de la popu…on par les Etats-Unis.

LES NOUVELLES-HEBRIDES

Ralliées à la France Libre, elles sont constituées par un chapelet de trente-sept îles s'égrenant sur une longueur de 820 kilomètres et occupant une superficie de 14.000 kilomètres carrés. Elles comptent, au total, 60.000 habitants. Depuis 1887, les Nouvelles-Hébrides étaient un condominium anglo-français.

…E FRANÇAISE

…e Vichy. Elle a une population …sur un territoire de 87.000 ki…ée, mais de simples forces de …darmerie.

MADAGASCAR

Continue à dépendre du gouvernement de Vichy. C'est la plus grande île de l'océan Indien. Sa superficie, qui est de 592.000 kilomètres carrés, dépasse celle de la France. Madagascar possède dix millions d'hectares de forêts produisant principalement du caoutchouc. Le sous-sol est assez riche et contient de l'or, du plomb, de l'argent, du charbon. Madagascar exporte du bétail, du caoutchouc, du lin, des peaux, du rafia, de la vanille, de l'or. La population est, jusqu'ici, restée attachée au gouvernement de Vichy, mais des manifestations de sympathie à l'égard de la cause alliée se sont souvent produites. Les forces armées qui, au moment de l'armistice, se trouvaient dans l'île étaient de l'ordre de 50.000 à 60.000 hommes, dont un grand nombre d'indigènes. Le matériel, le matériel moderne surtout, fait généralement défaut. A 700 kilomètres de Madagascar se trouve l'île de la Réunion dont la population, de 173.000 habitants, est également soumise à Vichy. Les forces armées se trouvant dans l'île ne dépassent pas les 6.000 hommes. Les îles Comores, qui continuent elles aussi à dépendre de Vichy, ont une population de 47.000 habitants. Leurs forces armées sont constituées par une simple milice.

LES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DES INDES

Composés principalement des villes de Pondichéry, de Karical, de Yanaon, de Mahé, de Chandernagor et de leurs territoires. La superficie totale de ces établissements est de 509 kilomètres carrés et sa population de 277.000 habitants. Les Indes françaises ont été parmi les premières à se rallier au mouvement de Gaulle. Le gouvernement est de M. de Bonvin, une belle figure coloniale française.

LA NOUVELLE-CALEDONIE ET LES ILES LOYALTY

La Nouvelle-Calédonie proprement dite a une population de 57.000 habitants. Ralliée à la France Libre, de même que les îles Loyalty, sa capitale est Nouméa qui est également le grand port de l'île. La Nouvelle-Calédonie compte 2.000 kilomètres de routes. Elle est reliée par des lignes régulières aux Nouvelles-Hébrides et par un câble sous-marin au Queensland australien. Le sous-sol de l'île est des plus riches. Il produit annuellement 300.000 tonnes de minerai de nickel et 100.000 tonnes de minerai de fer. Les îles Loyalty, ou Loyauté, se composent de trois terres, Ouvéa, Lifou et Maré, d'une superficie totale de 450 kilomètres carrés.

…ARTINIQUE

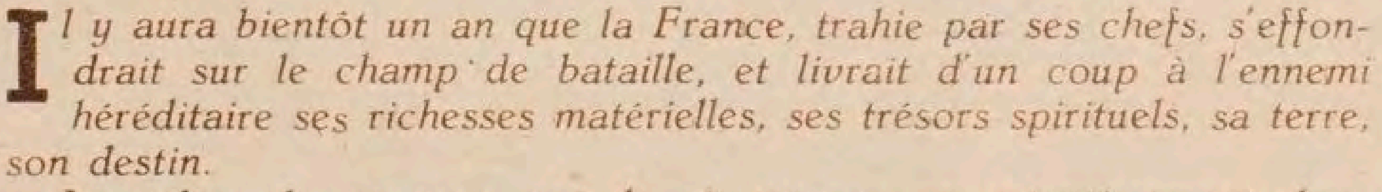
…ue de premier ordre dans l'hémisphère …a mer des Caraïbes. C'est là la premiè… les Etats-Unis qui travaillent actuelle…es Caraïbes d'où pourrait éventuellement … de Panama. Une installation de l'Allema…er pour la sécurité américaine. Washington …occupation de l'île. Un « arrangement » …t qu'un jour la Martinique soit achetée … possède le meilleur port pour destroyers …ntales, ce qui serait d'une grande utilité …tuellement à la création de nouvelles ba…ion de la Martinique, qui est d'un demi… à l'occupation américaine. Les militaires …à Pétain, mais haïssent les Allemands. A …iseur léger « Emile Bertin » et le porte…nte avions américains qui, au moment de … en France. Une partie importante de l'o… également à la Martinique.



…ède une aviation qui, principalement sur le …bativité. Voici, à Londres, le vice-amiral Le … la France Libre.

VOICI TANTOT UN AN…

Il y aura bientôt un an que la France, trahie par ses chefs, s'effondrait sur le champ de bataille, et livrait d'un coup à l'ennemi héréditaire ses richesses matérielles, ses trésors spirituels, sa terre, son destin.



Au milieu du vacarme qui devait trouver un retentissement douloureux dans les cœurs les plus endurcis, une voix française partait de Londres, et son immense trajectoire secouait notre désespoir, galvanisait des énergies qu'on croyait mortes, faisait tressaillir l'univers entier.

A la radio de Londres, le soir du mardi 18 juin 1940, l'appel viril du général de Gaulle s'élevait sur les ruines fumantes de la France en agonie, pour dénoncer la carence des chefs, pour rappeler que nous avions derrière nous un vaste empire, une alliée loyale et forte, un pays comme les Etats-Unis dont la formidable et inépuisable industrie était un gage assuré de revanche et de redressement.

L'allocution se terminait par ces mots :

« Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas. »

* * *

A l'appel de ce chef, il y a eu comme une résurrection.

Dans tous les coins, même les plus reculés, des Français électrisés se levaient comme un seul homme.

Pendant ce temps, le général de Gaulle se faisait reconnaître comme le chef de tous les Français libres par le gouvernement britannique.

Les lettres échangées entre le général et M. Winston Churchill le 7 août 1940 et le mémorandum y annexé rétablissaient l'arche d'alliance sur son plan.

Parallèlement, des comités nationaux s'érigeaient sur tous les points où les Français avaient encore le droit de parler.

Des colonies telles que les Nouvelles-Hébrides, le Tchad, le Cameroun, l'Oubangui, le Congo, les Indes françaises, la Nouvelle-Calédonie, les établissements du Pacifique, le Tahiti, etc., etc., faisaient connaître leur détermination de s'insurger contre l'armistice et de poursuivre la guerre jusqu'à l'extermination des Allemands.

Des unités combattantes étaient constituées.

A peine formées, elles ont pris part aux actions les plus rudes et, tant en Libye qu'en Erythrée, tant à Kub-Kub qu'à Keren, elles se sont couvertes de gloire.

Pour soutenir l'action par la parole et pour garder le contact intellectuel, le général de Gaulle a, en outre, créé un quotidien : « France », et une revue mensuelle : « France Libre ».

Il a prouvé que, par la plume comme par l'épée, la France conservait, malgré les calomnies et la trahison, une force de redressement, une vitalité et un instinct contre lesquels rien jamais ne prévaudra.

* * *

Comme aboutissement à l'année qui n'est pas encore achevée, voici que les forces françaises acculées soit à enregistrer encore une nouvelle trahison, soit à la museler, viennent d'entrer en Syrie où elles se comportent valeureusement et où tout permet d'espérer que leur présence, leur élan, leur courage tiendront en échec les forces ennemies et prépareront les prochaines réactions.

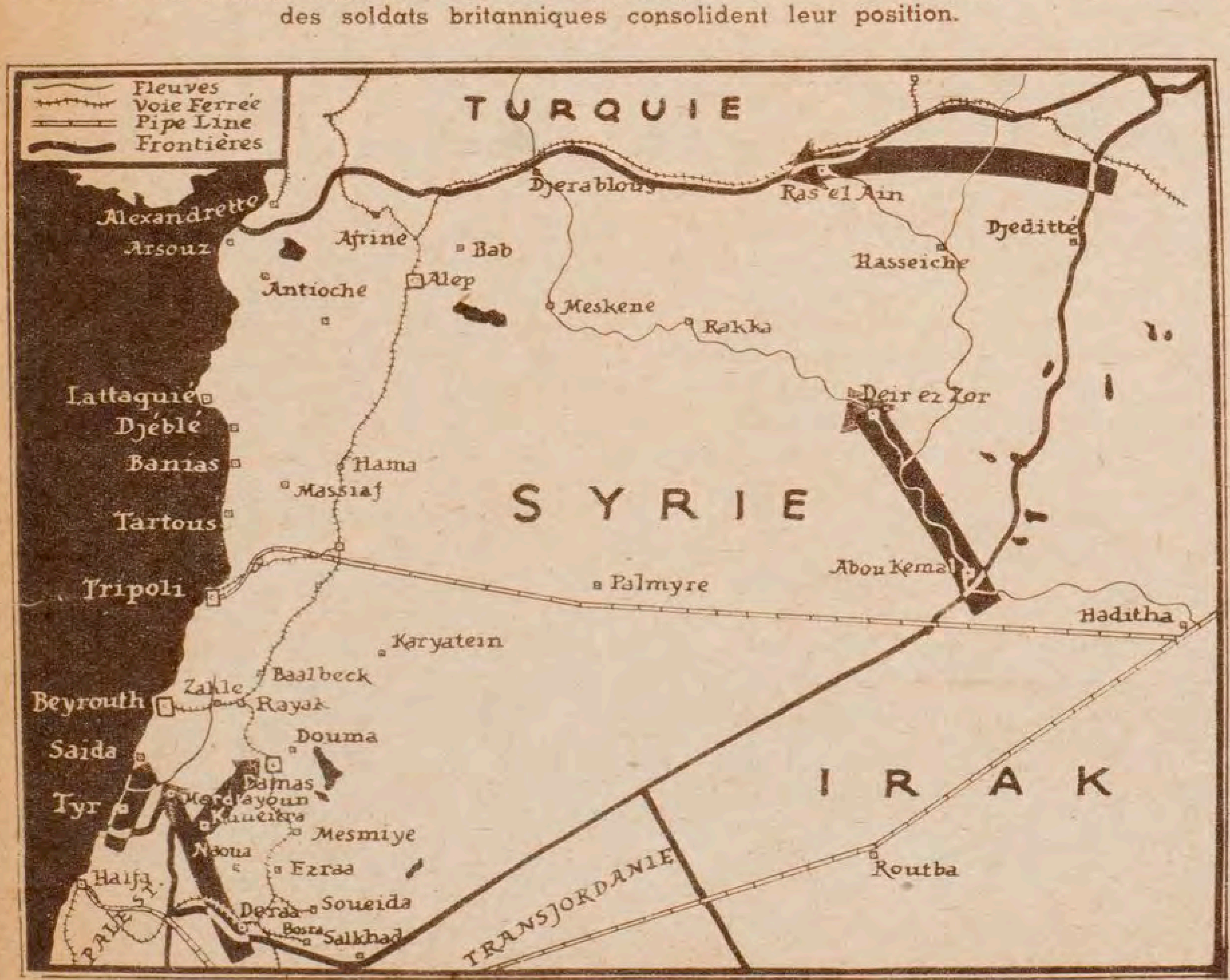
Ce tour d'horizon bref et forcément incomplet représente le bilan trop succinct d'une action morale, matérielle, intellectuelle qui n'en est encore qu'à ses débuts.

DIOMEDE

ILS CHASSENT LES ALLEMANDS DE SYRIE

L'opération entreprise par les forces britanniques commandées par le général Wilson et par les forces françaises libres commandées par le général Catroux en vue de mettre fin à l'infiltration allemande en Syrie et d'éliminer le personnel ennemi qui était parvenu à y prendre pied a, jusqu'ici, magnifiquement réussi. Si les forces anglo-françaises rencontrent, dans leur avance, une résistance en certains points, leur apparition, en beaucoup d'autres, provoque le ralliement à la France Libre des troupes chargées de les combattre. Quant aux populations, c'est avec une sympathie non déguisée qu'elles accueillent l'arrivée des troupes alliées. C'est le 8 juin à 2 heures du matin que les forces anglo-françaises ont traversé la frontière. Leur entrée en territoire syrien a été précédée de déclarations proclamant l'indépendance des Etats sous-mandat. Voici, au cours des toutes premières opérations, un détachement de soldats australiens escaladant les hauteurs qui dominent la frontière entre le Liban et la Palestine.

Parvenus au sommet d'une hauteur d'où ils commandent un des secteurs de la frontière, des soldats britanniques consolident leur position.



Carte de la Syrie et du Liban indiquant la direction des diverses avances anglo-françaises.



Un repos bien gagné après une montée qui s'est avérée rude. Mais ce n'est point, cependant, un repos complet et un guetteur veille, l'arme au pied.

ORGANISATION DE LA MISERE D'APRES LE SYSTEME NAZI

Autrefois, lorsque le vainqueur entrait dans le pays dont il avait vaincu les armées, le pillage était de règle. Puis nous avons eu une période de civilisation policée où ces mœurs disparurent plus ou moins et où, en plus des inévitables réquisitions, le vainqueur exigeait une indemnité de guerre en or ou en titres et devises ayant une contre-valeur or. Comment s'y prennent les Allemands en 1941 ? Voilà ce que nous allons essayer d'établir à travers les nombreux reportages de la presse américaine.

Connaissant leur virtuosité à jouer de la monnaie pour arriver aux buts les plus divers en guerre comme en paix, il est assez naturel de se demander d'abord comment les Allemands l'ont, en France, exercée à leur propre profit. Ce sera d'autant plus intéressant que la monnaie est l'une des faces de la politique économique qui touche le plus intimement le particulier.

De moins subtiles esprits se seraient contentés de rendre obligatoire la circulation du mark en France, de lui donner, pour parler en termes précis, pouvoir libératoire. Il y avait mieux à faire, et ce fut fait.

En France, il existe maintenant une autre monnaie que le franc ayant pouvoir libératoire, mais ce n'est pas le mark du Reich, c'est un mark spécial que l'on pourrait appeler « mark d'occupation ». Certes, nous avions connu déjà des marks spéciaux aux beaux temps de la paix comme le mark touristique qui constituait un précieux avantage pour les villégiateurs en Forêt-Noire et sur les bords du Rhin. Il leur était vendu meilleur marché que le mark ordinaire, mais une fois entré dans la circulation fiduciaire, il devenait l'égal de ce dernier. Le mark « d'occupation », lui, est valable uniquement en France occupée où il est émis en nombre illimité. Il ne coûte aux Allemands que le prix du papier et de l'impression. Et le papier n'a rien d'un filigrane cher, il est raide et cassant. Quant à l'impression en deux tons marron, elle est des plus aisées. Des presses ambulantes opèrent dans les principales villes, livrant par millions de petites coupures. Et ce mark « d'occupation », les commerçants et les hôteliers ont été informés par des affiches apposées sur tous les murs et par des radio-diffusions renouvelées qu'ils devaient l'accepter à raison d'un mark pour vingt francs.

D'après le témoignage d'un neutre dont les lettres ont paru dans le « New York Herald Tribune », il résulte que les Allemands s'assurent déjà contre toute tentative de leur verser plus ou moins en marks « d'occupation » l'indemnité qu'ils réclameront à la fin de la guerre.

Voici le récit de sa propre mésaventure qui, déclare-t-il, n'est qu'un cas parmi des dizaines de milliers :

« *Ma femme et moi, nous avions des obligations de chemin de fer dont les coupons étaient payables le 1er août. En nous rendant à la banque, nous apprimes, sans avertissement préalable, que nous ne pouvions plus avoir accès à notre coffre de dépôt qu'en présence d'un contrôleur financier. Trois semaines plus tard, nous fûmes avisés d'avoir à nous présenter dans le sous-sol le lendemain matin avec nos clés.*

« *Collé sur la porte de mon coffre, il y avait un certificat signé et scellé par la légation de mon pays, qui, bien que petit, a une héroïque histoire et qui n'est pas en guerre avec l'Allemagne. Le certificat déclarait, en allemand et en français, que le contenu du coffre était la propriété d'un citoyen d'une nation non belligérante, temporairement domicilié en France pour les besoins de son commerce. Cette information ne fit pas hésiter une seconde notre contrôleur.*

« *De mon coffre, l'Allemand enleva tout ce qui pouvait se vendre en monnaie étrangère : des actions de la Royal Dutch, des Mines d'or du Transvaal, de la General Motors et de la General Electric. Un bijoutier qui pesa et estima les pierres et l'or et le platine des bijoux de ma femme accompagnait le contrôleur. Tout cela fut remis à la garde de la direction de la banque jusqu'au jour où le Reich en réclamera la livraison. La séance finie et tous les coffres vidés, l'examinateur fit un discours : « Ce qui se passe ici aujourd'hui, dit le représentant du Reich, se passe dans toutes les institutions bancaires et de dépôt de la France occupée. En voici la raison. L'Allemagne, à présent, administre la France sur la base d'un armistice. En fin de compte, on réglera les conditions de paix. Parmi ces conditions, il y en aura certainement une exigeant du vaincu le payement au vainqueur d'une indemnité en espèces. Après la guerre de 1914-18, il y a eu des retards et des réclamations quant au montant et à l'encaissement de l'indemnité. Les Alliés s'aperçurent qu'on ne pouvait faire payer les Allemands. A la fin de cette guerre, nous n'entendons pas être gênés par des retards, des atermoiements ou la disparition des biens. Le contenu des coffres et le montant des dépôts dans les banques en devises étrangères sont inventoriés. Nous aurons une notion assez claire du capital liquide de ce pays. Il sera en sécurité dans nos mains avant que nous commencions à discuter les conditions de paix. Ce montant total sera le premier payement comptant de l'indemnité de guerre que nous demanderons à la France.* »

Voyons maintenant les Allemands à l'œuvre au jour le jour en attendant d'encaisser l'indemnité. Commençons par Paris. A en croire M. Georges Slocombe, le célèbre journaliste anglais :

« *Tous les membres de l'armée d'occupation reçoivent une prime spéciale de 100 marks, correspondant donc à 2.000 francs. Nanti de cette gratification, le soldat allemand va faire des achats dans les quartiers fréquentés en temps de paix exclusivement par les Parisiens riches. Il achète des parfums, des bas de soie, du savon, des bijoux, de la lingerie, des souliers de femme, et aussi du champagne et des pâtés de foie gras et d'autres articles d'habillement ou d'alimentation depuis longtemps inconnus dans l'Allemagne nazie. Le champagne, il le consomme lui-même. Jamais dans l'histoire de France, même pendant l'occupation alliée qui suivit la chute de Napoléon après Waterloo, il n'a coulé en France tant de champagne dans des gosiers étrangers. Les autres acquisitions sont envoyées à sa famille en Allemagne.* »

A Lyon, d'après M. P.J. Philip, ce fut d'une déconcertante rapidité. Pendant les vingt-huit jours qu'ils y restèrent (avant que fût fixée la délimitation entre les deux zones : occupée et non occupée), ils en ont fait partir 140 trains chargés de soieries, de machines, de produits alimentaires et même de « bleus » de plans d'usine et de formules de procédés de fabrication.

A propos de Paris, M. Philip ajoute ce détail pittoresque dans le « New York Times ».

« *Dans un but mystérieux, ils ont enlevé six des beaux lampadaires en bronze et une partie de la balustrade de marbre de la place de la Concorde.* »

Les braves boutiquiers ne se rendirent pas tout de suite compte de ce qui se passait. Ils faisaient des affaires d'or... en papier, et ils ne perdirent leurs illusions que lorsqu'ils commencèrent à vouloir reconstituer leurs stocks quasi évanouis.

Maintenant, non seulement les boutiquiers, mais tout le peuple se rend compte que la France va vers un dépouillement quasi total.

Naturellement, les Juifs viennent en première ligne. A eux comme aux Britanniques, Polonais, Belges, Norvégiens, on ne prend même pas la peine de donner en échange la consolation d'un bon de réquisition ou d'une liasse de « marks d'occupation ».

C'est ainsi que les collections des grands marchands de tableaux juifs de Paris ont été confisquées et envoyées en Amérique. La flotte britannique a arrêté au passage un grand nombre d'œuvres de Renoir, Picasso, Van Gogh, Manet et autres célébrités modernes.

Mais on n'emporte pas que les tableaux, on enlève aussi les meubles. L'auteur des lettres publiées par le « New York Herald Tribune » déclare avoir vu, un jour, deux voitures de déménagement devant l'hôtel particulier du baron Robert de Rothschild, le fameux palais qui fait le coin de la place de la Concorde et de la rue Saint-Florentin.

Des hommes en uniforme gris, « comme un essaim d'abeilles », étaient en train d'emballer les collections sans prix. « Qu'est-ce qui se passe ? » demanda-t-il. « Nous déménageons cette baraque parce que nous avons besoin de la place pour y faire dormir des soldats », lui fut-il répondu. Sur les flancs des voitures de déménagement, il y avait écrit : Brême.

Oui. Maintenant, il n'est pas jusqu'aux paysans qui ne se méfient. Un Français, dont les lettres viennent d'être publiées en traduction aux Etats-Unis par les soins d'Elizabeth Morrow, a relaté :

« *Nous avons toujours reconnu que la fortune essentielle de la France gît dans ses riches terres cultivables. Mais à présent, et dans un sens tout différent, son sol s'enrichit encore. Toutes sortes de gens, pris de terreur panique... ou de propos délibéré, enfouissent leur trésor dans leur verger ou bien n'importe où, au long d'une grande route. C'est un véritable mouvement en masse, et il n'y a pas moyen de chiffrer la valeur de tout ce qui est ainsi caché. L'argenterie de famille, les bijoux, les pierres précieuses, les lingots et les pièces d'or, les titres étrangers sont enfouis à la hâte dans des trous, dans le creux d'un arbre ou encore dans un coin de la cave ou à la fin de la septième rangée de vignes.*

« *Les Allemands font la chasse au trésor. Ils cherchent les endroits où le sol a été remué, et y jettent de l'eau. Là où le sol se tasse, où il se forme une dépression, ils creusent.* »

Mais quelles sont les répercussions dans l'Empire colonial français du bouleversement monétaire qui s'opère dans la métropole ? Nous empruntons, cette fois, l'exposé qu'on va lire à un illustré anglais, *The Sphere*.

« *Les fonctionnaires français dans leurs colonies reçoivent toujours leur traitement comme auparavant, la France de Vichy ayant encore des fonds à sa disposition dans les différentes banques des colonies. Cependant, la devise en laquelle le colonial est payé n'a qu'une valeur relative dans la colonie où il se trouve et elle est pour ainsi dire sans valeur au dehors. Il est donc encore susceptible de vivre sur le même pied, pourvu qu'il se serve de son argent pour payer des articles produits dans la colonie. Mais s'il a besoin de quelque chose du dehors, il est hors d'état de l'acquérir. Ceci est mis en lumière par le fait qu'en dépit de ce que le franc ne soit pas coté à Londres, le dernier cours connu à New-York correspondait à 475 francs pour la livre au lieu de 178. La position est cependant légèrement différente en Indochine, parce que le gouvernement américain permet que le franc y soit relié au dollar, ce qui en relève la valeur. Si les coloniaux français se joignaient aux Alliés, ils auraient l'avantage de ce que le gouvernement britannique relierait alors leur franc à la livre sterling, ce qui leur assurerait un cours de 178 francs la livre et les mettrait à même de commercer avec l'étranger, chose impossible pour eux à l'heure actuelle.* »

LE PEUPLE DE FRANCE HOSTILE A LA «COLLABORATION»

Dès le lendemain de l'armistice, des protestations indignées contre le déshonneur, contre « la déchéance où les gouvernants, les chefs militaires ont entraîné la victoire de ceux de 1918 » affluaient au Quartier Général des Forces Françaises Libres et à la B.B.C. à Londres. Nous empruntons à « La France Libre » quelques-unes des lettres adressées par des Français résidant dans les deux zones.

De Saône-et-Loire, un homme du peuple envoyait cette naïve et pathétique protestation :

« *Ce n'est pas sans peine que je viens confier nos misères au peuple britannique. Depuis un mois, que de choses se sont passées en France ! Asservis par l'Allemagne nazie nous n'avons plus le droit de dire ni d'agir selon nos désirs, parce que nous sommes menacés de Gestapo. La vie devient indigne en notre pays. Et nos chefs où nous ont-ils conduits ? Sans un mot, sans un regard pour le peuple qui souffre ! Ils nous ont livrés à l'ennemi. Et que de larmes amères j'ai versées en écoutant la radio française accuser le peuple anglais d'ennemi héréditaire ! Mais à tous ces malheurs qui s'abattent sur nous un rayon d'espérance jaillit d'un autre coin du monde. Les valeureux soldats alliés, avec la collaboration du général de Gaulle, que tout Français reconnaît comme seul et vrai chef de la France libre, versent vaillamment leur sang pour reconstituer la liberté des peuples. Dieu lui-même jugera de cet acte de bravoure.* » (*30 juillet.*)

Le drapeau à la croix gammée et certains mots remâchés avec amertume, symboles de servitude, agissent puissamment sur les imaginations :

« *Qu'est devenue notre chère liberté tant prisée des Français ? Nous sommes en zone libre, mais si près d'eux, songez, deux kilomètres à peine. Ce joug dont nous entendions parler par les journaux, nous le subissons aujourd'hui. Le joug allemand — ce mot résonne lugubrement autour de nous ; et nous qui étions si fiers de cette liberté. Il faut aujourd'hui voir dans notre petit village, dans notre Berry, voir ce drapeau flotter orgueilleusement au vent, la croix gammée que nous ne connaissions que par les livres. Ne viendra-t-il pas un jour où nous verrons le vôtre, le drapeau allié, flotter dans notre Berry ? Comme vos chers soldats seront bien accueillis ce jour-là, très prochain, espérons-le, quelle fête ne leur réservons-nous pas ! Mais en attendant il faut essayer de digérer en silence sa haine contre cette horde de sauvages, qui vous regarde de toute sa grandeur. Songez que dans mon petit pays de 500 et quelques habitants il y a 350 Boches ; s'ils savaient, lorsque je passe leur ligne de démarcation, toutes les imprécations que je leur lance en guise de bonjour, je ne reviendrais certainement pas vivante chez moi.* » (*Cher, 16 novembre.*)

L'évolution des esprits a été moins rapide dans la zone dite libre. Mais que les retardataires visitent le territoire occupé et ils ont vite fait de juger la duperie de la collaboration. Une « jeune basquaise » décrit cette évolution :

« *Quant aux étudiantes de la zone libre venues à Bordeaux pour continuer leurs études, il est curieux de voir leurs opinions à leur arrivée et quelques jours plus tard. Si elles tolèrent l'état de choses actuel et paraissent soumises à une collaboration qu'elles croient équitable au début, elles se rendent bien vite compte combien la botte allemande est lourde et combien elle oppresse. Alors, tout naturellement, elles se tournent vers l'Angleterre même si elles étaient jusque-là à fond anti-anglaises.* » (*29 novembre.*)



Dans un camp de prisonniers français, quelque part en Allemagne, des Sénégalais pèlent des pommes de terre. Ils ont l'air las, abattus, et c'est d'un geste machinal qu'ils s'acquittent de la corvée qui leur est imposée. Bien souvent, dans le passé, il leur est arrivé de peler des pommes de

2 MILLIONS DE PRISONNIERS

VIVENT DERRIÈRE LES BARBELÉS EN ALLEMAGNE

Un prisonnier de guerre français, libéré après 185 jours de captivité en Allemagne, a donné à « Sept Jours » — hebdomadaire publié en France non occupée — un récit du camp où il était détenu. Cette relation est faite dans un esprit de « collaboration », sans quoi la censure de Vichy n'en aurait pas autorisé la publication. Mais malgré les réticences de l'auteur, il apparaît que les Allemands traitent avec dureté les prisonniers français.

Les photos que nous empruntons à « L'Illustré » suisse ont, elles aussi, passé par la censure allemande et ne sauraient donner une idée suffisante des conditions dans lesquelles vivent les deux millions de prisonniers de guerre français.



L'heure de la promenade. On se croirait, à première vue, dans la cour de quelque caserne là-bas, au beau pays de France. Mais quand on y regarde de bien, on s'aperçoit que les hommes ont le visage sombre et qu'ils ont perdu l'habitude de sourire. Le sol qu'ils foulent n'est pas le leur.

Après un long voyage à travers l'Allemagne et une rapide traversée de la Suisse, j'ai retrouvé les miens. Là-bas, au Stalag II A, à Neunbrandenburg, leur image occupait mon esprit en permanence ; ici, évoluant dans un monde nouveau à plusieurs titres, je pense avec la même obsession aux camarades qui, eux, restent prisonniers. 185 jours de captivité. Les camps se trouvent, bien entendu, en des lieux très différents. Les gardiens aussi sont d'humeur variable. Des petits groupes — le régime des clans est général, forcé — sont évidemment de composition variée. L'état d'esprit, la plaie de l'insomnie, les tortures de l'attente sont pourtant pareils chez tous les prisonniers. En vous parlant de mes camarades, de notre camp, je vais tenter de vous parler des camps en général.

L'INSTALLATION

150 à 200 hommes par baraque ; 40 hommes par travée ; des lits à trois étages. De la paille et trois couvertures pour chacun. Un lavabo bien installé, une buanderie avec possibilité de faire bouillir du linge où l'on fait cuire quand on peut des pommes de terre que l'on a. Un gardien est affecté à chaque baraque. Nos gardiens, surtout au début, ont été recrutés parmi les anciens prisonniers de l'autre guerre. Ils connaissaient mieux la mentalité et les besoins des prisonniers — nos ruses aussi — que ceux des jeunes classes.

Dans le camp où je me trouvais, le règlement est affiché à l'entrée de chaque baraque. Le voici : discipline, propreté, droit à la correspondance ; défense de quitter la baraque après 20 heures, les sentinelles ont droit de tirer sans avertissement ; défense de s'approcher des femmes et des jeunes filles allemandes sous peine de prison.

Pour les prisonniers qui restent au Stalag (Stammlager), cela veut dire que les barbelés nous séparent de tout ce à quoi nous sommes attachés. Ces trois rangées de fils de fer sont toujours au premier plan du paysage que nous voyons dans la journée ; les projecteurs du mirador les fouillent avec insistance, la nuit, et les font encore surgir devant nos yeux.

Sur les dizaines de milliers de prisonniers immatriculés à un Stalag, la grosse majorité est répartie dans les fermes et les usines de la région ; ils couchent aussi, le plus souvent, isolés et enfermés pour la nuit, à proximité de leur lieu de travail. Quelques milliers travaillent aux alentours immédiats du camp et retournent chaque soir dans leurs baraques. L'effectif assez important de chaque camp, une dizaine de mille, est composé de ces derniers et d'une masse flottante de prisonniers momentané-



terre. Mais ils étaient libres et il n'y avait pas ces barbelés autour d'eux

ment inemployés, des malades, des affectés spéciaux (Kommandantur, poste, cuisines, habillement, ateliers de menuiserie, coiffeurs), des légionnaires et de la compagnie disciplinaire (évadés repris, hommes punis pour vol, refus de travail).

LA VIE COMMENCE...

Le matin, c'est d'abord la travée de jour qui s'agite. Les « hommes de jus » s'habillent rapidement ; ils se dégagent de leurs couvertures, mettent des chaussures et rajustent leur calot.

L'adjudant-chef qui couche au-dessus de moi a reçu hier un colis. Il a des gauloises, des cigarettes « cousues » comme nous les appelons par rapport aux cigarettes roulées à la main. Il en allume une et laisse charitablement tomber son bras afin que je puisse tirer une bouffée. La journée commence bien.

Au moment où l'on distribue le jus et où les hommes vont se laver, on voit parfois dans un coin quelques prisonniers agenouillés, priant avec ferveur et recevant des mains d'un autre prisonnier, un prêtre, la communion.

La vie dans la baraque signifie, à la fois, promiscuité et isolement. Nous avons vu de nombreux prêtres se dépenser pour relever le moral, maintenir une concorde parmi les hommes d'origine et de milieux si différents, tous également irrités, quelquefois exaspérés.

Le gardien arrive vers six heures et demie, fait sortir les paresseux du lit, passe une revue de détail rigoureuse.

La radio-bobards commence à fonctionner dès 9 heures le matin : une nouvelle catégorie de prisonniers doit être libérée à telle date. La paix a été signée ou sera signée tel jour. On s'aborde chez le coiffeur, aux corvées de nettoyage, avec l'habituel :

— C'est du peu, mon vieux !

— Tu paries ?

— Oh, Paul, tu as gros le cœur ?

La réponse est invariablement :

— Comme une pantoufle.

— Mais, cette fois-ci, c'est sérieux. C'est le Chef, secrétaire du capitaine allemand qui a vu le dossier. Puis, tu connais le petit brigadier de St-Denis ?... Il travaille chez un gros propriétaire, un comte. C'est son patron qui a affirmé que la Kommandantur les avait prévenus d'accélérer les travaux, car, à partir du 1er novembre, ils ne pourront plus compter sur la main-d'œuvre des prisonniers.

Autant de « bobards » démentis le lendemain, qui meublent notre vie !

Les Allemands demandent assez fréquemment des situations d'effectif selon les professions, grades, régions.

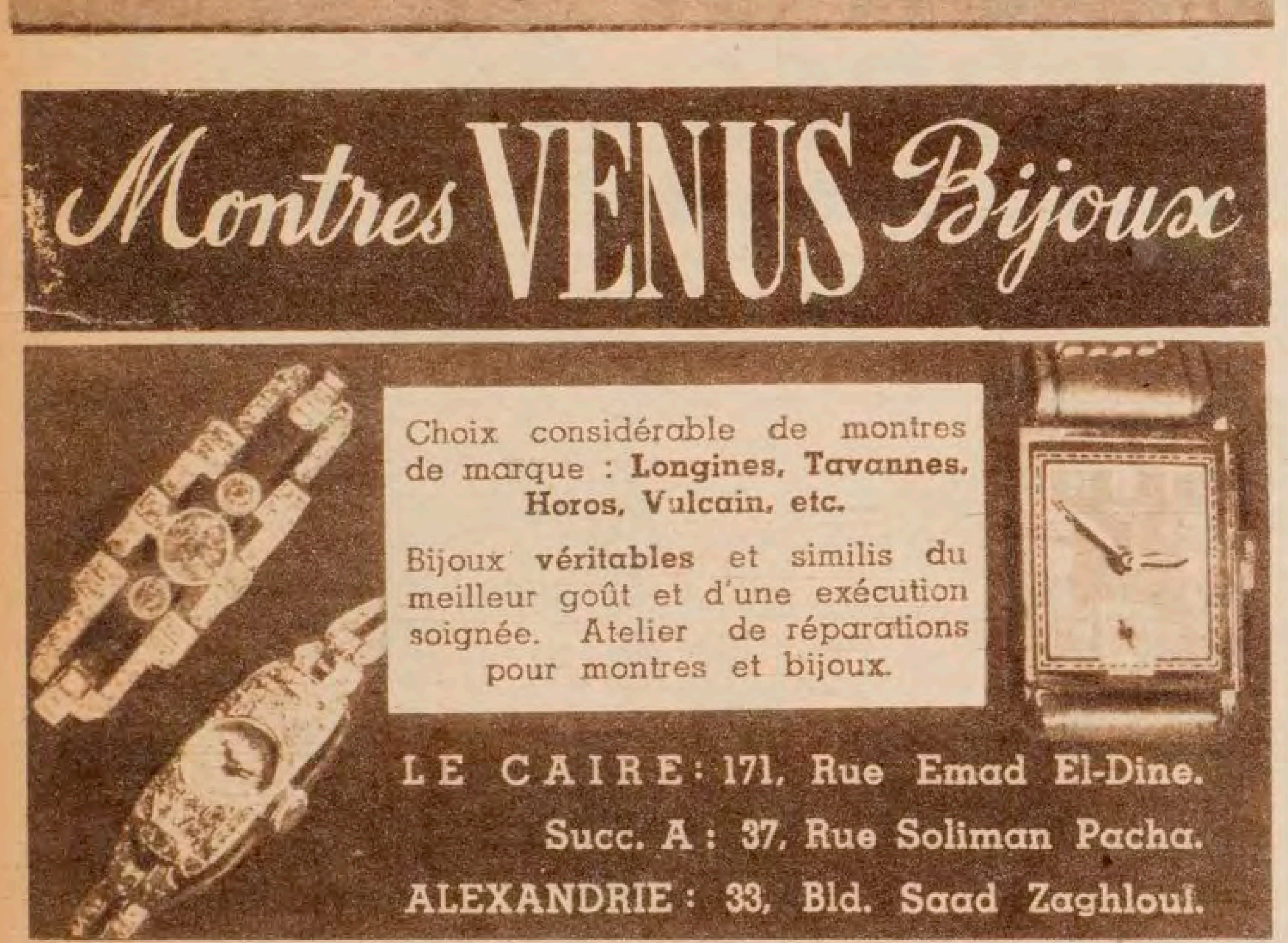
LE COLIS : UN MESSAGE

Vers dix heures, l'arrivée du chef de baraque — habituellement un gradé sachant l'allemand — donne un autre cours à la conversation. Il annonce les numéros « gagnants » de la journée, ceux qui ont été affichés sur la liste des colis. Ces numéros sont criés, répétés, repris en chœur à travers la baraque. Chacun connaît les numéros des copains mieux que les noms. Des hommes de quarante ans manifestent leur joie chaque fois, à l'énoncé de leur numéro de prisonnier, d'une façon aussi bruyante et ingénue qu'un enfant recevant un jouet longtemps désiré. Le monde et les conditions dans lesquelles vivent les prisonniers sont tellement différents de notre ambiance coutumière qu'on finit par douter de la réalité même de la vie civile, des êtres et des horizons de la France. Le colis est plus qu'un réconfort matériel, plus qu'un message ; une partie même de cette réalité, qui risque de s'évanouir, force à y penser.

Le colis c'est toute une histoire sans paroles sur laquelle brode l'imagination des prisonniers. On examine le timbre, on étudie l'écriture ; en touchant le moindre objet, on devine la sollicitude, les idées généreuses d'un être cher. L'attention s'accroche au moindre

(Voir la suite en page 24)





L'ÉCRAN DE LA SEMAINE

Choc Staline-Hitler ?

La grande presse lui donne la vedette et elle entrevoit déjà un choc Hitler-Staline. Il vaut mieux plutôt envisager le drame sous l'angle de l'intimidation.

Staline a trop renforcé son redoutable voisin et il paye aujourd'hui les conséquences de cette politique à courte vue, comme tant d'autres pays d'ailleurs. Au lieu de s'unir dans un effort d'ensemble qui aurait abattu le nazisme, chacun a cru l'amadouer par une politique isolée de concessions. Le Führer a exploité les concessions à son avantage et n'en a pas moins frappé durement les pays qui l'ont servi quand il l'a estimé utile pour ses intérêts.

Mais on aurait tout de même cru que la puissante Soviétie y échapperait ; on s'aperçoit qu'il n'en est rien.

Il y a presque deux ans, le dictateur rouge avait le choix : ou bien signer avec l'Angleterre et la France un pacte tripartite et qui aurait évité au monde les horreurs de la guerre, car Hitler — disciple de Bismarck — ne se serait jamais battu en même temps sur le front français et le front russe.

Ou bien demeurer neutre, et cette simple neutralité aurait été une menace assez inquiétante pour faire réfléchir Hitler.

Ou bien signer un pacte avec Hitler et déchaîner la guerre, pour en tirer le maximum de profits.

L'homme du Kremlin préféra le pacte avec Hitler et ce fut la guerre.

Au début, tout le monde admira le machiavélisme du bolchevique. Rassuré du côté de l'Allemagne, il ne se contenta pas de sa large part du gâteau polonais, mais attaqua la Finlande, puis annexa les pays baltes et enfin la Bessarabie roumaine. Il semblait être le grand gagnant de cette guerre.

Mais la fragilité de cette politique se révèle aujourd'hui. Hitler a laissé Staline faire parce qu'il voulait finir du front français. Mais maintenant que, sur le continent, il n'a plus d'adversaires, il se tourne du côté des Soviets. Et Staline, apeuré, s'aperçoit que devant lui se dresse un maître impérieux, décidé à lui dicter sa volonté, un maître dont lui-même a naïvement décuplé la force et dont les exigences s'affirment insatiables : le blé de l'Ukraine et le pétrole de Bakou. Et pour montrer qu'il ne plaisante pas, Hitler appuie ses revendications par la concentration de cent divisions à la frontière russe.

Cette fois-ci, les nouvelles ont un fondement, car les Allemands eux-mêmes ont révélé qu'ils avaient des troupes, de la Baltique à la mer Noire. Mais ce qui trouble les observateurs européens, c'est qu'ils ont trop claironné leurs concentrations de forces, alors qu'en général ils les gardent secrètes, pour attaquer sans préavis, au moment où la vigilance de l'adversaire serait endormie.

C'est donc — on le suppose du moins — qu'ils sont convaincus que la menace suffira, que Staline est incapable de résister, qu'il devra céder.

Il faut croire que Hitler a de bonnes raisons pour ne pas envisager une résistance des Soviets et s'attendre à une capitulation, autrement il n'aurait pas rendu la crise publique, avec tout son amour-propre et son prestige dans la balance.

Mais dans quelle impasse l'imprévoyance de Staline ne vient-elle pas de le jeter ! S'il dit non, c'est probablement la guerre dont il ne veut pas, pour ne pas exposer le régime bolchevique à une contre-révolution militaire.

S'il dit oui, toute sa puissance morale est ruinée et il doit soumettre la Russie au plus dur des régimes économiques, afin de fournir à l'Allemagne ce qu'elle réclame.

Du Caire à Bagdad

Les Britanniques ne voulaient certainement pas de la campagne de Syrie et du Liban, n'ayant aucune visée territoriale à leur propos. Ils auraient été enchantés de voir le gouvernement de Vichy exécuter scrupuleusement les conditions de l'armistice, pratiquer une neutralité égale envers les Allemands et les Britanniques, ne pas apporter directement ou indirectement une aide quelconque à l'Allemagne.

C'est pourquoi tant de mois se sont écoulés depuis l'armistice, sans que l'Angleterre eût tenté le moindre mouvement contre Beyrouth et Damas. De nombreuses occasions se présentèrent, dans lesquelles l'opération militaire et politique n'aurait été qu'un jeu, et on reprocha aux Anglais de les laisser passer. Mais ces derniers ne voulaient faire aucun geste de provocation.

Seulement Vichy, faisant de la Syrie une base allemande contre l'Angleterre en Orient, a rendu indispensable un mouvement anglais. Celui-ci fut déclenché, avec le concours de la France Libre. Londres faisait ainsi comprendre qu'elle ne visait pas à supplanter la France et qu'elle ne prenait qu'une simple mesure de sécurité.

La proclamation d'indépendance a, d'ailleurs, donné à cette campagne une autre portée. Elle est devenue un acte de justice, de réparation envers des populations qui méritaient depuis longtemps leur indépendance, que leur contestaient certains politiciens d'un impérialisme sans clairvoyance et et qui peut s'étendre du Caire à Bagdad.

La libération des Syriens et des Libanais complète les déclarations de M. Eden sur les pays arabes et permet la création d'une fédération économique qui n'aurait pas été réalisable sans Damas et Beyrouth.

La campagne pourra être considérée bientôt comme virtuellement terminée. Elle aura coûté le minimum de sang, menée par les généraux Wilson et Catroux avec calme et circonspection, avec une stratégie persuasive et qui demeurera un modèle du genre.

Pourquoi les questions de personnes...

(Suite de la page 9)

« Les chars », disait-il, « n'existaient que sur le papier... Le désordre était tel que des canons et des mitrailleuses, dont l'armée manquait, dormaient dans des magasins. Les Allemands avaient 200 divisions, peut-être 240 : nous en avions à peine 100... Daladier opposait son inertie à toute réforme et rendait le gouvernement impossible... »

« Pourtant », dis-je, « Daladier est certainement un homme qui aime son pays... Il en parle admirablement à la radio, et d'une manière qui me va droit au cœur. »

« Oui », dit Reynaud, « je crois qu'il désire la victoire de la France, mais il désire encore plus mon échec... »

Mot terrible, sincère, et probablement injuste, mais qui montre la profondeur du fossé qui séparait les deux hommes.

Je revis Paul Reynaud le 6 Mai, et le trouvai déprimé, nerveux. Il y avait, sur son bureau, trois téléphones, dont l'un communiquait avec le Ministère, le second avec l'extérieur, le troisième avec la chambre de Madame de P... Ce dernier appareil sonnait sans cesse. Reynaud soulevait le récepteur, écoutait une seconde, puis s'écriait, d'un air excédé :

« Oui... Mais oui... Mais c'est entendu... Mais je vous en prie, laissez-moi travailler... »

A la fin, il cessa de répondre.

L'affaire de Norvège marchait mal. Elle révélait, pour la première fois, l'écrasante supériorité de moyens dont disposait l'armée allemande. Elle contraignait les esprits les plus optimistes à mesurer l'écart entre une préparation minutieuse, une action répétée à l'avance dans ses moindres détails, et une improvisation hâtive qui lançait des combattants, courageux mais dépourvus de tout (et en particulier d'artillerie anti-aérienne), sous les bombes et les mitrailleuses de l'aviation ennemie. Reynaud, de ce désordre qui allait tourner en désastre, rendait responsables ses ennemis :

« On m'a tout caché », me dit-il, « et en particulier une lettre de l'Amiral Darlan, qui annonçait les difficultés de l'entreprise et qui m'eût sans doute arrêté... Mais j'irai, cet après-midi, à la Commission du Sénat et je lui dirai toute la vérité. »

Cette fois, la querelle entre Daladier et Reynaud fut si vive que le Président Lebrun dut intervenir pour les réconcilier.

L'offensive est déclenchée

Le 10 Mai, je devais partir en permission pour la campagne, à neuf heures du matin. A huit heures trente, je tournai le bouton de la radio et appris l'invasion de la Belgique et de la Hollande. La grande offensive était déclenchée. Tous les officiers permissionnaires étant rappelés, je me rendis à la Gare du Nord pour rejoindre Arras. Le train était si chargé de soldats britanniques et français qu'il fallut ajouter de nombreux wagons. L'état d'esprit de mes innombrables compagnons de voyage me parut bon. Aucune inquiétude, et même une certaine satisfaction d'être délivrés de cette longue incertitude. Des femmes étaient venues accompagner leurs maris et attendaient, sur le quai, l'heure du départ. A côté de moi, par la fenêtre ouverte, un capitaine d'infanterie, debout dans le couloir, donnait ses ordres :

« Ecoute, chérie... Tu prendras l'argent qui est dans le tiroir de gauche de mon bureau, et la monnaie qui est dans le tiroir de la table de nuit... La clef de la voiture et celle du garage sont dans le vide-poches, sur la commode de ma chambre... Dis à Berthe de remettre dans le camphre les vêtements civils que j'avais sortis... Fais graisser la bicyclette de Jean ; elle crie... Qu'est-ce que tu dis ?... Que c'était bien court, ces deux jours ?... Bien sûr, mais dis-toi qu'on aurait pu ne rien avoir du tout... Et si on les arrête, ceci peut être la fin de la guerre. »

La petite femme souriait, bravement. Il n'est pas exact de dire que le moral, avant l'offensive, était mauvais. Il l'était peut-être dans les élites, mieux renseignées, mais non dans les masses, encore pleines d'espoir, et auxquelles la radio administrait, huit fois par jour, leur dose d'illusions. La nouvelle de la percée allemande à Sedan fut, pour la population de Paris, un choc terrible et tout à fait imprévu. On admettait très bien l'idée d'un recul ; on en avait vu, en 1914, tant d'exemples. Mais on croyait que toute avance ennemie serait vite enrayée. Le 17 Mai, le Général Gamelin avisa le gouvernement qu'une colonne motorisée allemande marchait sur Laon et qu'il ne répondait plus de Paris que jusqu'au soir. Ce fut, dans les ministères, un jour de panique.

Weygand et Pétain

Le lendemain, les Parisiens apprirent que les Allemands se dirigeaient vers la mer et qu'ils auraient quelques jours de répit. Cette fois Reynaud, enhardi par la gravité de la situation, prit la décision qu'il avait si souvent ajournée. Afin d'éliminer le Général Gamelin, qu'il tenait pour responsable de la défaite et que Daladier s'obstinait à défendre, il prit lui-même le portefeuille de la Guerre et passa les Affaires Etrangères à Daladier. Qui allait être généralissime ? Longtemps Reynaud avait pensé à Georges, mais de tous les choix, celui-ci eût été le plus pénible à Gamelin, car il existait entre les deux hommes, disait-on dans l'Armée et au Parlement, une rivalité aussi tenace que celle qui opposait Reynaud à Daladier.

Or il y avait grand intérêt, pour l'Armée et pour le pays, à ce que la transmission des pouvoirs se fît à l'amiable.

Un autre choix possible était Noguès, qui avait admirablement réussi au Maroc et dans toute l'Afrique du Nord. Parmi les généraux plus jeunes, Huntziger et Giraud avaient eu tous deux des partisans. Huntziger passait pour une haute intelligence et son armée avait bien résisté au choc. Giraud venait malheureusement d'être fait prisonnier. Reynaud choisit le Général Weygand qui commandait l'armée d'Orient, et le rappela d'urgence à Paris. Weygand avait été le second du Maréchal Foch, au moment où celui-ci, en 1918, avait pris charge d'une bataille à demi perdue et l'avait transformée en victoire. Il était naturel de faire appel à son expérience.

En même temps, Reynaud offrit au Maréchal Pétain la vice-présidence du Conseil.

Le Maréchal possédait, aux yeux de la plupart des Français, un prestige incomparable. Son visage noble et régulier, ses yeux clairs, sa haute stature, son autorité un peu froide, souvent railleuse, donnaient à ceux qui le rencontraient la sensation d'une « présence ». Des six maréchaux de la Grande Guerre, témoins et bâtisseurs de gloire, il demeurait seul avec le Maréchal Franchet d'Esperey. Qu'il portât si aisément ses quatre-vingt-quatre années et restât jeune, inspirait de l'étonnement et du respect.

En appelant près de lui le Maréchal Pétain, Reynaud pensait surtout à s'assurer, pour raffermir et redresser l'opinion publique, le reflet de ce prestige éclatant. Mais il se trompait singulièrement s'il ne voyait, en son nouveau collègue, qu'un nom et un passé. Il se donnait un juge et un successeur.

Epilogue...

La pénible lutte de Reynaud contre Daladier se termina enfin, le 6 Juin, par l'élimination complète de ce dernier. Quelques mois auparavant maître de la France, si populaire qu'il m'avait paru intangible, il disparut dans l'ouragan qui emportait son pays sans qu'un seul mot de regret, ou même d'étonnement, fût prononcé.

Cependant le Général Gamelin, qu'il avait longtemps protégé, vivait, vêtu d'un costume civil, dans un tranquille rez-de-chaussée de l'Avenue Foch, entre cour et jardin, et « tapait » sur sa machine à écrire un mémoire justificatif. Une amie, fidèle dans la disgrâce à ceux qu'elle avait connus si puissants, alla, au moment de quitter Paris, faire ses adieux à Madame Gamelin. Elle la trouva calme et résignée.

« Le Général », dit-elle, « est auprès de moi. Il ne pense pas à lui, mais à la France, à nos soldats... Il a le plus grand respect pour le Général Weygand et espère que celui-ci pourra encore arrêter l'ennemi. »

* * *

Telles furent les plus graves des questions de personnes qui rendirent la conduite de la guerre si difficile. On dira que de tels conflits se produisirent en tous temps, que la jalousie et l'ambition sont des passions éternelles, qu'en 1914 Clémenceau et Poincaré se haïssaient, et que pourtant nous avons eu la victoire. C'est vrai, mais en 1914 une certaine noblesse de cœur et un patriotisme unanime avaient dompté les passions. Poincaré n'aimait pas Clémenceau, mais il avait loyalement collaboré avec lui. Pétain avait accepté avec abnégation de servir sous les ordres de Foch. En 1940, la France était si divisée, les haines politiques si vives, qu'aucun obstacle n'avait été opposé aux haines particulières. Les questions de personnes n'ont pas été la cause essentielle de la défaite. Cette cause, nous l'avons indiquée : ce fut le manque de préparation militaire, diplomatique et industrielle des Alliés. Mais les querelles des ministres et l'absence, à la tête de l'Etat, de tout chef capable d'imposer l'union enlevèrent aux armées leur dernière chance.

(Extrait de « Tragédie en France » — Editions « Voix de France », Canada.)







Des dizaines d'habitations ont, dans ce quartier populaire, été détruites par les bombes. Sur les lieux, des équipes civiles et militaires s'affairent à l'enlèvement des décombres. Plus de 2.000 ouvriers sont actuellement employés à cette tâche. De nombreux camions et toutes les charrettes servant au transport du coton sont utilisés dans les travaux de déblaiement.

ALEXANDRIE BOMBARDEE

Les avions allemands, renouvelant leur sauvage exploit de la semaine précédente, se sont, samedi dernier, acharnés par deux fois sur la seconde capitale de l'Egypte, bombardant sans discrimination les objectifs militaires et les quartiers résidentiels. Exécuté à la façon de ceux de Varsovie et de Belgrade, ce raid a causé des pertes et des dégâts considérables. Les estimations officielles fixent à 466 le nombre des morts et à environ 200 celui des blessés. En prévision d'une répétition éventuelle des deux nuits tragiques qu'ils viennent de vivre, un grand nombre d'Alexandrins ont jugé prudent de chercher refuge à l'intérieur. Plus de 100.000 personnes ont, jusqu'ici, quitté Alexandrie. Plusieurs milliers d'autres attendent d'avoir la possibilité de le faire. En même temps qu'elles s'occupent du transport, de l'installation et de l'alimentation des évacués, les autorités travaillent à rendre à Alexandrie sa physionomie normale.



Des hommes et des femmes du peuple contemplent avec tristesse ce qui était autrefois leur demeure. Dans leur immense détresse, ils ont cependant pour les consoler la pensée qu'ils sont saufs et que les autorités vont s'occuper d'eux. Un crédit de 350.000 livres a été affecté aux travaux de déblaiement et aux secours à la population.



Une jeune fille, une enfant encore, tenant un bébé dans ses bras, pleure un parent mort sous les bombes. Celles-ci, dans l'avenir, occasionneront moins de pertes de vies humaines. Le gouvernement britannique vient, en effet, de faire à l'Egypte un don d'un million de livres, grâce auquel de nombreux abris seront construits.



Un immeuble détruit, parmi tant d'autres. Les magazines étrangers publient, chaque jour, des dizaines de photos pareilles à celle-ci. Le visage de la guerre est le même sous tous les cieux. Ci-contre : un groupe de réfugiés a pris d'assaut une locomotive sur laquelle il fera le voyage jusqu'au Caire.

A la gare de Bab El Guédid, à Alexandrie, des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants attendent de prendre le premier train en partance vers l'intérieur. Le voyage est gratuit, quelle que soit la destination. Chaque famille se contente d'emporter l'indispensable. Pour le reste, on verra.

LA CHIRURGIE ESTHETIQUE





Beaucoup de personnes ne savent pas encore que, facilement et sans danger aucun, les défauts qui défigurent leur corps peuvent être supprimés complètement.

La chirurgie esthétique peut, par exemple, transformer un nez gros, large, courbé ou tordu en un nez petit, joli et ravissant. Aucune cicatrice n'est visible après l'intervention chirurgicale, car celle-ci a lieu intérieurement. De plus aucune douleur ne peut être ressentie, étant donné l'application de l'anesthésie locale. Des personnes laides et défigurées deviennent ravissantes grâce à cette merveille de la science moderne et cela sans que le secret n'en soit dévoilé à leurs amis. En quelques jours à peine elles acquièrent un nez parfait pour toute la vie.

De même on peut guérir par une petite intervention les oreilles décollées, les rides du visage, du cou, celles autour de la bouche et des yeux, les poches sous les yeux, les lèvres épaisses et toute les vilaines cicatrices.

De cette manière on peut être rajeuni de 15 ans. Des femmes avec une poitrine lourde ou flasque ont obtenu après l'opération une poitrine petite et ferme. Un grand nombre d'hommes et de femmes en Europe et en Amérique ont recours de nos jours à cette méthode moderne, inoffensive et anodine.

Dr LEVY LENZ
21, Rue Antikhana

2 MILLIONS DE PRISONNIERS

(Suite de la page 19)

symptôme de richesse ou de privation : ils ont encore ceci en France... Comment, ils n'auraient plus de cela ?... Déductions, recoupements, bobards et vérités s'enchaînent dans des méditations et conversations infinies.

COMMENT ILS MANGENT

A 11 heures, on va à la soupe. Environ un litre par homme. Des légumes, des carottes, des navets, des pommes de terre, de l'orge, de la fécule. Elle est chaude, elle est nourrissante (?) Quant au goût, c'est question d'habitude.

A 2 heures, le casse-croûte : une boule de pain d'environ 1.500 grammes pour cinq et de la margarine, une rondelle de saucisson ou de la mélasse. A 4 heures, le courrier.

L'état de prisonnier comporte des souffrances, il met à l'épreuve l'homme plus que la guerre elle-même : par contre, il donne naissance à des joies d'une intensité neuve qui ébranlent et refondent, en quelque sorte, l'organisme. J'ai vu des hommes guérir, changer de voix, de teint, de personnalité à la réception de la première lettre.

Rien d'aussi pénible que le sentiment qu'on vous croit mort, que vous n'êtes plus qu'un pauvre souvenir aux yeux des vôtres. Cette première lettre rétablissant le contact entre vivants donne à nouveau un centre de gravité à votre univers, et à vous une sensation d'un excès d'air frais : vos poumons risquent d'éclater, vous faites des mouvements insensés, vous vous sentez comme entraîné, léger, par cette abondance d'air — le miracle qui vous a sauvé, au milieu de l'écran de feu, des bombes, de la trame serrée des balles, se parachève.

LE SOIR TOMBE...

Après l'appel et le casse-croûte du soir qu'on expédié en hâte, le camp s'anime subitement. Les camarades qui travaillent dehors rentrent en colonne serrée et se dispersent dans les baraques. Ils apportent toujours des nouvelles, parfois des journaux. Au camp, on trouve le « Trait d'Union » (hebdomadaire publié par les Allemands à notre intention et distribué gratuitement). De leur musette, ils sortent des richesses conservées de leur repas ou achetées en ville : des oignons, du « pain de civils », un fond de gamelle de soupe au lait.

Vers 6 ou 7 heures, les intrépides se rassemblent autour du haut-parleur pour écouter l'émission française de la radio allemande. Peut-être sommes-nous des égoïstes, mais nous ne guettons que les nouvelles qui ont directement trait aux prisonniers ou celles qui permettent d'échafauder des combinaisons en vue de notre libération. On est distrait — d'ailleurs, tout le monde au camp se plaint d'un affaiblissement de la mémoire — en tout cas, les nouvelles de la radio qu'on raconte et commente aussitôt après l'émission dans les baraques sont toujours sensationnelles.

Plus tard, on camoufle les fenêtres, les fervents du bridge et les intoxiqués de la belote, les champions du poker occupent toutes les tables disponibles. Celui qui trouve un livre laisse tomber jeux, discussions, ajourne la couture, et s'isole.

Les livres sont rares et très appréciés. La bibliothèque qui fonctionne depuis environ un mois contient beaucoup de publications allemandes en français, et les livres que les prisonniers ont pu donner. Les six volumes du *Comte de Monte-Cristo* — éditions Nelson — ont passé dans l'infirmerie pendant des mois, dans toutes les mains. « Qui a le quatrième ? » crie quelqu'un du haut de son lit. Tout le monde comprenait qu'il s'agissait du quatrième volume de l'œuvre du vieux Dumas. C'est le changement brusque, astucieux, miraculeux qui attire. Toute la gamme des exploits extraordinaires du vulgaire roman policier par les récits des voyages des pionniers jusqu'aux sublimes



Tandis qu'ils pèlent eux aussi des pommes de terre, ces Marocains songent au pays natal qu'ils reverront qui sait quand. La nostalgie s'empare de leurs âmes frustes. L'un d'eux, impuissant à contenir ses larmes, porte un mouchoir à ses yeux.

histoires des saints passionne l'esprit des prisonniers.

LE CAMP S'ENDORT

« Messieurs, c'est 9 heures moins 5 », s'écrie le chef de baraque, s'il ne joue pas justement au bridge. Parfois, c'est seulement l'arrivée de la patrouille, apercevant filtrer la lumière par l'interstice d'une fenêtre imparfaitement camouflée, qui met fin aux jeux et donne le signal aux chansonniers.

On éteint, on ouvre largement les fenêtres — la fumée devient épaisse, étranglante en fin de soirée — et l'on s'enfonce malgré soi dans la nuit.

A chaque heure de la nuit, on peut trouver, par ci, par là, un homme accoudé à une fenêtre. Personne n'y prête attention. Une cigarette grille toujours dans un coin. Une sourde agitation indistincte amortit les pas de quelques inquiets qui vont et viennent à toute heure, se demandant : « Pense-t-elle, rêve-t-elle à moi ? ».

Un jour de plus, mais aussi un jour de moins.

ADMINISTRATION DES PRISONS

ADJUDICATION

Des offres seront reçues à l'Administration des Prisons, 4, Shareh El Bustan, Le Caire, le 22 juillet 1941, jusqu'à 10 h. a.m. pour la fourniture d'huile d'olives, huile de palme, et de carbonate de potasse destinés à la fabrication du savon, pour l'année 1941-1942.

Les Conditions sont délivrées à l'Administration des Prisons au prix de 150 Mills. (les timbres-poste ne sont pas acceptés). Les demandes envoyées par voie postale doivent être rédigées sur papier timbré de 30 Mills.

On peut voir les conditions au Département du Commerce, au Caire et à la Chambre Egyptienne de Commerce.

(8155)

LES «COLLABORATEURS»

L'AMIRAL DARLAN

hait les Anglais



Son arrière-grand-père s'est battu à Trafalgar. Est-ce la raison pour laquelle cet homme n'a jamais aimé l'Angleterre ?

Le fait est que François Darlan, amiral de France, vice-président du Conseil de Vichy, n'aimait pas les Britanniques, même lorsque ceux-ci étaient les alliés de la France.

Dans la marine française, d'ailleurs, il n'y a jamais eu beaucoup de sympathie pour la Grande-Bretagne. C'est que les marins français se rendaient compte qu'ils devaient toujours jouer le second rôle. Et pour quiconque connaît le caractère des hommes de la mer, des Bretons et des autres, c'était là une situation « intolérable ».

Darlan a 58 ans. Il est râblé, solide. Il a les yeux clairs et il fume la pipe.

Né dans le Lot-et-Garonne, il descend d'une famille de marins, bien que son père, exception à la règle, fut un homme politique.

Sa carrière ne saurait être qualifiée autrement que de brillante.

Chef d'état-major de la flotte française depuis 1934, il avait essayé par tous les moyens, avec l'aide d'un ministre enthousiaste, Georges Leygues, de faire de la flotte française une grande force navale. Et il y avait réussi.

Il passait pour un bon marin et un excellent organisateur. Mais l'armistice devait révéler l'homme et le politicien.

Tout le monde se souvient de son fameux télégramme chiffré à la flotte : « Je ne suis plus libre, mes ordres ne comptent pas. » Le premier mouvement de l'officier de marine avait donc été un mouvement de révolte.

Mais depuis...

Ce mouvement de révolte passé, il devint prudent, rusé, politicien.

Il n'avait jamais aimé l'Angleterre, mais il ne le montrait pas encore. Le gouvernement de Vichy n'était pas bien assis et il fallait faire preuve de prudence. D'ailleurs, Laval était dans la place et Laval était l'homme d'Abetz et de Hitler. Pour lui succéder — l'amiral a toujours été ambitieux — il fallait jouer exclusivement la carte Pétain.

Laval tomba ; court interrègne de Flandin. Puis c'est Darlan qui devient vice-président du Conseil et successeur du vieux maréchal ; il est à la fois ministre des Affaires Etrangères et de l'Intérieur et il contrôle la presse.

D'ailleurs, il est réactionnaire et un régime dictatorial ne lui déplaît guère. Il a toujours eu du mépris — même lorsqu'il collaborait avec eux — pour les hommes issus du suffrage populaire. Ses idées politiques sont celles d'il y a deux siècles. Cela lui fait haïr davantage le peuple devenu le représentant de la liberté et de la démocratie.

C'est ainsi que le chef de la marine, devenu politicien, entreprit une politique de « collaboration » avec ses vainqueurs.

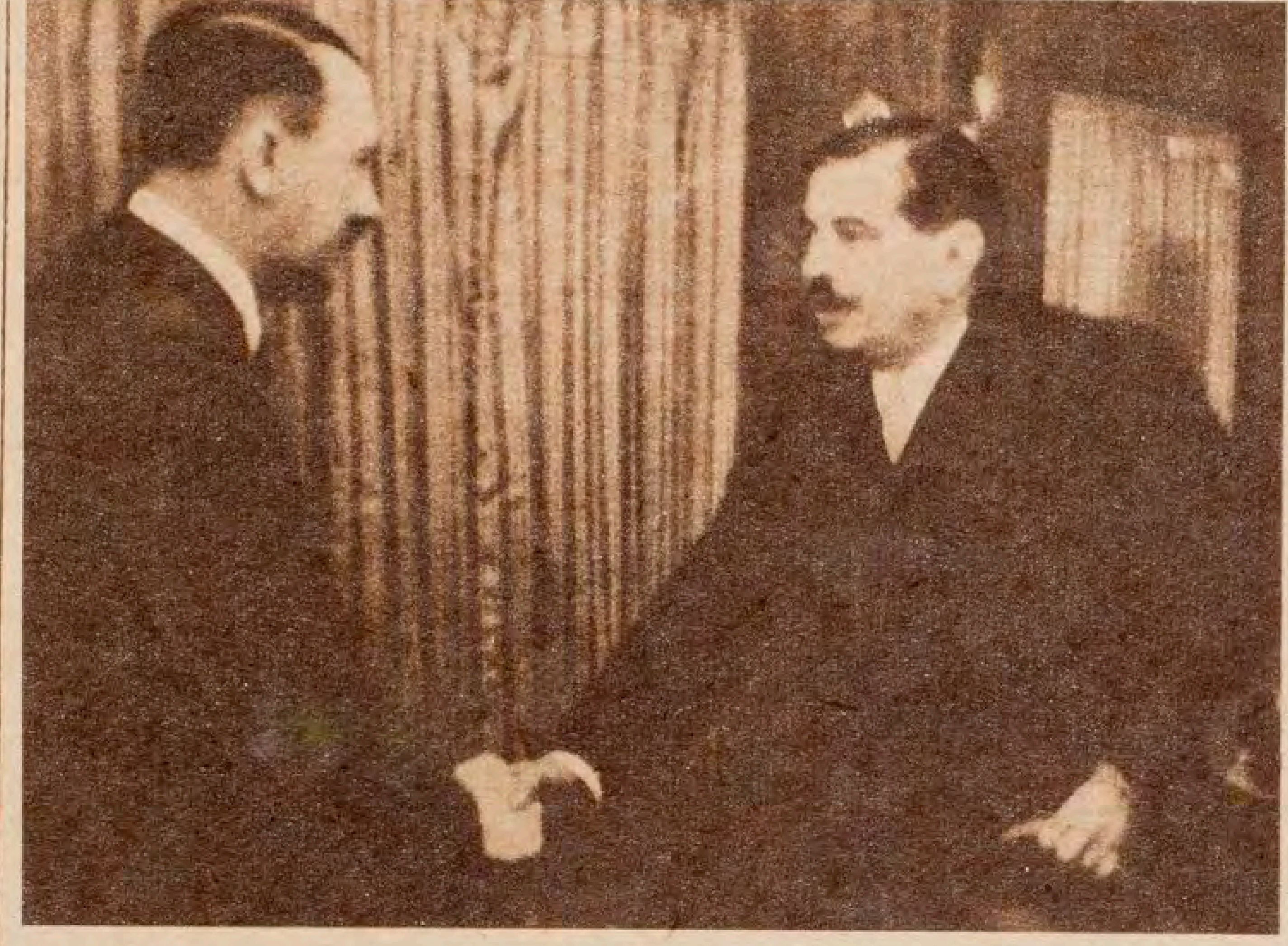
LAVAL

l'homme à la cravate blanche

L'homme le plus haï de France est peut-être Pierre Laval, le politicien à la cravate blanche. La fameuse cravate, il l'adopta lorsqu'il parlait dans les réunions communistes. Il ne la quitta plus jamais, car elle lui donne cet air « peuple », si nécessaire — même aujourd'hui — à ceux qui veulent réussir dans l'arène politique française.

Son évolution du socialisme extrême au fascisme ne fut qu'une série d'occasions dont ce fils de boucher, doué d'un flair extrême pour les affaires, profita. Il commença par être garçon dans la boutique paternelle, mais il était ambitieux. Il étudia la nuit et devint professeur à l'école du village, ce qui lui permit de suivre des cours de droit. Il se maria dans la bourgeoisie, épousant la sœur d'un praticien de province. Mais à ce moment, le syndicalisme naissait en France. Le jeune avocat se lança dans la politique, défendant les ouvriers avec une rare énergie. Les travailleurs reconnaissants l'envoyèrent à la Chambre, comme député d'Aubervilliers. Durant l'autre grande guerre, ce socialiste extrémiste fut un défaitiste de la pire espèce.

La guerre terminée, l'opportuniste Laval commença à évoluer. Sa fortune augmentait et, au fur et à mesure qu'il achetait des terres, des hôtels, des châteaux, il avançait vers la droite. Il devint l'avocat des grandes sociétés à monopole et des banques. Il devint aussi conservateur et même réactionnaire. Les jours rouges de sa jeunesse furent oubliés et par lui et par ceux qui l'employaient. Plusieurs fois ministre, président du Conseil, il avait une prédilection marquée pour les solutions d'apaisement, surtout avec les dictateurs. Il était en faveur de la paix à tout prix.



Sa fille avait épousé un Chambrun, descendant de La Fayette, de sorte que le fils de boucher entrait de plain-pied dans l'aristocratie. Il était l'ami de Mussolini, en attendant de devenir celui d'Hitler. Mais malgré tout, l'homme à la cravate blanche savait assumer un air de bonhomie qui le faisait apprécier au Parlement où il était toujours ministrable.

Depuis 1935, l'atmosphère de la France ne lui convenait pas. Pacifiste à tout prix, il se tenait dans la coulisse, attendant son heure. Elle vint avec la défaite de la France. Son histoire récente est trop connue pour qu'il soit nécessaire d'y revenir.

C'est de tous les Français le plus grand apôtre de la « main tendue à Hitler ».

Pour celles qui veulent plaire...

Pendant les vacances, l'un des charmes féminins est une chaude teinte bronzée ; toute femme désire brunir vite et harmonieusement. Toutefois il est prudent de se protéger contre les rayons brûlants et la Crème Nivéa est le protecteur idéal.

Chaque fois que vous vous exposez à l'air ou au soleil, à la campagne ou à la piscine, ou simplement dans votre jardin, enduisez votre visage et les parties exposées de votre corps de Crème Nivéa. Vous pourrez ainsi vous exposer au soleil ardent de l'été, sans crainte ni danger.



Présentation de mannequins à Paris !

C'est entre les lignes de cet article, emprunté à un journal de la France non occupée, que nos lectrices pourront se documenter sur les restrictions de toutes sortes dont souffrent les Parisiennes.

A travers les larges salons de Molyneux, les mannequins poursuivent leur marche lente.

Les mannequins ? Il y en a cinq — Il y en avait quinze autrefois.

Il il y a là aussi une crise des effectifs.

Une voix annonce :

— Le sept.

On se croirait au casino.

Chaque robe porte un numéro. Il y en a 70. Car les maisons de couture n'ont eu le doit de créer que 70 modèles.

Mais 70 modèles présentés par cinq mannequins seulement, ça fait une longue après-midi.

Fourbus, les mannequins dans leur cabine remettent leur robe de ville.

— Vous savez ce qu'on vient de me dire ? dit Jo, la grande brune. On n'est pas dans la liste des maisons autorisées.

— Ah ! M... alors, soupire la douce Mireille.

La carte du vêtement vient d'être créée au moment même où les maisons de couture présentent leurs collections d'été.

Une atténuation tout de même à la rigueur de la loi. Un certain nombre de grands couturiers parisiens sont autorisés à vendre leurs robes sans bons correspondants.

Il serait inexact de dire que cette exception ait été accueillie avec enthousiasme par le public de Paris.

— C'est bien cela, a-t-on rigolé, les femmes qui peuvent dépenser 4 ou 5 mille francs auront de quoi se vêtir. Celles qui n'ont que quatre ou cinq cents francs pour s'habiller useront leurs vieilles nippes.

A cela on répond qu'il fallait sauver ce qu'il était possible, d'une industrie plus que toute autre parisienne : la mode, et qui était menacée d'être transportée à Berlin et surtout à Vienne.

De là, les exceptions prévues : 50 maisons devaient en être bénéficiaires. Il s'en est fallu de peu que leur chiffre fût réduit à dix. On a transigé à trente-trois.

Parmi ces trente-trois, uniquement des maisons parisiennes.

A titre de compensation, il est prévu que les maisons de couture de la zone libre obtiendront les « ausweiss » nécessaires pour venir à Paris admirer les dernières créations de Paris !

Ce bonheur leur suffira-t-il ?

Trente-trois maisons donc conservent un droit de vente libre pour 50 % de leur production de 1938.

Trente-trois maisons sur cinq ou six cents qui, sans être de premier ordre, pourraient se qualifier de haute couture.

Et sur cinq ou six mille qui vivent de la mode.

Aux présentations chez Lanvin, chez Maggy Rouff, on reconnaît quelques rares célébrités.

Madeleine Renaud, qui porte encore un toquet de vison, rescapé de l'hiver, arrête longuement les mannequins pour palper les étoffes.

Arletty, subitement gênée d'arborer un si confortable capuchon noir et blanc devant tant d'ensembles printaniers, s'est cachée dans l'angle d'un immense canapé.

Les mannequins continuent de défiler appuyés sur des cannes, dont les manches sont des poudriers. C'est charmant, mais ce n'est pas facilement utilisable dans le métro.

Pourtant, la mode a, cette année, toute la simplicité nécessaire. La couture elle-même est devenue réaliste. On en est à la robe pratique. Peu de toilettes de soirée. Presque uniquement des robes du matin et de l'après-midi.

Devant la porte des grands couturiers, il n'y a plus la cohue des longues voitures aristocratiques. Il y a quelques coupés, sentant le cuir jusqu'à l'écœurement.

Jacqueline Delubac est venue en taxi s.v.p., ce bizarre instrument bleu ciel étroit comme une chaise à porteurs et qui est tiré par deux jeunes gens vigoureux en tandem.

Jacqueline Delubac attelle en flèche.

La couleur à la mode, cette saison, par décret des couturiers, doit être le bleu roi.

En outre, la taille se porte légèrement plus basse que l'année dernière. C'est, à la vérité, la seule chose qui ait baissé depuis un an.

Aux corsages, quelques ornements, dorés de préférence. Puisque, paraît-il, l'or n'a plus de valeur, on peut en faire des colifichets.

L'un d'eux obtient un gros succès et fait rire aux éclats Annie Ducaux. C'est le fiacre 41. Ça s'accroche au-dessus du sein.

Un amour, comme on dit en style de mode, de petit sapin, avec une capote qu'on peut ouvrir ou fermer. Au-dessous, le millésime 1941.

Cinq mannequins pour présenter 70 modèles, ça fait de longs entr'actes.

On parle.

— Avez-vous demandé une carte de chaussures ? Il paraît que c'est affreux. Ma femme de chambre m'a dit que son père, qui habite Saint-Denis, en avait réclamé une. Des inspecteurs sont venus perquisitionner pour voir s'il n'avait pas déjà trop de paires de chaussures. Ils n'en ont pas trouvé, mais ils ont découvert des boîtes de conserves. Ils les ont emportées.

(Extrait d'un article publié dans « Les 7 jours » paraissant à Lyon.)



CONSEILS A MES NIÈCES

Nièce « Une qui souffre »

Demeurez la pure jeune fille que vous êtes, vous saurez toujours assez tôt toutes les laideurs et les tourments de la vie. Il ne faut pas, d'autre part, que vous lisiez en cachette les livres condamnés par vos parents. S'ils l'apprenaient, ils n'auraient plus confiance en vous et il vous serait plus difficile d'obtenir d'eux une plus grande liberté.

Nièce « Meurtrie par la vie »

Pour reconquérir votre mari, soyez une femme d'intérieur parfaite, une excellente cuisinière, une personne toujours nette, aimable et affectueuse. Ce n'est pas toujours facile, je le sais bien, quand on souffre d'avoir été trompée, mais vous devez lutter parce que vous aimez votre époux et que vous ne voulez pas le perdre. Vous vous êtes déjà montrée bien courageuse et je suis sûre que vous finirez par vous attacher celui que vous chérissez par-dessus tout.

Nièce « Une voyageuse »

Il faut faire de la culture physique, cela vous fera du bien au ventre et à la poitrine. Le bleu pâle et le rose-buvard vous conviendront parfaitement. Votre poids est normal, mais, effectivement, vos hanches sont trop larges. Puisque, malgré tous vos soins, votre transpiration dégage une si mauvaise odeur, n'hésitez pas à consulter le médecin ; votre santé générale laisse peut-être à désirer.

Nièce « Vigoureuse malgré tout »

« Il n'est jamais trop tard pour bien faire », dit un proverbe. On peut pratiquer les sports à tous les âges. Vous pouvez apprendre à nager. Ce sport complet vous aidera à conserver la jeunesse de corps et d'esprit.

Nièce « Marie-Louise »

Ces taches jaunes sur votre visage sont simplement des taches de rousseur. Lorsque vous êtes exposée au soleil, portez toujours un chapeau à large bord. Faites incorporer 3 pour 100 de sel de quinine dans votre crème de beauté, vos taches pâliront plus rapidement. Vos proportions sont bonnes.

Nièce « Mistinguett »

Il faut amidonner les cols de votre mari avec de l'amidon cuit et une pincée de borax, et les repasser humides avec un fer bien chaud. Vous pouvez porter un chapeau noir avec votre ensemble. N'importe quelle fantaisie est permise lorsqu'on a votre âge.

Nièce « Mon hacienda »

Je préfère le sable rouge pour orner les allées de votre jardin. Cette idée de plates-bandes multicolores est, en effet, fort répandue en Europe. Votre jardinier pourra certainement vous aider dans votre travail. Merci pour les articles en question, vous êtes vraiment très gentille de penser à moi.

Nièce « Cuisinière sans le savoir »

Voici comment on peut faire une mayonnaise sans œufs : versez dans un bol la valeur d'une cuillerée à soupe de lait concentré, non sucré. Avec un batteur à œuf ou une fourchette, battez un peu cette crème pour la rendre mousseuse. Versez l'huile en remuant comme s'il s'agissait d'une mayonnaise ordinaire. Lorsqu'elle est presque complètement prise, ajoutez une cuillerée à café de vinaigre ou de jus de citron. Salez, poivrez et, si vous désirez en relever le goût, ajoutez à la fin une demi-cuillerée à café de moutarde.

Nièce « Petite flirteuse »

Les poches sous les yeux proviennent souvent d'un mauvais état général. Surveillez vos glandes et vos reins et voyez si rien ne laisse à désirer de ce côté-là. Si les poches sont dues à un amas de cellules graisseuses, une intervention chirurgicale vous en débarrassera. Enfin, si ces poches sont [illegible] relâchement des fibres musculaires, [illegible] masque électrique les fera disparaître.

Nièce « Carine »

Vos invités sont en retard, votre rôti [illegible]t à point menace de devenir dur [illegible]ant de paraître à table ; mettez votre [illegible]t sur un récipient plein d'eau bouillante, la vapeur tiendra le rôti chaud et il ne se desséchera pas du tout.

Nièce « [illegible]ieuse »

Pour [illegible] du bas des pantalons [illegible] mari, il suffit de coudre [illegible] l'ourlet, en dedans, à l'e[illegible] qui frotte sur le talon du soulier [illegible]on gros comme une petite [illegible] autant que possible bombé, et [illegible] teinte que l'étoffe du pan[illegible] Il empêchera ainsi le frottement [illegible] par la marche.

Nièce « Esmeralda »

Votre question étant d'ordre trop personnel, je ne puis y répondre dans les colonnes de cette rubrique.

Nièce « Vivere »

Afin que le lait que l'on a fait bouillir la veille ne se gâte pas le lendemain, il suffit d'y mettre, le soir, une pincée de sel, ceci l'empêchera de tourner.

Nièce « Ménagère toujours curieuse d'apprendre »

Pour nettoyer les carafes, vases et tout autre objet de cristal, coupez des journaux en petits morceaux, introduisez-les dans le récipient que vous voulez rendre brillant, remplissez d'eau tiède, agitez fortement. En quelques instants, les cristaux deviendront clairs. Rincez à l'eau froide et faites sécher en les renversant.

Nièce « J'aime les douceurs »

Pour découper nettement un gâteau ou du pain encore chaud, plongez la lame d'un couteau dans de l'eau bouillante, essuyez et coupez vivement. Recommencez à chaque tranche. Elles seront bien nettes et ne s'effriteront pas.

Nièce « Chiquita »

Je le regrette, mais il m'est absolument impossible de répondre à vos questions, étant donné qu'elles ne sont pas de mon domaine.

Nièce « Lovely »

Mais oui, vous pouvez m'écrire dans votre langue puisque je la parle, la lis et l'écris. Dites de ma part à Gladys qu'elle est vraiment drôle d'avoir de pareilles idées. Elle doit se marier avec ce jeune homme qu'elle aime et qui l'aime. Il n'est que sergent, me direz-vous ? Mais depuis quand est-ce que ces questions de rangs interviennent-elles en amour ? Gladys serait-elle snob ? Ne croyez pas qu'il n'y a que les officiers qui puissent donner du bonheur aux femmes.

Nièce « Près de vous »

Je suis tellement heureuse d'avoir de vos nouvelles ! Merci mille fois pour votre charmante lettre si pleine de confiance. Ce que j'ai fait pour vous n'est vraiment pas grand'chose et vous n'avez pas à m'en remercier tellement. J'avais la possibilité de vous venir en aide, je l'ai fait, c'est là une question réglée. Ecrivez-moi aussi souvent que vous le désirez. J'aime beaucoup vous lire.

Nièce « Pourquoi vivre ? »

Vous êtes vraiment égoïste de faire de votre « moi » le centre de tout, alors que tant d'êtres sont en train de souffrir et de mourir pour améliorer la civilisation. Ne pensez pas toujours à « vos » soucis, « vos » chagrins. Tout le monde en a, croyez-moi. Ce qu'il vous faut, c'est sortir de vous-même et vous pencher davantage sur les autres.

Nièce « Critique »

Vous me reprochez de toujours prêcher l'optimisme en disant que cela m'est facile puisque tout me sourit dans la vie. Mais comment savez-vous que je suis si parfaitement heureuse et que je n'ai aucun souci ? Croyez-moi, tout comme vous, j'ai ma part d'ennuis dans l'existence, mais je tâche de réagir et de prendre les choses du bon côté.

Nièce « Fatheya A. »

Si ce jeune homme vous aimait vraiment, il vous aurait amenée dans le monde au lieu de se cacher comme un criminel chaque fois qu'il est en votre compagnie. Il y a, malheureusement, beaucoup d'hommes qui agissent comme lui et ne tiennent pas à se montrer dans des endroits publics en compagnie d'une femme. Cela prouve tout simplement qu'ils ne veulent pas rendre la chose officielle et que leurs intentions ne sont pas sérieuses.

TANTE ANNE-MARIE

I M A G E S

Hebdomadaire paraissant le Lundi
Publié par la Maison d'Edition "Al Hilal"
Directeurs-Propriétaires :
EMILE & CHOUCRI ZAIDAN

Bureaux : Au Caire : Immeuble Al Hilal, Rue El Amir Kadadar, Téléphone : 46064 (5 lignes). Alexandrie : 42, rue Nébi Daniel. Tél. : 27412.

A B O N N E M E N T S

Egypte et Soudan (nouveau tarif) .... P.T. 75
Pays faisant partie de l'Union Postale Universelle P.T. 100
Autres pays .... P.T. 130
Adresse : Poste Centrale — Le Caire



IMAGES



Sur les fronts de Libye et d'Afrique Orientale, les vaillants soldats de la France Libre étaient présents au combat. Ils seront présents à la victoire.

No. 614 — LE CAIRE EGYPTE 16 JUIN 1941
L'HEBDOMADAIRE DE L'ACTUALITE